

IGE+XAO

Société Anonyme au capital de 5 497 030 euros

Siège social : 16, boulevard Déodat de Séverac

31770 COLOMIERS

338 514 987 RCS Toulouse

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

TABLE DES MATIERES

I. – ATTESTATION DE L’EMETTEUR.....	4 -
II. – COMPTES ANNUELS CONSOLIDES	5 -
A. BILAN CONSOLIDE	5 -
B. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	6 -
C. ETAT DU RESULTAT GLOBAL	7 -
D. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	7 -
E. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	8 -
F. NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	9 -
III. – COMPTES SOCIAUX.....	35 -
A. BILAN SOCIAL	35 -
B. COMPTE DE RESULTAT SOCIAL.....	36 -
C. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	36 -
D. TABLEAU DE FINANCEMENT	37 -
E. NOTES ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX.....	38 -
IV. – RAPPORT DE GESTION.....	53 -
A. SITUATION FINANCIERE ET RESULTATS DU GROUPE.....	54 -
B. SITUATION FINANCIERE ET RESULTATS DE LA SOCIETE IGE+XAO SA.....	59 -
C. INFORMATIONS PREPARATOIRES A L’ASSEMBLEE GENERALE	60 -
D. STRATEGIE ET TENDANCES ET POLITIQUE DE RISQUE	62 -
E. CAPITAL SOCIAL ET GOUVERNEMENT D’ENTREPRISE.....	64 -
F. INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	76 -
G. AUTRES INFORMATIONS	94 -
V. – RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES DESIGNE ORGANISME TIERS INDEPENDANT, SUR LES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES CONSOLIDEES FIGURANT DANS LE RAPPORT DE GESTION	98 -
VI. RAPPORTS ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION.....	101 -
A. RAPPORT SUR LES DELEGATIONS	101 -
B. RAPPORT SUR LES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	101 -
VII. RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D’ADMINISTRATION SUR LES CONDITIONS DE PREPARATION ET D’ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D’ADMINISTRATION	105 -
A. INFORMATIONS GENERALES SUR LES SEANCES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION	105 -
B. RAPPORT DU PRESIDENT SUR LE CONTROLE INTERNE ET LA GESTION DES RISQUES	107 -
VIII. DESCRIPTIF DU PROGRAMME DE RACHAT D’ACTIONS PROPRES SOUMIS A L’AUTORISATION DE L’ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 31 JANVIER 2015.....	113 -
A. BILAN DU PRECEDENT PROGRAMME	113 -
B. OBJECTIF DU PROGRAMME DE RACHAT D’ACTIONS ET UTILISATION DES ACTIONS RACHETEES.....	115 -
C. CADRE JURIDIQUE.....	115 -
D. MODALITES	116 -
E. REPARTITION DU CAPITAL	117 -
F. EVENEMENTS RECENTS.....	118 -
G. PERSONNE ASSUMANT LA RESPONSABILITE DE LA NOTE D’INFORMATION -	118 -

IX.	- RAPPORTS GENERAUX DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	- 119 -
A.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES .-	119 -
B.	RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS	- 121 -
X.	RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES.....	- 123 -
XI.	- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE IGE+XAO S.A.	- 127 -
XII.	- MISE A DISPOSITION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL	- 129 -

I. – Attestation de l'émetteur

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant en page 53 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées. »

Colomiers, le 28 novembre 2014

ALAIN DI CRESCENZO

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

II. – Comptes annuels consolidés

A. Bilan consolidé

Actif (en milliers d'euros)	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Ecart d'acquisition (Note 5)	2 953	822	822
Immobilisations incorporelles (Note 6)	361	92	63
Immobilisations corporelles (Note 7)	1 035	777	738
Impôts différés actifs (Note 18)	1 042	707	618
Titres mis en équivalence (Note 24)	--	1 130	1 024
Autres actifs non courants (Note 8)	278	136	81
Total actifs non courants	5 669	3 664	3 346
Clients et comptes rattachés (Note 9)	6 478	6 298	5 917
Créances d'impôt (Note 10)	1 893	1 369	1 050
Autres actifs courants (Note 11)	1 142	1 061	1 304
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 321	24 402	21 197
Total actifs courants	36 834	33 130	29 468
Total actif	42 503	36 794	32 814
Passif (en milliers d'euros)	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Capital (Note 12)	5 497	5 497	5 497
Primes liées au capital	1 911	1 911	1 911
Réserves consolidées	15 995	12 632	9 472
Ecart de conversion	(36)	(41)	20
Résultat de l'exercice	5 071	4 604	4 305
Total des capitaux propres du Groupe	28 438	24 603	21 205
Participations ne donnant pas le contrôle	389	69	65
Total Capitaux propres	28 827	24 672	21 270
Participation des salariés	350	320	432
Avantages au personnel (Note 13)	992	859	722
Dettes financières – part à long terme (Note 15)	657	350	389
Produits constatés d'avance – part à long terme (Note 17)	--	1	--
Impôts différés passifs (Note 18)	153	30	--
Autres passifs non courants (Notes 16)	167	129	68
Total passifs non courants	2 319	1 689	1 611
Dettes fournisseurs (Note 19)	819	1 272	1 124
Personnel et comptes rattachés	2 516	2 234	2 056
Produits constatés d'avance (Note 17)	5 982	4 965	4 879
Autres dettes : part à court terme	131	--	52
Dettes d'impôts	254	163	228
Dettes fiscales	1 228	1 481	1 283
Charges à payer et autres passifs courants	427	318	311
Total passif courants	11 357	10 433	9 933
Total capitaux propres et passifs	42 503	36 794	32 814

B. Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Chiffre d'affaires (Note 20)	26 260	24 569	23 386
Autres produits d'exploitation (Note 22)	940	950	791
Produits des activités ordinaires	27 200	25 519	24 177
Autres services extérieurs	(5 843)	(5 409)	(5 348)
Charges de personnel	(13 650)	(13 092)	(12 349)
Impôts et taxes	(520)	(460)	(494)
Dotations aux amortissements et provisions	(547)	(570)	(500)
Autres charges d'exploitation	(77)	(73)	(131)
Charges d'exploitation	(20 637)	(19 604)	(18 822)
Résultat opérationnel courant	6 563	5 915	5 355
Perte de valeur sur actifs non courants	(358)	--	--
Provision pour risques non récurrents	398	--	--
Résultat opérationnel	6 603	5 915	5 355
Coût de l'endettement financier (Note 23)	(83)	--	--
Produits financiers (Note 23)	471	397	453
Charges financières (Note 23)	(29)	(88)	(104)
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	6 962	6 224	5 705
Impôts exigibles et différés (Note 18)	(1 857)	(1 740)	(1 473)
QP de résultat dû aux résultats des sociétés associées	12	141	99
Résultat net de l'ensemble consolidé	5 117	4 625	4 331
attribuable aux :			
porteurs de capitaux propres de la société mère	5 071	4 604	4 305
participations ne donnant pas le contrôle	46	21	26
Nombre d'actions après déduction des actions propres portées en diminution des capitaux propres	1 423 202	1 424 002	1 427 800
Résultat par action	3,56	3,22	3,02
Résultat dilué par action	3,56	3,23	3,02

C. Etat du résultat global

(en milliers d'euros)	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Ecarts de change résultant des activités à l'étranger	5	(54)	--
Profits (pertes) actuariels sur IDR avec effet ID	21	(42)	(31)
Autres	12	4	3
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	38	(92)	(28)
Résultat net de l'ensemble consolidé	5 117	4 625	4 331
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	5 155	4 533	4 303
Attribuables aux :			
- porteurs de capitaux propres de la Société	5 109	4 506	4 277
- Participations ne donnant pas le contrôle	46	27	26
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	5 155	4 533	4 303

D. Tableau de variation des capitaux propres

Capitaux propres (en milliers d'euros)	Capital et primes d'émission	Ecarts de conversion	Réserves consolidées y compris résultat	Capitaux propres - part du Groupe -	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 juillet 11	8 001	30	13 641	21 672	60	21 732
Distribution de dividendes			(891)	(891)	(21)	(912)
Produits et charges enregistré(e)s au titre de la période		43	4 234	4 277	26	4 303
Impact retraitement sur actions propres	(593)		(3 245)	(3 838)	--	(3 838)
Impact annulation des PV sur cession d'actions propres			18	18	--	18
Rachat de titres sans contrôle			(33)	(33)	--	(33)
Capitaux propres au 31 juillet 12	7 408	73	13 724	21 205	65	21 270
Distribution de dividendes			(1 092)	(1 092)	(23)	(1 116)
Produits et charges enregistré(e)s au titre de la période		(54)	4 560	4 506	27	4 533
Impact retraitement sur actions propres			(43)	(43)	--	(43)
Impact annulation des PV sur cession d'actions propres			27	27	--	27
Reclassement		(60)	60	--	--	--
Capitaux propres au 31 juillet 13	7 408	(41)	17 236	24 603	69	24 672
Variation de périmètre			(22)	(22)	300	278
Distribution de dividendes			(1 170)	(1 170)	(26)	(1 196)
Produits et charges enregistré(e)s au titre de la période		5	5 104	5 109	46	5 155
Impact retraitement sur actions propres			(106)	(106)	--	(106)
Impact annulation des PV sur cession d'actions propres			24	24	--	24
Capitaux propres au 31 juillet 14	7 408	(36)	21 066	28 438	389	28 827

E. Tableau des flux de trésorerie consolidés

(en milliers d'euros)	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Flux de trésorerie générés par l'activité :			
Résultat net part du Groupe	5 071	4 604	4 305
Autres charges et produits sans impact sur la trésorerie :			
Part des participations ne donnant pas le contrôle	46	21	27
Amortissements et provisions nettes des reprises	737	372	278
Impôts différés	--	--	(65)
QP dans le résultat et dividendes reçus des sociétés MEE	--	(107)	(59)
Plus-value de cession nette	(398)	1	4
Autres			
Variation des actifs et passifs courants :	(400)	(15)	663
Flux net de trésorerie générés par l'activité	5 056	4 876	5 153
Flux net de trésorerie générés par les opérations d'investissement			
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(525)	(319)	(240)
Cessions d'immobilisations corporelles	8	--	3
Acquisition des immobilisations financières	--	(54)	(9)
Cessions des immobilisations financières	(111)	--	35
Trésorerie sur variation de périmètre	(192)	--	(33)
Flux net de trésorerie générés par les opérations d'investissement	(820)	(373)	(244)
Flux net de trésorerie générés par les opérations de financement			
Dividendes versés	(1 196)	(1 116)	(912)
Contractions d'emprunts	42	--	--
Remboursements d'emprunts	(37)	--	--
Avances remboursées (Coface / OSEO)	(55)	(92)	(96)
Rachat d'actions propres	(82)	(18)	(3 837)
Autres dont avances remboursables	--	5	--
Flux net de trésorerie générés par les opérations de financement	(1 328)	(1 221)	(4 845)
Variation de trésorerie brute	2 908	3 282	64
Incidences des variations de taux de change	11	(77)	15
Augmentation (diminution) de la trésorerie	2 919	3 205	79
Trésorerie en début d'exercice	24 402	21 197	21 118
Trésorerie en fin d'exercice	27 321	24 402	21 197
Variation de trésorerie nette	2 919	3 205	79

F. Notes aux états financiers consolidés

Les notes font partie intégrante des comptes consolidés.

Note 1. — Description des activités du Groupe

Le Groupe IGE+XAO conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'une gamme de logiciels de Conception Assistée par Ordinateur (CAO) et de gestion du cycle de vie "Product Lifecycle Management" (PLM). Ces logiciels ont été élaborés pour aider les industriels à concevoir et à maintenir la partie électrique de tout type d'installation. Ce type de CAO/PLM est appelé "CAO/PLM Electrique". IGE+XAO a bâti une gamme de logiciels de CAO/PLM électrique destinée à tous les secteurs industriels.

IGE+XAO a bâti une gamme de logiciels de CAO Electrique destinée à tous les industriels.

Outre le développement et la vente de logiciels, le Groupe réalise des prestations de services, d'assistance et de formation auprès de ses clients.

Les titres d'IGE+XAO sont cotés sur Euronext Paris.

Note 2. — Evénements significatifs de la période et événements post-clôture

Evénements significatifs de l'exercice

Opérations de regroupement

Le 30 septembre 2013, IGE+XAO SA a acquis 51% des parts de la société IGE+XAO Danmark A/S, dont elle détenait déjà 49% du capital social depuis 2001. Par conséquent, les comptes de la filiale de commercialisation danoise ont été consolidés par intégration globale au 31 janvier 2014, alors qu'ils avaient été mis en équivalence jusqu'au 30 septembre 2013.

Le 2 avril 2014, IGE+XAO SA a acquis 80% des titres de Prosyst SAS, société lilloise spécialisée dans le développement de progiciels et de services dédiés à la conception, la simulation, le diagnostic et la performance des processus industriels (machines, lignes et ateliers de production). Les comptes de la société Prosyst SAS ont été consolidés par intégration globale au 31 juillet 2014.

Le 24 juillet 2014, IGE+XAO SA a acquis 1% des parts de la société de distribution IGE+XAO Italie, dont elle détenait déjà 99% du capital social.

Le 31 juillet 2014, la société de distribution IGE+XAO Hellas (Grèce) a été officiellement constituée ; son capital social est détenu à 99% par IGE+XAO SA.

Autres événements

La filiale malgache a reçu un avis de vérification fiscale en juillet 2012, puis un avis de redressement préliminaire en mars 2013, suivi d'un redressement définitif le 1^{er} juillet 2013 pour un montant de 280 000 euros. Un dossier en mémoire avait été déposé le 9 mai 2014 auprès du Conseil d'Etat de la Cour Suprême. La procédure est toujours en cours. Parallèlement, en juillet 2014, la société a accepté de payer un montant de 6 100 euros afin d'éviter l'émission d'un avis à tiers détenteur. La société attend dès lors la position du Conseil d'Etat.

Le maintien du redressement pourrait engendrer la fermeture de la filiale de développement. A cet égard, une provision pour risque a été enregistrée pour un montant de 70 000 euros qui est maintenue dans les comptes clos au 31 juillet 2014. Compte tenu de la petite taille du site malgache et de l'organisation du développement d'IGE+XAO qui repose sur plusieurs sites dans différents pays, cette fermeture n'aurait pas d'impact significatif pour le Groupe.

Les sièges sociaux de la société IGE+XAO SA et des principales sociétés françaises du Groupe ont été transférés dans de nouveaux locaux le 2 juin 2014, tout en restant sur la même commune de Colomiers (31).

Evénements importants survenus depuis la date de clôture

L'activité opérationnelle de la filiale de distribution grecque nouvellement créée a été lancée au 1^{er} août 2014.

Note 3. — Principes comptables et base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés du Groupe IGE+XAO au 31 juillet 2014 ont été préparés conformément au référentiel *International Financial Reporting Standards* (« IFRS ») tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 22 octobre 2014 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Annuelle.

Le périmètre de consolidation de la Société (voir note « Périmètre de consolidation ») comprend les comptes de la société IGE+XAO S.A. et de ses filiales. La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des filiales lorsque la Société IGE+XAO S.A. a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. La méthode de l'intégration proportionnelle est appliquée aux états financiers des filiales lorsque la Société IGE+XAO S.A. partage conjointement le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles et qu'elle utilise ses propres actifs dans la réalisation conjointe des activités de la filiale. Les entreprises associées au sein desquelles IGE+XAO exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus et lorsque la Société exerce une influence significative sur les décisions opérationnelles et financières de sa participation. Dans le cadre de l'établissement des comptes consolidés de la Société, les opérations intra-groupe sont éliminées.

Conversion des comptes exprimés en devises – La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères de la Société est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées. La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les comptes de bilan au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. Les ajustements liés à la conversion sont enregistrés sur une ligne distincte dans les capitaux propres. Les résultats de change latents ou réalisés qui proviennent d'opérations libellées dans des devises étrangères autres que la monnaie fonctionnelle sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Estimations de la Direction du Groupe – L'établissement des comptes consolidés, conformément au référentiel IFRS, exige que la Direction du Groupe retienne des hypothèses et fasse des estimations qui ont une incidence sur la valorisation des actifs et des passifs, sur les montants portés en produits et charges au cours de l'exercice ainsi que sur l'information financière relative aux actifs et aux passifs éventuels à la date d'établissement des comptes consolidés. Ces estimations sont effectuées sur la base des informations disponibles à la date d'établissement des états financiers. Les domaines pour lesquels les hypothèses et estimations sont significatives au regard des états financiers du Groupe incluent principalement l'estimation de la valeur recouvrable du goodwill, la détermination de la nature, de la juste valeur et de la durée d'utilité des actifs incorporels acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises, l'évaluation de la recouvrabilité des actifs d'impôts différés. Les résultats réels de ces transactions peuvent être différents de ceux issus des estimations de la Direction du Groupe.

Constatation du chiffre d'affaires – Le chiffre d'affaires d'IGE+XAO provient d'une part des nouvelles licences d'utilisation de logiciels, des licences périodiques, des prestations de maintenance qui comprennent des mises à jour et un support technique et des autres ventes correspondants aux développements de fonctionnalités supplémentaires sur les produits standards effectués à la demande des clients et d'autre part des prestations de services et autres. Le chiffre d'affaires est présenté net des impôts et taxes collectés auprès des clients et reversés aux autorités gouvernementales.

Nouvelles licences d'utilisation de logiciels : le chiffre d'affaires issu de ces transactions représente les redevances acquises au titre de l'octroi aux clients de licences d'utilisation des logiciels d'IGE+XAO, comprenant à la fois les licences à durée indéterminée ou déterminée. Il est comptabilisé lorsque les

quatre conditions suivantes sont réunies et sous réserve que le Groupe n'ait pas d'autre obligation à acquitter :

- ✓ le Groupe peut démontrer l'existence d'un accord avec le client,
- ✓ la livraison et l'acceptation du logiciel ont eu lieu,
- ✓ le montant du chiffre d'affaires et du coût afférent peut être déterminé de façon fiable,
- ✓ les avantages économiques de la transaction (recouvrement) reviendront au Groupe.

Si un des critères n'est pas rempli, la comptabilisation du chiffre d'affaires issu de la licence d'utilisation est différée jusqu'à ce que tous les critères soient remplis.

Le chiffre d'affaires se rapportant à la vente de licence de logiciels par le biais de distributeurs est généralement comptabilisé lorsque le Groupe reçoit la preuve de l'existence d'une vente à un client final et à conditions que les critères préalables à la comptabilisation aient été remplis.

Licences périodiques : elles ont en général une durée d'un an et les redevances associées sont comptabilisées linéairement sur la durée de la licence.

Prestations de maintenance : le chiffre d'affaires issu de la maintenance correspond aux redevances associées à la vente des mises à jour périodiques des produits, lorsqu'elles sont disponibles, ainsi qu'à la mise à disposition du client d'un service d'assistance. Le contrat de maintenance peut être renouvelé par le client au terme de chaque durée fixée initialement par tacite reconduction ou par nouvelle commande. Le chiffre d'affaires de la maintenance est comptabilisé selon la méthode linéaire sur la durée du contrat de maintenance. Les contrats de maintenance sont payés par les clients en début de période contractuelle.

Le chiffre d'affaires issu des autres ventes de logiciels comprend principalement le développement de fonctionnalités effectuées à la demande du client sur des produits standards. Il est comptabilisé lorsque le service est rendu sur la base de récapitulatifs d'activité ou en fonction du degré d'avancement dès lors que le résultat de la transaction peut être estimé de façon fiable.

Le chiffre d'affaires issu de contrats à éléments multiples, c'est-à-dire incluant généralement des licences d'utilisation de nouveaux logiciels et des contrats de maintenance vendus, est ventilé entre chaque élément du contrat en utilisant principalement la méthode résiduelle s'appuyant sur la juste valeur des éléments non livrés. Les éventuelles remises sont appliquées aux éléments livrés, généralement des licences d'utilisation.

Le chiffre d'affaires des prestations de services et autres comprend principalement des honoraires de conseil et de formation. Les services qui ne requièrent généralement pas d'importantes modifications des logiciels sont comptabilisés séparément tant qu'ils ne sont pas essentiels au fonctionnement des logiciels. Le chiffre d'affaires services est comptabilisé lorsque les services sont rendus.

Regroupements d'entreprises et Ecart d'acquisition – Les écarts d'acquisition sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est évalué à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs éventuels à la date d'acquisition. Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition indépendamment des intérêts minoritaires.

Le goodwill représente l'excédent du coût des acquisitions sur la juste valeur des actifs nets identifiables des filiales acquises, à la date d'acquisition.

Le goodwill est comptabilisé à son coût, déduction faite du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de goodwill il est affecté aux unités génératrices de trésorerie ou aux groupes d'unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance au goodwill indépendamment de l'allocation à ces unités.

Le goodwill fait l'objet de tests de perte de valeur dès lors qu'un indicateur de perte de valeur est identifié et au minimum une fois par an. Pour les tests de dépréciation, le Groupe utilise des projections de flux de trésorerie qui prennent en compte les conditions de marché, le profil de croissance et de rentabilité lorsque cette méthode est pertinente ou se réfère à des ratios, en général multiples de chiffre d'affaires, ratios pertinents et usuels sur son segment de marché. L'évolution des conditions de marché peut avoir un impact significatif sur la juste valeur des actifs et passifs et peut conduire à la comptabilisation d'une dépréciation.

Frais de recherche et de développement – Les frais de recherche et de développement correspondent essentiellement aux frais relatifs au personnel, ingénieurs en majorité.

Les frais de recherche et développement des logiciels pour lesquels une licence doit être délivrée ou qui doivent être commercialisés dans d'autres conditions sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés dès lors qu'ils ne remplissent pas les critères techniques et économiques permettant de les immobiliser. L'application de ce principe comptable conduit à l'enregistrement de ces coûts en charges de l'exercice au cours duquel ils ont été exposés à l'exception des coûts liés à des projets identifiés faisant par ailleurs l'objet d'un financement par l'octroi d'avances remboursables ou de subventions d'exploitation qui sont alors immobilisés.

La durée d'amortissement de ces frais de développement est alors de 4 ans.

Les dépenses de recherche sont systématiquement maintenues en charge de la période.

Autres immobilisations incorporelles – Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles correspondent principalement à des relations clients, des marques et des logiciels acquis. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties selon le mode linéaire sur leurs durées d'utilisation estimées (de 1 à 5 ans). Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie.

Immobilisations corporelles – Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût et amorties selon le mode linéaire sur leurs durées d'utilisation estimées (4 ans pour le matériel, 10 ans pour le mobilier et les agencements, 20 ans pour les constructions).

Les aménagements sont amortis sur la plus courte durée de vie de l'actif ou la durée restante du contrat de location.

Les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus.

Autres actifs non courants – Les autres actifs non courants comprennent principalement les titres de participation non consolidés, les autres immobilisations financières ainsi que les avances remboursables à recevoir.

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées sont analysés comme disponibles à la vente et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres. En cas d'indication objective d'une dépréciation (durable et significative) de l'actif financier, une provision pour dépréciation irréversible est constatée par le résultat, la reprise de cette provision par le résultat n'intervenant qu'au moment de la cession des titres.

A la clôture de chaque exercice, un examen du portefeuille des titres non consolidés et des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives des pertes de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

Provisions pour dépréciation des comptes clients – La provision pour dépréciation des comptes clients reflète la meilleure estimation par le Groupe du risque inhérent à l'actif concerné. La provision est déterminée en prenant en compte l'historique des difficultés financières du débiteur, la valeur actuelle des flux de trésorerie attendus ainsi que l'ensemble des autres éléments probants disponibles.

Trésorerie et équivalents de trésorerie – Placements à court terme – Le poste Trésorerie et Equivalents de trésorerie comprend les liquidités, les dépôts bancaires, les placements dans des comptes rémunérés, les SICAV et fonds communs de placement monétaires et les autres placements très liquides.

Le Groupe n'utilise pas d'instrument financier dérivé.

Instruments financiers – L'objectif de la norme comptable IFRS7 portant sur les instruments financiers est de permettre d'évaluer l'importance des instruments financiers utilisés par la société au regard de sa situation et de sa performance financières ainsi que la nature et les risques découlant des instruments financiers. L'application de cette norme n'a pas à ce jour d'impact significatif sur les

états financiers consolidés, la Société n'utilisant pas d'instruments composés, de produits dérivés ou de couverture, ne recourant pas à des prêts ou emprunts, ni à des instruments de décomptabilisation.

Actions propres – Les actions IGE+XAO auto-détenues sont portées en déduction des capitaux propres.

Les instruments de capitaux propres qui sont rachetés (actions propres) sont comptabilisés au coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les opérations d'achat, de vente, d'émission ou d'annulation d'actions propres sont enregistrées en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat consolidé de la période.

Résultat par action – Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de la période par le nombre moyen pondéré d'actions après annulation des actions propres.

Emprunts – Les emprunts sont initialement comptabilisés à leur juste valeur. Toute différence entre le montant enregistré et la valeur de remboursement est comptabilisée au compte de résultat sur la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Provisions – Une provision est comptabilisée en tant que passif lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources, dont le montant peut être estimé de manière fiable, sera nécessaire pour éteindre les obligations actuelles (légales, contractuelles ou implicites) du Groupe résultant d'événements passés. Si le montant ne peut être estimé de manière suffisamment fiable ou s'il n'est pas probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre l'obligation, les passifs éventuels correspondants sont présentés dans les notes aux comptes consolidés.

Avantages postérieurs à l'emploi – Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages au personnel – En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraite.

Les cotisations à payer par le Groupe au titre des régimes de base et autres régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges au compte de résultat lorsqu'elles sont dues.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, la valeur actualisée de l'obligation est estimée en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Les cotisations à payer sont comptabilisées lorsqu'elles sont dues et qu'aucune provision complémentaire n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-dessus des cotisations versées ; chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit de prestation et le Groupe évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ à la retraite, de mortalité. Ils sont ensuite ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêts des obligations à long terme et d'une durée correspondant à la durée estimée du régime évalué. La charge nette de l'exercice, correspondant à la somme du coût de services rendus, du coût des services passés et de la charge ou produit d'intérêts, est constatée dans le résultat opérationnel. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement en autres éléments du résultat global.

Options de rachat d'actions – Les options de rachat d'actions IGE+XAO qui sont accordées aux salariés du Groupe sont comptabilisées en charge à la juste valeur des options déterminées à la date d'attribution. Cette juste valeur est comptabilisée au compte de résultat sur la période de service nécessaire à l'acquisition des droits par les salariés. La charge est comptabilisée en contrepartie des capitaux propres. La juste valeur des options est déterminée sur la base d'un modèle mathématique couramment utilisé par les spécialistes de marché d'options et repose sur des hypothèses de volatilité attendue du cours de l'action IGE+XAO, de durée de vie attendue des options et de distribution de dividendes qui ont été déterminées par la Direction.

Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) – Au sein des sociétés françaises du Groupe, un produit à recevoir au titre du CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes. L'assiette de calcul correspond aux rémunérations comprises entre 1 et 1,5 fois le SMIC. Le taux applicable s'élève à 6% (4% en 2013). Ce traitement conduit à prendre en compte les versements ainsi que les passifs comptabilisés au titre des rémunérations éligibles, c'est-à-dire des rémunérations soumises aux cotisations sociales : salaires, primes, avantages en nature, etc. En revanche, les sommes liées à l'intéressement ou à la participation en sont exclues.

Conformément à la recommandation du Collège de l'Autorité des Normes Comptables, le CICE est comptabilisé dans un sous compte de charges de personnel. Le même traitement a été retenu dans les comptes consolidés.

Impôts – Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable à concurrence des différences temporaires entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal. Les impôts différés sont déterminés en fonction des taux d'impôts et des réglementations fiscales qui ont été adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur, qui permettra d'imputer les différences temporaires, est probable.

Note 4. — Application des normes IFRS, d'amendements de normes et d'interprétations d'application obligatoire sur l'exercice

Les nouveaux textes IAS/IFRS et interprétations entrés en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2014 et appliqués par le Groupe pour l'établissement de ses comptes consolidés au 31 juillet 2014 sont les suivants :

NORMES, INTERPRETATIONS, AMENDEMENTS	DATE D'ADOPTION EU
IFRS 10 - Etats financiers consolidés	01/01/2014
IFRS 11 - Partenariats	01/01/2014
IFRS 12 - Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	01/01/2014
Amendements consécutifs à IFRS 10, 11, 12 sur IAS 27 et IAS 28	01/01/2014
Amendements de transition à IFRS 10, 11, 12	01/01/2014
Amendements à IFRS 10, 12 et IAS 27 - Entités d'investissement	01/01/2014
Amendements à IAS 32 - Présentation - Compensation des actifs et passifs financiers	01/01/2014
Amendements à IAS 39 - Novation des dérivés et maintien de la comptabilité de couverture	01/01/2014
Amendements à IAS 36 - Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers	01/01/2014
IFRS 10 - Etats financiers consolidés	01/01/2014
IFRS 11 - Partenariats	01/01/2014
IFRIC 21 – Droits ou taxes	17/06/2014
Amendements à IAS 19 – Cotisations des membres du personnel	01/07/14 ?

L'application de ces nouvelles normes et interprétations n'a pas d'incidence sur les comptes consolidés annuels.

Note 5. — Ecart d'acquisition

Ils s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	IGE SA	IGE+XAO Netherlands	CAE Development	IGE+XAO Nordic	PROSYST	Autres	Total
Valeurs nettes au 31 juillet 11	462	111	231	--	--	18	822
Acquisitions	--	--	--	--	--	--	--
Dépréciation de la période	--	--	--	--	--	--	--
Effet de conversion	--	--	--	--	--	--	--
Valeurs nettes au 31 juillet 12	462	111	231	--	--	18	822
Acquisitions	--	--	--	--	--	--	--
Dépréciation de la période	--	--	--	--	--	--	--
Effet de conversion	--	--	--	--	--	--	--
Valeurs nettes au 31 juillet 13	462	111	231	--	--	18	822
Acquisitions	--	--	--	1 279	852	--	2 131
Dépréciation de la période	--	--	--	--	--	--	--
Effet de conversion	--	--	--	--	--	--	--
Valeurs nettes au 31 juillet 14	462	111	231	1 279	852	18	2 953

Pour réaliser les tests fondés sur les projections actualisées (écart d'acquisition IGE), la Société s'appuie sur les données de son business plan à trois ans ainsi que sur les critères utilisés dans le cadre de la valorisation du Groupe. La période couverte par les projections de flux de trésorerie est comprise entre 3 et 5 ans. Le taux de croissance utilisé au-delà de la période couverte par le budget est de 3% à 5%.

Dans les autres cas et notamment pour les dernières acquisitions, la Société s'est référée à un ratio fondé sur un multiple de chiffre d'affaires sur la base d'un échantillon de comparables. Les tests de sensibilité effectués permettent de constater que la Société dispose à ce jour d'une marge de manœuvre élevée avant tout risque de dépréciation.

Note 6. — Immobilisations incorporelles

Les mouvements des immobilisations incorporelles au cours de la période close le 31 juillet 2014 s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Relations clients contractuelles	Frais de recherche et de développement	Licences, logiciels, marques	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Valeurs nettes au 31 juillet 2011	20	--	35	--	55
Acquisitions	--	--	32	--	32
Variation de périmètre	--	--	--	--	--
Cessions	--	--	(334)	--	(334)
Reprise de la période	--	--	334	--	334
Dotation de la période	--	--	(25)	--	(25)
Dépréciation de la période	--	--	--	--	--
Effet de conversion	--	--	1	--	1
Valeurs nettes au 31 juillet 2012	20	--	43	--	63
Acquisitions	--	--	16	40	56
Variation de périmètre	--	--	--	--	--
Cessions	--	--	(4)	--	(4)
Reprise de la période	--	--	4	--	4
Dotation de la période	--	--	(24)	--	(24)
Dépréciation de la période	--	--	--	--	--
Effet de conversion	--	--	(3)	--	(3)
Valeurs nettes au 31 juillet 2013	20	--	32	40	92
Acquisitions	--	--	106	(40)	66
Variation de périmètre	588	--	4	--	592
Cessions	--	--	--	--	--
Reprise de la période	--	--	--	--	--
Dotation de la période	--	--	(29)	--	(29)
Dépréciation de la période	(360)	--	--	--	(360)
Effet de conversion	--	--	--	--	--
Valeurs nettes au 31 juillet 2014	248	--	113	--	361

L'intégration globale des comptes de la filiale de distribution danoise, et non plus par mise en équivalence, a fait renaître un écart d'évaluation. Cet écart, après réalisation de tests portant sur la valorisation des actifs acquis au 31 juillet 2014, a été déprécié à hauteur de 360 K€.

Note 7. — Immobilisations corporelles

Les mouvements des immobilisations corporelles au cours de l'exercice clos le 31 juillet 2014 s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Constructions	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeurs nettes au 31 juillet 2011	295	199	257	751
Acquisitions	14	101	95	210
Variation de périmètre	--	--	--	--
Cessions	--	(34)	(70)	(104)
Dotation de la période	(20)	(87)	(113)	(220)
Reprise de la période	--	34	66	100
Reclassements	--	--	--	--
Effet de conversion	(1)	2	--	1
Valeurs nettes au 31 juillet 2012	288	215	235	738
Acquisitions	4	136	123	263
Variation de périmètre	--	--	--	--
Cessions	--	(125)	(63)	(188)
Dotation de la période	(23)	(192)	--	(215)
Reprise de la période	--	187	--	187
Reclassements	3	--	(3)	--
Effet de conversion	(2)	(1)	(5)	(8)
Valeurs nettes au 31 juillet 2013	270	220	287	777
Acquisitions	--	73	385	458
Acquisitions - variation de périmètre	--	--	237	237
Cessions	--	(104)	(290)	(394)
Dotation de la période	(20)	(103)	(121)	(244)
Dotation - variation de périmètre	--	--	(179)	(179)
Reprise de la période	--	104	277	381
Reclassements	--	22	(22)	--
Effet de conversion	1	(1)	(1)	(1)
Valeurs nettes au 31 juillet 2014	251	211	573	1 035

Note 8. — Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Dépôts et cautionnements	Avances remboursables – à recevoir	Total
Valeurs nettes au 31 juillet 2011	80	--	80
Acquisitions	12	--	--
Remboursement	(11)	--	--
Dépréciation de la période	--	--	--
Effet de conversion	--	--	--
Valeurs nettes au 31 juillet 2012	82	--	82
Acquisitions	61	--	61
Remboursement	(7)	--	(7)
Dépréciation de la période	--	--	--
Effet de conversion	--	--	--
Valeurs nettes au 31 juillet 2013	136	--	136
Acquisitions	122	--	122
Acquisitions – variation de périmètre	34	--	34
Remboursement	(11)	--	(11)
Dépréciation de la période	--	--	--
Effet de conversion	--	--	--
Valeurs nettes au 31 juillet 2014	281	--	281

Note 9. — Clients et comptes rattachés

Le poste Clients et comptes rattachés se présente de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Clients et comptes rattachés bruts	7 110	6 889	6 328
Dépréciation des créances Clients	(632)	(591)	(411)
Clients et comptes rattachés nets	6 478	6 298	5 917

La provision pour dépréciation clients évolue de la façon suivante sur la période :

(en milliers d'euros)	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Provision à la date d'ouverture	591	411	350
Dotations de la période	210	289	168
Reprises utilisées en cours de période	(110)	(109)	(74)
Reprises non utilisées en cours de période	(59)	--	(33)
Variation de change	--	--	--
Provision à la date de clôture	632	591	411

Note 10. — Créance d'Impôt sur les sociétés

Le produit généré par le Crédit Impôt Recherche 2013/2014 se trouve comptabilisé dans le poste « Autres produits » du compte de résultat pour un montant net de 867 K€.

Les créances d'impôt à recevoir s'analysent comme suit :	31 juillet 2014
Impôt français du au titre de l'exercice :	(1 453)
Acomptes versés :	1 345
CIR de l'année civile 2013 à imputer sur l'impôt de la période :	1 135
IGE SA :	861
Autres sociétés :	274
CIR des 7 premiers mois 2014 :	501
IGE SA :	365
Autres sociétés :	136
Autres crédits d'impôts :	284
Autres filiales étrangères:	<u>81</u>
Total	1 893

Note 11. — Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Stock et en-cours	116	110	112
Avances et acomptes	25	43	11
Créances sociales	32	42	27
Créances fiscales	364	499	400
Charges constatées d'avance	450	281	357
Autres	153	86	397
Total	<u>1 140</u>	<u>1 061</u>	<u>1 304</u>

Note 12. — Capital social et résultat par action

Capital social

Le nombre d'actions auto-détenues au 31 juillet 2014 s'élève à 4 598 actions IGE+XAO.

La valeur des actions portées en diminution des capitaux propres s'élève respectivement à 267 K€ au 31 juillet 2014, 160 K€ au 31 juillet 2013 et 116 K€ au 31 juillet 2012. Au cours de ces exercices, les variations proviennent de la mise en œuvre du programme de rachat d'actions, des mouvements au sein du contrat de liquidité et de l'annulation de titres évoquée ci-après.

Dans sa séance du 26 juin 2012, le Conseil d'Administration, faisant usage des pouvoirs conférés par l'Assemblée Générale Mixte du 31 janvier 2012, a décidé de réduire, à compter du 6 juillet 2012, le capital social de la Société IGE+XAO SA par annulation de 154 000 actions représentant 9,9% du capital social. Le nombre de titres composant le capital social est depuis de 1 427 800 actions d'une valeur nominale de 3,85 euros chacune.

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité. Le Conseil d'Administration prête attention au rendement des capitaux propres et veille également au niveau du dividende versé aux porteurs d'actions ordinaires.

Résultat net et résultat dilué par action

Le tableau ci-dessous présente les informations sur les résultats et le nombre d'actions utilisées pour le calcul des résultats par action :

	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Résultat net – porteurs de capitaux propres de la société mère (en milliers d'euros)	5 071	4 604	4 305
Nombre moyen pondéré d'actions (en euros par action)	1 427 800	1 427 800	1 427 800
Résultat net par action	3,55	3,22	3,02
Nombre moyen pondéré d'actions après déduction des actions propres (en euros par action)	1 423 202	1 424 002	1 424 266
Résultat net de base par action	3,56	3,23	3,02
Résultat dilué par action	3,56	3,23	3,02

Note 13. — Avantages au personnel

Indemnités de départ en retraite

Les engagements de retraite des sociétés françaises hors Prosyst (29% des effectifs du Groupe – 912 K€) reposent sur les hypothèses actuarielles suivantes :

Taux d'actualisation : 2,9% (2,7% en 2012/2013)

Taux de progression des salaires : 2% (2,0% en 2012/2013)

Taux de rotation du personnel (selon âges) : de 11% (11% en 2012/2013)

Age de départ à la retraite : 65 ans

Analyse de la dette actuarielle en milliers d'euros	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Dette actuarielle en début de période :	852	714	577
Coût normal	68	60	50
Intérêts sur la dette actuarielle	22	23	26
Amortissement du coût des services passés	--	--	12
Pertes et gains actuariels générés	(30)	55	49
Dette actuarielle en fin de période	912	852	714

Les engagements de retraite de la filiale française PROSYST (4,6% de l'effectif du Groupe) nouvellement acquise début avril 2014 s'élève à 77 K€.

Les engagements de retraite de la filiale polonaise (22% des effectifs du Groupe – 3 K€) ont également été pris en compte en fonction des hypothèses actuarielles suivantes :

- Taux d'actualisation : 3%
- Taux de progression des salaires : 3%
- Taux de rotation du personnel (selon âges) : 15,7%

Les engagements des autres sociétés étrangères du Groupe n'ont pas fait l'objet d'une constatation de provision car ils ne sont pas significatifs compte tenu du peu d'ancienneté du personnel des sociétés et de l'âge moyen des effectifs concernés.

Note 14. — Eventualités

Les sociétés du Groupe sont impliquées dans des litiges généralement liés à leurs activités courantes. Il est parfois difficile d'évaluer le risque inhérent à ces litiges et procédures judiciaires qui restera à la charge des sociétés. La Direction d'IGE+XAO, après consultation de ses avocats et conseillers, estime, compte tenu de la situation des faits à ce jour, que le règlement de ces litiges n'aura pas d'incidence significative sur la situation financière et le résultat des opérations du Groupe, autre que celle déjà enregistrée au 31 juillet 2014 sous forme de provision.

Note 15. — Dettes financières – Part à long terme

Elles correspondent à des avances remboursables dont l'échéance est à moins de 5 ans :

(en milliers d'euros)	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Avances remboursables	295	350	389
Emprunts – Part à plus d'un an	84	--	--
Dettes financières – Part à plus d'un an	238	--	--
Autres	40	--	--
Total	657	350	389

Note 16. — Autres passifs non courants

Ils s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Provision pour litiges	150	108	68
Autres	17	21	--
Total	167	129	68

Il s'agit principalement de provisions pour litiges commercial, fiscal et social.

Les variations de provision de la période s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	
Provision au 31 juillet 2011	122
Dotations	--
Reprises utilisées	(22)
Reprises non utilisées	(32)
Variation de change	--
Provision au 31 juillet 2012	68
Dotations	61
Reprises utilisées	--
Reprises non utilisées	--
Variation de change	--
Provision au 31 juillet 2013	129
Dotations	70
Reprises utilisées	(32)
Reprises non utilisées	--
Variation de change	--
Provision au 31 juillet 2014	167

La reprise de provision non utilisée se rapporte à un litige sur le Crédit impôt recherche qui a pris fin en faveur de la société du Groupe contrôlée au cours de l'exercice.

Le complément de provision de la période concerne le risque encouru sur la filiale malgache (cf. Evénements significatifs).

Note 17. — Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance inclus dans les passifs courants s'élèvent à 5,9 M€ au 31 juillet 2014, 5,0 M€ au 31 juillet 2013 et 4,9 M€ au 31 juillet 2012. Ils correspondent à la part des contrats de maintenance non encore reconnue en chiffre d'affaires.

Les produits constatés d'avance portés en passifs non courants correspondent à l'impact de projets facturés, payés et sur lesquels IGE+XAO engage des travaux s'étendant sur plus de 12 mois après les dates de clôture.

Note 18. — Impôts

La charge globale d'impôts s'élève au 31 juillet 2014 à 1 857 K€. Elle se ventile de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Impôts exigibles	Impôts différés
Impôts	2 024	(167)
Total		

Charges d'impôts	en milliers d'euros
Résultat avant impôts (en base) *	6 078
Charge d'impôt théorique	2 093
Charge d'impôt réelle*	1 857
Ecart sur l'impôt	236
Différence de taux d'imposition	200
Crédit d'impôts autres que le CIR	11
Utilisation de reports d'IS	--
Surplus d'impôt français (3%+ contribution dividendes)	(55)
Différences permanentes sur :	
Plus-value titres	133
CICE	34
Dons	(28)
Autres différences permanentes	(59)
Total	236

* hors impact du CIR traité comme subvention d'exploitation en IFRS

La charge globale d'impôts s'élève au 31 juillet 2013 à 1740 K€. Elle se ventile de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Impôts exigibles	Impôts différés
Impôts	1 800	(60)
Total	1 800	(60)

Charges d'impôts	en milliers d'euros
Résultat avant impôts (en base) *	5 309
Charge d'impôt théorique	1 829
Charge d'impôt réelle*	1 740
Ecart sur l'impôt	89
Différence de taux d'imposition	203
Crédit d'impôts autres que le CIR	11
Utilisation de reports d'IS	7
Surplus d'impôt français (3%)	(50)
Autres différences permanentes	(82)
Total	89

* hors impact du CIR traité comme subvention d'exploitation en IFRS

La charge globale d'impôts s'élève au 31 juillet 2012 à 1 473 K€. Elle se ventile de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Impôts exigibles	Impôts différés
Impôts	1 538	(65)
Total	--	(65)

Charges d'impôts	en milliers d'euros
Résultat avant impôts (en base) *	5 010
Charge d'impôt théorique	1 724
Charge d'impôt réelle*	1473
Ecart sur l'impôt	252
Différence de taux d'imposition	165
Crédit d'impôts autres que le CIR	8
Pertes non couvertes par des IDA	(15)
Impôt / retenue à la source	129
Autres différences permanentes	(35)
Total	252

* hors impact du CIR traité comme subvention d'exploitation en IFRS

Le Groupe fiscal français se compose des sociétés suivantes :

IGE+XAO, SA
 IGE, SA
 Mayridis Voyages, SARL

Impôts différés

L'impôt s'analyse comme suit au 31 juillet 2014 :

(en milliers d'euros)	Base	Taux	IDA (IDP)
Participation	350	34,43%	121
Relations clients contractuelles	228	25,00%	(87)
Provision retraite	912	34,43%	314
Pertes (ID actifs sur pertes)	1 013	34,43%	349
Autres décalages social / fiscal France			53
Autres décalages social / fiscal Etranger			139
Total			889

L'impôt s'analyse comme suit au 31 juillet 2013 :

(en milliers d'euros)	Base	Taux	IDA (IDP)
Participation	320	34,43%	110
Relations clients contractuelles	20	34,43%	(7)
Provision retraite	853	34,43%	294
Pertes (ID actifs sur pertes)	520	34,43%	179
Autres décalages social / fiscal France			57
Autres décalages social / fiscal Etranger			74
Total			707

L'impôt s'analyse comme suit au 31 juillet 2012 :

(en milliers d'euros)	Base	Taux	IDA (IDP)
Participation	432	34,43%	149
Relations clients contractuelles	20	34,43%	(7)
Provision retraite	714	34,43%	245
Pertes (ID actifs sur pertes)	430	34,43%	148
Autres décalages social / fiscal France			36
Autres décalages social / fiscal Etranger			47
Total			618

L'impôt s'analyse comme suit au 31 juillet 2011 :

(en milliers d'euros)	Base	Taux	IDA (IDP)
Participation	391	34,43%	135
Relations clients contractuelles	20	34,43%	(7)
Provision retraite	577	34,43%	199
Pertes (ID actifs sur pertes)	485	34,43%	167
Autres décalages social / fiscal France			64
Autres décalages social / fiscal Etranger			(17)
Total			541

Note 19. — Instruments financiers

Le tableau suivant indique la juste valeur des actifs et passifs financiers ainsi que leur valeur comptable au bilan.

En milliers d'euros	31 juillet 2014		31 juillet 2013		31 juillet 2012	
	Valeurs comptables	Justes valeurs	Valeurs comptables	Valeurs comptables	Valeurs comptables	Justes valeurs
Clients et comptes rattachés	6 478	6 478	6 298	6 298	5 917	5 917
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 321	27 321	24 402	24 402	21 197	21 197
Dettes financières – Part à long terme	657	657	350	350	389	389
Dettes fournisseurs	819	819	1 272	1 272	1 124	1 124

Les différentes catégories d'instruments financiers sont les actifs détenus jusqu'à échéance, les prêts et créances émis par l'entreprise et les autres passifs financiers.

La trésorerie a été investie principalement sur des comptes à terme d'une durée variant de 2 mois à 60 mois pour 12 210 K€ et sur des Bons à Moyen Terme Négociables d'une durée variant de 24 mois à 60 mois pour 2 400 K€.

Les taux des comptes à terme sont garantis à la souscription. Les sommes versées sur les comptes à terme ne sont pas bloquées. Les intérêts sont versés à l'échéance finale ou lors du remboursement anticipé.

Les taux des BMTN sont indexés soit à l'EURIBOR 3 mois, à l'EURIBOR 6 mois majoré d'un pourcentage évoluant au cours des échéances. Les sommes versées sont bloquées de 6 mois à 2 ans. Les intérêts sont versés trimestriellement ou semestriellement.

Actifs détenus jusqu'à échéance:

Le Groupe IGE+XAO n'en possède aucun.

Créances clients échues et non dépréciées

Créances clients en milliers d'euros et en TTC	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Créances non échues	5 047	4 565	4 395
Créances échues et non dépréciées < 60j	1 030	1 079	1 143
Créances échues et non dépréciées > 60j	401	654	379
Créances échues et dépréciées	632	591	411
Total	7 110	6 889	6 328

Prêts et créances émis par la Société:

Ils sont comptabilisés au coût amorti et peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe un indice de perte de valeur.

La sortie des comptes des actifs financiers est conditionnée au transfert des risques et avantages liés à l'actif, ainsi qu'au transfert de contrôle de l'actif.

Titres de participation :

Le Groupe ne détient plus de participation sans exercer d'influence notable ou de contrôle dans les sociétés concernées.

Note 20. — Chiffre d'affaires par zone géographique et par type de ventes

Le chiffre d'affaires par zone géographique et par type de ventes se présente de la façon suivante :

31 juillet 2014	Europe	Amérique	Asie et autres	Total
(en milliers d'euros)				
Logiciels et développements	9 413	216	100	9 729
Maintenance	11 458	202	25	11 685
Formation et autres services	4 781	53	12	4 846
Total	25 652	471	137	26 260

31 juillet 2013	Europe	Amérique	Asie et autres	Total
(en milliers d'euros)				
Logiciels et développements	9 115	207	73	9 395
Maintenance	10 371	178	29	10 578
Formation et autres services	4 534	57	5	4 595
Total	24 020	442	107	24 569

31 juillet 2012	Europe	Amérique	Asie	Total
(en milliers d'euros)				
Logiciels et développements	9 245	235	154	9 634
Maintenance	9 547	137	1	9 685
Formation et autres services	4 027	32	8	4 067
Total	22 819	404	163	23 386

La répartition du chiffre d'affaires détaillée ci-avant n'est pas liée à la notion de segment d'activité telle que décrite dans la note 21.

Le chiffre d'affaires est présenté en fonction de la zone géographique dans laquelle est située l'unité opérationnelle du Groupe qui enregistre la transaction et non pas en fonction de la zone géographique

du client utilisateur final. Ainsi, le chiffre d'affaires des zones Amérique et Asie n'est pas pleinement représentatif de l'activité des sociétés du Groupe sur ces continents, qui est dans les faits plus élevée.

Le chiffre d'affaires logiciels et développements se compose des revenus issus:

- des licences,
- des mises à jour de produits hors maintenance,
- de développements de fonctions liées aux logiciels du Groupe.

Note 21.— Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, dispose d'un seul métier : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de Conception Assistée par Ordinateur. En conséquence, la Société reconnaît dans ses comptes consolidés un unique secteur d'activité. Il correspond à celui pour lequel des informations financières isolées sont disponibles et pour lequel les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par la Direction de la Société en vue d'évaluer sa performance et de décider de l'affectation des ressources.

La répartition géographique des données financières de la Société a été établie en fonction du lieu d'implantation des sociétés consolidées et se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Zones géographiques	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Chiffre d'affaires consolidé	Sociétés françaises	18 913	17 944	17 219
Chiffre d'affaires consolidé	Sociétés étrangères	7 347	6 625	6 167
Chiffre d'affaires consolidé total	Groupe	26 260	24 569	23 386
Résultat opérationnel courant contributif*	Sociétés françaises	4 299	4 350	3 853
Résultat opérationnel courant contributif*	Sociétés étrangères	1 969	1 565	1 502
Résultat opérationnel courant contributif*	Groupe	6 268	5 915	5 355

*avant retraitement des soldes et transactions entre sociétés du Groupe

(en milliers d'euros)	Zones géographiques	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Actifs non courants sectoriels	Sociétés françaises	2 636	1 522	1 348
Actifs non courants sectoriels	Sociétés étrangères	3 031	2 142	1 998
Actifs non courants sectoriels consolidés	Groupe	5 667	3 664	3 346

(en milliers d'euros)	Zones géographiques	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Investissements	Sociétés françaises	429	165	67
Investissements	Sociétés étrangères	96	154	173
Investissements		525	319	240
Dotation aux amortissements et provisions	Sociétés françaises	579	240	213
Dotation aux amortissements et provisions	Sociétés étrangères	158	132	118
Dotation aux amortissements		737	372	331

Note 22. — Produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation correspondent principalement au produit généré par le Crédit Impôt Recherche (reclassement en exploitation en normes IFRS) :

Crédit Impôt recherche en milliers d'euros	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Crédit impôt recherche	866	915	694
Total	866	915	694

Note 23. Produits et charges financiers – Risques

Le détail des produits financiers nets est présenté ci-dessous :

Produits financiers nets en milliers d'euros	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Coût de l'endettement financier net	(83)	--	--
Résultat net de change	(23)	(66)	54
Résultat net sur cession de VMP	--	2	45
Autres produits financiers	471	395	263
Autres charges financières	(6)	(22)	(13)
Total	359	309	349

Risque de change

IGE+XAO exerce ses activités à l'international et peut être conduit à effectuer des opérations dans diverses devises étrangères. Toutefois, la devise de facturation est en grande majorité l'Euro. Les autres devises utilisées résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors de la zone Euro.

La position du Groupe au 31 juillet 2014 peut être analysée de la façon suivante :

En milliers	Zloty polonais	Leva bulgare	Couronne danoise	Dinar tunisien	Dirham marocain	Ariary malgache
	PLN	BLN	DKK	TND	MAD	MGA
Total Actif	5 484	335 ¹	23 136	240	1 511	176 070
Total des dettes et provisions	2 201	115	4 3801	75	248	115 602
Position nette avant gestion	3 283	1 220	18 756	165	1 263	60 468
Position hors bilan	--	--	--	--	--	--
Position nette après gestion	3 283	1 220	18 756	165	1 263	60 468
Taux clôture	0,239860	0,5113	0,134113	0,434103	0,089313	0,000303
Position nette globale en €	787	624	2 515	72	113	18
Impact en K€ d'une variation d'1 centime d'euros	33	12	188	1	12	605

En milliers	Dollar américain	Dollar canadien	Franc suisse	Livre sterling	Livre turque	Remimbi Yuan chinois
	USD	CAD	CHF	GBP	TKN	RMB
Total Actif	253	635	238	105	132	900
Total des dettes et provisions	60	611	101	99	230	253
Position nette avant gestion	193	24	137	6	-98	647
Position hors bilan	--	--	--	--	--	--
Position nette après gestion	193	24	137	6	-98	647
Taux clôture	0.747440	0.684463	0.821760	1.261352	0.350250	0.121035
Position nette globale en €	144	16	113	8	-34	78
Impact en K€ d'une variation d'1 centime d'euros	2	1	1	0	-1	7

L'analyse des risques est présentée dans le rapport de gestion.

Le Groupe ne dispose pas de couverture de change pour l'instant mais pourra être conduit à contracter des couvertures si son exposition en devises venait à augmenter.

Les moyens mis en œuvre pour assurer la gestion du risque correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change ainsi qu'à une analyse régulière des risques avec la Direction.

La société d'exploitation française du Groupe IGE+XAO achète des prestations de production de logiciels et /ou des prestations de service aux sociétés polonaise, bulgare, danoise, chinoise, malgache, tunisienne et marocaine du Groupe et vend aux sociétés de commercialisation du Groupe des logiciels et des prestations de maintenance à des fins de distribution.

Risque de taux

Le Groupe IGE+XAO n'est pas exposé à ce jour à des risques de taux.

Au 31 juillet 2014, il n'y a pas, au sein des sociétés du Groupe, de solde d'emprunt à plus d'un an. Les emprunts contractés dans le passé ont été faits en euros sur la base d'un taux fixe. IGE+XAO n'utilise aucun instrument dérivé de taux.

Risque sur équivalents de trésorerie

La politique du Groupe à ce jour est de rémunérer sa trésorerie avec une prise minimale de risques soit essentiellement par le biais de SICAV monétaires qui sont revendues à la date de chaque arrêté comptable.

Risque de crédit

Dans le cadre de son activité, le Groupe n'est pas susceptible d'octroyer de prêts. A la clôture, le Groupe n'a pas identifié de risque de crédit significatif sur ses actifs échus non provisionnés.

Par ailleurs, au niveau du risque clients, l'analyse suivante peut être faite :

- les grands comptes présentent peu de risque d'insolvabilité;
- les clients de taille PME/PMI présentent un risque d'insolvabilité plus élevé, contrôlé par une cellule interne de recouvrement. Les risques identifiés relevés font l'objet de dépréciations.

Au 31 juillet 2014, les pertes sur créances non dépréciées représentent moins de 1% du chiffre d'affaires de l'exercice.

Risque de liquidité

L'endettement du Groupe auprès des établissements bancaires est faible (657 K€ au 31 juillet 2014) ; IGE +XAO dispose d'une solide situation de trésorerie qui permet de couvrir le cycle de financement de l'activité.

Note 24. — Société mise en équivalence

Jusqu'au 30 septembre 2013, les comptes de la filiale danoise étaient intégrés dans la consolidation par mise en équivalence (cf. Evènements significatifs de l'exercice) :

Société mise en équivalence en milliers d'euros	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
% de détention IGE+XAO	--	49%	49%
Total actif	--	2 081	1 836
Chiffre d'affaires	--	1 232	1 141
Résultat net	12	287	217

Note 25. — Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi

Le montant du CICE se rapportant à l'exercice clos au 31 juillet 2014 et comptabilisé en produits de l'exercice s'élève à 134 203 euros.

Le montant du CICE au titre de l'année civile 2013 s'est élevé à 106 430 euros et a été utilisé au soutien de l'investissement et de la croissance en France.

Note 26. — Engagements hors bilan

Ils s'analysent comme suit :

Engagements donnés En milliers d'euros	Montant	Moins d'un an	Plus d'un an
Caution bancaire au bénéfice de Mayridis	100	--	100
Total	100	--	100

Les engagements hors bilan ont été identifiés par tout moyen en possession de la Société et de ses filiales (circularisation de tiers, suivi juridique,...).

Ces dernières ont recours principalement à des locations simples qui n'appellent pas à ce jour d'autres commentaires selon les critères définis par les normes comptables en vigueur.

La présentation qui est faite des engagements hors bilan dans les annexes d'IGE+XAO n'omet pas l'existence d'un engagement significatif selon les normes comptables en vigueur.

Formation

Dans les sociétés françaises, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis par les salariés au titre du droit individuel à formation s'est élevé à 11 861 heures. Sur ce volume, 659 heures ont été consommées sur la période. Le volume d'heures restantes de formation est donc de 11 202 heures.

Note 27. — Rémunérations et avantages reçus par les organes de direction et d'administration

La rémunération des organes d'administration de la Société IGE+XAO se présente de la façon suivante (en €) :

Pour l'exercice 2013/2014

REMUNERATIONS EN €	REMUNERATIONS BRUTES		AVANTAGES EN NATURE	JETONS DE PRESENCE	STOCK- OPTIONS	TOTAL	INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE
	PARTIE FIXE	PARTIE VARIABLE					
	REMUNERATIONS	309 174					

Pour l'exercice 2012/2013

REMUNERATIONS EN €	REMUNERATIONS BRUTES		AVANTAGES EN NATURE	JETONS DE PRESENCE	STOCK- OPTIONS	TOTAL	INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE
	PARTIE FIXE	PARTIE VARIABLE					
	REMUNERATIONS	306 489					

Pour l'exercice 2011/2012

REMUNERATIONS EN €	REMUNERATIONS BRUTES		AVANTAGES EN NATURE	JETONS DE PRESENCE	STOCK- OPTIONS	TOTAL	INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE
	PARTIE FIXE	PARTIE VARIABLE					
	REMUNERATIONS	295 305					

* Jetons de présence versés aux Administrateurs non-salariés

Monsieur Alain Di Crescenzo est Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de la Société IGE+XAO S.A.; il est rémunéré au titre de cette fonction (partie fixe) et perçoit une prime variable de bilan dont les modalités ne sont pas rendues publiques pour des raisons de confidentialité (Code MiddleNext). Il est par ailleurs titulaire d'un contrat de travail depuis le 1^{er} août 1988, actuellement suspendu du fait de l'exercice de son mandat social. Il ne reçoit pas de rémunération ou d'avantage en nature en provenance des autres filiales du Groupe.

Monsieur Charles Baudron est Administrateur de la Société IGE+XAO et est titulaire d'un contrat de travail en sa qualité de Directeur Technique de la société Winsoft Elec Diffusion. Il ne reçoit pas de rémunération ou d'avantage en nature en provenance des autres filiales du Groupe.

Les conditions de détermination des indemnités de rupture du contrat de travail susceptibles d'être dues à Monsieur Alain Di Crescenzo, soumises à la procédure des conventions réglementées et approuvées par le Conseil d'administration en date du 29 juillet 2011 sont les suivantes : en cas de reprise de son contrat de travail et dans l'éventualité d'un licenciement sauf faute lourde ou grave, Monsieur Alain Di Crescenzo percevra une indemnité contractuelle de licenciement de 18 mois de salaires bruts si le licenciement est prononcé durant la première année de la reprise de son contrat de travail ou de 15 mois de salaires bruts si le licenciement est prononcé durant la deuxième année suivant la reprise de son contrat de travail ou au cours des années suivantes. Le versement de la part de cette indemnité correspondant à la fraction du montant excédant les indemnités légales et conventionnelles dues au titre de l'ancienneté de Monsieur Alain Di Crescenzo est soumis à la condition que le résultat opérationnel du Groupe déterminé suivant les normes IFRS soit au moins égal à 5% de son chiffre d'affaires à la clôture du dernier exercice dont les comptes auront été arrêtés par le Conseil d'Administration à la date de rupture du contrat de travail.

Monsieur Jean Baudron, Madame Anne Varon et Monsieur Pierre Revel-Mouroz sont Administrateurs non rémunérés de la société IGE+XAO SA et perçoivent à ce titre des jetons de présence.

Note 28. — Effectif moyen (ETP)*

Effectif Equivalent Temps Plein	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
France	119	117	116
Etranger	243	247	236
	362	364	352

* comprenant les sociétés dont le capital social est détenu à plus de 75% par IGE+XAO SA

Note 29. — Périmètre de consolidation

Raison sociale	Forme	Siren	Capital (monnaie locale)	Siège	% de contrôle	% d'intérêt	(1)
IGE+XAO au 31 juillet 2014							
<u>In France</u>							
IGE+XAO France	SA	338 514 987	5 497 030€	Colomiers (31)	Société mère	Société mère	IG
IGE	SA	339 737 006	4 619 327 €	Colomiers (31)	99,1 %	99,1 %	IG
Winsoft Elec Diffusion	SNC	418 236 261	1 524 €	Paris (75)	100,0 %	99,9 %	IG
EHMS	SAS	492 213 384	430 000 €	Colomiers (31)	50 %	50 %	IP
S2E	SAS	494 083 496	100 000 €	Blagnac (31)	49,9 %	49,9 %	IP
Mayridis Voyages	SARL	340 364 843	65 000 €	Toulouse (31)	99,9 %	99,9 %	IG
<u>A l'étranger</u>							
IGE+XAO Balkan	SARL	--	438 174 BGN	Sofia (Bulgarie)	100 %	100 %	IG
CAE Development	ApS	--	125 000 DKK	Birkerød (Danemark)	100 %	100 %	IG
IGE+XAO Chine**	Ltd.	--	100 000 USD	Nanjing (Chine)	100 %	100 %	IG
IGE+XAO Grèce****	IKE	--	50 000 €	Thessalonique (Grèce)	99 %	99 %	IG
IGE+XAO Iberica	SL	--	3 005 €	Madrid (Espagne)	100 %	100 %	IG
IGE+XAO Italie	SRL	--	36 400 €	Bergamo (Italie)	100 %	100 %	IG
IGE+XAO Madagascar	SARL	--	50 000 000 AR	Antananarivo (Madagascar)	100 %	100 %	IG
IGE+XAO Maroc	SARL	--	400 000 DH	Casablanca (Maroc)	100 %	100 %	IG
IGE+XAO Pays-Bas	BV	--	18 151 €	Hoensbroek (Pays-Bas)	100 %	100 %	IG
IGE+XAO Nordic	A/S	--	500 000 DKK	Birkerød (Danemark)	100 %	100 %	IG
IGE+XAO North America	Ltd	--	100 CAD	Montréal (Canada)	99,9 %	99,9 %	IG
IGE+XAO Pologne	Ltd	--	1 100 000 PLN	Cracovie (Pologne)	100 %	100 %	IG
IGE+XAO Switzerland	GmbH	--	20 000 CHF	Biel/Bienne (Suisse)	100 %	100 %	IG
IGE+XAO Tunisie	SARL	--	20 000 DT	Tunis (Tunisie)	100 %	100 %	IG
IGE+XAO Turquie***	Ltd	--	60 000 TL	Istanbul (Turquie)	75 %	75 %	IG
IGE + XAO UK	Ltd	--	100 livres	Nuneaton (Angleterre)	100 %	100 %	IG
IGE + XAO Allemagne*	GmbH	--	25 000 €	Rastatt (Allemagne)	100 %	100 %	IG
IGE+XAO USA	Inc	--	10 USD	Dover (USA)	100 %	100 %	IG
PROSYST au 31 juillet 2014							
<u>En France</u>							
PROSYST	SAS	--	1 006 490 €	Templemars (59)	80%	80%	IG
<u>A l'étranger</u>							
CESIAT	SARL	--	1 000 €	Tanger (Maroc)	100%	90%	IG

(1) IG : Intégration Globale

(2) MEE : Mise en équivalence

* I.G.E + X.A.O. Software Vertriebs GmbH

** IGE+XAO Nanjing Ige Xao Electric Design Software Co. Ltd.

*** IGE-XAO YAZILIM DAĞITIM LIMITED ŞİRKETİ

**** Changement de dénomination sociale en 2014

***** IGE+XAO HELLAS IKE (IGE+XAO ΕΛΛΑΣ IKE)

Note 30. — Regroupement d'entreprises

IGE+XAO Nordic (antérieurement IGE+XAO Danmark)

Le 30 septembre 2013, IGE+XAO SA a acquis 51% des parts de la société IGE+XAO Danmark A/S, dont elle détenait déjà 49% du capital social depuis 2001. Antérieurement à cette date, les comptes de la filiale danoise étaient consolidés par mise en équivalence ; à titre de rappel, la valeur des titres mis en équivalence et la quote-part de résultat mis en équivalence s'élevaient respectivement à 1 130 K€ et 141 K€ au 31 juillet 2013.

L'acquisition des 51% de titres restants a engendré la consolidation des comptes de la filiale danoise par intégration globale, le dégagement d'un écart d'acquisition d'un montant brut de 1 279 K€ (cf. Note 4) et la reconnaissance d'une plus-value sur titres de 398 K€ suite à la revalorisation à la dernière valeur de marché connue, conformément à la norme IFRS 3, de la quote-part des titres antérieurement acquis (49%).

Prosyst SAS

Le 1^{er} avril 2014, IGE+XAO SA a acquis 80% de la société PROSYST SAS dont les comptes ont alors été intégrés de façon globale à partir de cette date.

L'écart d'acquisition dégagé s'est élevé à 826 K€.

Impacts

Les variations de périmètre ont eu un impact inférieur à 10% sur les principaux seuils d'activités du Groupe (chiffre d'affaires, marge opérationnelle, marge nette).

L'actionnariat du Groupe IGE+XAO est le suivant au 31 juillet 2014:

Actionnariat	Nombre d'actions		Nombre D'actions	Nombre De droits de vote	% Capital	% de droits de vote
	Droits de vote simple	Droits de vote double				
IRDI	0	101 594	101 594	203 188	7,12%	11,00%
Di Crescenzo Alain	0	168 575	168 575	337 150	11,81%	18,26%
Baudron Charles	0	102 764	102 764	205 528	7,20%	11,13%
Grèzes Robert	0	43 437	43 437	86 874	3,04%	4,70%
ICSO1	6300	0	6 300	6300	0,44%	0,34%
Sanchez	0	2715	2 715	5 430	0,19%	0,29%
P. Peroux	0	628	628	1 256	0,04%	0,07%
D. Sabot	0	628	628	1 256	0,04%	0,07%
RY. Portel	0	628	628	1 256	0,04%	0,07%
D. Krustev	0	400	400	800	0,03%	0,04%
Autres personnes au nominatif	247	2 072	2 319	4 391	0,16%	0,24%
Actions au nominatif	6 547	423 441	429 988	853 429	30,12%	46,22%
Actions propres au nominatif	752	0	752		0,05%	0,00%
Total nominatif	7 299	423 441	430 740	853 429	30,17%	46,22%
Actions au porteur	993 214	--	993 214	993 214	69,56%	53,78%
Actions propres au porteur	3 846	--	3 846	--	0,27%	0,00%
Total porteur	997 060	0	997 060	993 214	69,83%	53,78%
Total	1 004 359	423 441	1 427 800	1 846 643	100,00%	100,00%

L'actionnariat du Groupe IGE+XAO est le suivant au 31 juillet 2013:

Actionnariat	Nombre d'actions		Nombre D'actions	Nombre De droits de vote	% Capital	% de droits de vote
	Droits de vote simple	Droits de vote double				
IRDI	0	201 594	201 594	403 188	14,12%	20,64%
Di Crescenzo Alain	650	167 925	168 575	336 500	11,81%	17,22%
Baudron Charles	6 264	110 000	116 264	226 264	8,14%	11,58%
Grèzes Robert	0	43 898	43 898	87 796	3,07%	4,49%
ICSO1	10 000	0	10 000	10000	0,70%	0,51%
Sanchez	0	2715	2 715	5 430	0,19%	0,28%
P. Peroux	0	628	628	1 256	0,04%	0,06%
D. Sabot	0	628	628	1 256	0,04%	0,06%
RY. Portel	0	628	628	1 256	0,04%	0,06%
D. Krustev	0	400	400	800	0,03%	0,04%
Autres personnes au nominatif	1	2 122	2 123	4 245	0,15%	0,22%
	16 915	530 538	547 453	1 077 991	38,34%	55,17%
IGE+XAO (actions propres)	3 798	--	3 798	--	0,27%	0,00%
Au nominatif	20 713	530 538	551 251	1 077 991	38,61%	55,71%
Au porteur	876 549	--	876 549	876 549	61,34%	44,83%
Total	897 262	530 538	1 427 800	1 954 540	100,00%	100,00%

L'actionnariat du Groupe IGE+XAO est le suivant au 31 juillet 2012:

Actionnariat	Nombre d'actions		Nombre D'actions	Nombre De droits de vote	% Capital	% de droits de vote
	Droits de vote simple	Droits de vote double				
IRDI	0	326 954	326 954	653 908	22,90%	30,24%
Di Crescenzo Alain	900	167 675	168 575	336 250	11,81%	15,55%
Baudron Charles	28 000	110 000	138 000	248 000	9,67%	11,47%
Grèzes Robert	0	44 148	44 148	88 296	3,09%	4,08%
Sanchez	0	2715	2 715	5 430	0,19%	0,25%
P. Peroux	0	628	628	1 256	0,04%	0,06%
D. Sabot	0	628	628	1 256	0,04%	0,06%
RY. Portel	0	628	628	1 256	0,04%	0,06%
D. Krustev	0	400	400	800	0,03%	0,04%
Autres personnes au nominatif	0	84 594	84 594	169 188	5,92%	7,82%
	28 900	738 371	767 271	1 505 642	53,74%	69,62%
IGE+XAO (actions propres)	3 534	--	3 534	--	0,25%	0,00%
Nominatifs	32 434	738 371	770 805	1 505 642	53,99%	69,62%
Au porteur	656 995	--	656 995	656 995	46,01%	30,38%
Total	689 429	738 371	1 427 800	2 162 637	100,00%	100,00%

Note 31. — Principales transactions entre les parties liées

Les parties liées au Groupe IGE+XAO ont été définies conformément à la norme IAS24 et sont présentées ci-après ainsi que le détail des opérations réalisées au cours de l'exercice 2013/2014 :

Avec les filiales :

Il s'agit de sociétés incluses dans le périmètre de consolidation du Groupe. Les transactions avec les filiales sont totalement éliminées dans les comptes consolidés. Elles sont de différentes natures :

- Achats de prestations de recherche;
- Achats de biens et de services;
- Redevances;
- Comptes courants.

Il n'existe pas dans les sociétés du Groupe de transaction, ni de solde de clôture, ni de prêt concernant les administrateurs, les dirigeants ou les collaborateurs des sociétés du Groupe ou un des membres de leur famille ou toute autre partie liée.

La rémunération des dirigeants est présentée en Note 27.

III. – Comptes sociaux

A. Bilan social

Actif (en milliers d'euros)	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Immobilisations incorporelles nettes	38	40
Immobilisations corporelles nettes	13	18
Immobilisations financières nettes	12 839	9 172
Actif immobilisé	12 890	9 230
Stocks et en-cours	11	12
Clients et comptes rattachés	467	382
Autres créances	1 773	1 460
Charges constatées d'avance	70	33
Valeurs mobilières de placement	7 781	9 250
Disponibilités	655	1 127
Actif circulant	10 757	12 264
Ecart de conversion actif	1	2
Total actif	23 648	21 496

Passif (en milliers d'euros)	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Capital	5 497	5 497
Prime d'émission	1 911	1 911
Réserve légale	609	609
Autres réserves	10 769	6 672
Report à nouveau	265	264
Résultat de l'exercice	3 465	5 268
Capitaux propres	22 516	20 220
Provisions pour risques et charges	41	41
Emprunts et dettes financières	295	350
Dettes en compte courant	17	--
Fournisseurs et comptes rattachés	256	394
Dettes fiscales et sociales	481	441
Autres dettes	--	--
Produits constatés d'avance	--	--
Dettes	1 049	1 185
Ecart de conversion passif	42	49
Total passif	23 648	21 496

B. Compte de résultat social

(en milliers d'euros)	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Chiffre d'affaires net France et export	2 556	2 557
Autres produits d'exploitation	48	34
Produits d'exploitation	2 604	2 591
Autres services extérieurs	(1 169)	(1 197)
Charges de personnel	(1 332)	(1 297)
Impôts et taxes	(85)	(86)
Dotations aux amortissements et provisions	(10)	(7)
Autres charges d'exploitation	(8)	(4)
Charges d'exploitation	(2 604)	(2 591)
Résultat d'exploitation	--	--
Résultat financier	3 609	5 429
Résultat exceptionnel	1	--
Impôts sur les résultats	(99)	(122)
Participation	(46)	(39)
Résultat net	3 465	5 268

C. Tableau de variation des capitaux propres

Capitaux propres (en milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Capitaux propres
Réduction capital				--		--
Capitaux propres au 31 juillet 11	6 090	1 911	609	9 530	204	18 344
Distribution de dividendes				(949)	58	(891)
Affectation à la réserve légale				--		--
Résultat de la période				2 634		2 634
Réduction capital	(593)	--	--	(3 459)	--	(4 052)
Capitaux propres au 31 juillet 12	5 497	1 911	609	7 756	262	16 036
Distribution de dividendes				(1 085)	2	(1 083)
Affectation à la réserve légale				--		--
Résultat de la période				5 268		5 268
Capitaux propres au 31 juillet 13	5 497	1 911	609	11 939	264	20 220
Distribution de dividendes				(1 170)	1	(1 170)
Affectation à la réserve légale				--		--
Résultat de la période				3 465		3 465
Capitaux propres au 31 juillet 14	5 497	1 911	609	14 234	265	22 516

D. Tableau de financement

(en milliers d'euros)	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Flux de trésorerie générés par l'activité :	3 465	5 268	2 634
Résultat net			
Autres charges et produits sans impact sur la trésorerie :			
Amortissements et provisions	9	26	8
Reprises	--	--	(109)
Plus-value de cession nette sur titres non consolidés	1	--	--
Incidence de la variation du BFR :	(522)	335	(262)
Flux net de trésorerie générés par l'activité	2 953	5 629	2 271
Acquisition d'immobilisations incorporelles	--	(40)	--
Cession d'immobilisations incorporelles	--	--	--
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3)	(3)	(2)
Cessions d'immobilisations corporelles	--	--	--
Acquisition d'immobilisations financières	(3 667)	--	--
Cessions des immobilisations financières	--	--	(33)
Trésorerie sur variation de périmètre	--	(20)	--
Flux net de trésorerie générés par les opérations d'investissement	(3 670)	(63)	(35)
Dividendes versés	(1 170)	(1 083)	(891)
Avances reçues (Coface)	--	--	--
Achat d'actions propres	--	(20)	(3 880)
Remboursements d'emprunts	(54)	(40)	(44)
Flux net de trésorerie générés par les opérations de financement	(1 224)	(1143)	(4 815)
Variation de trésorerie brute	(1941)	4 422	(2 579)
Incidences des variations de taux de change			
Augmentation (diminution) de la trésorerie			
Trésorerie en début d'exercice	10 377	5 955	8 534
Trésorerie en fin d'exercice	8 436	10 377	5 955
Variation de trésorerie nette	(1 941)	4 422	(2 579)

E. Notes annexes aux comptes sociaux

(Montants exprimés en milliers d'euros, sauf mention expresse)

Note 1. — Présentation de l'activité de l'entreprise

La société IGE+XAO exerce plusieurs activités :

- gestion du portefeuille de participations,
- gestion de trésorerie du Groupe,
- prestations administratives et comptables pour les différentes sociétés du Groupe.

Note 2. — Affectation du résultat de l'exercice

Le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 juillet 2014 de la Société IGE+XAO s'établit à 3 465 370 €. La réserve légale est dotée en totalité.

Il est proposé la distribution d'une somme globale de 1 285 020 € qui sera prélevée sur le bénéfice de l'exercice. La somme distribuée permettra le paiement d'un dividende brut de 90 centimes d'euro par action contre 82 et 76 centimes d'euro respectivement en 2013/2012 et 2012/2011.

Le solde d'un montant de 2 180 350 € sera porté en « Autres réserves ».

Note 3. — Evénements significatifs de l'exercice et événements post-clôture

Evénements significatifs de l'exercice

Opérations de regroupement

Le 30 septembre 2013, IGE+XAO SA a acquis 51% des parts de la société IGE+XAO Danmark A/S, dont elle détenait déjà 49% du capital social depuis 2001. Par conséquent, les comptes de la filiale de commercialisation danoise ont été consolidés par intégration globale au 31 janvier 2014, alors qu'ils avaient été mis en équivalence jusqu'au 30 septembre 2013.

Le 2 avril 2014, IGE+XAO SA a acquis 80% des titres de Prosyst SAS, société lilloise spécialisée dans le développement de progiciels et de services dédiés à la conception, la simulation, le diagnostic et la performance des processus industriels (machines, lignes et ateliers de production). Les comptes de la société Prosyst SAS ont été consolidés par intégration globale au 31 juillet 2014.

Le 24 juillet 2014, IGE+XAO SA a acquis 1% des parts de la société de distribution IGE+XAO Italie, dont elle détenait déjà 99% du capital social.

Le 31 juillet 2014, la société de distribution IGE+XAO Hellas (Grèce) a été officiellement constituée ; son capital social est détenu à 99% par IGE+XAO SA.

Autres événements

La filiale malgache a reçu un avis de vérification fiscale en juillet 2012, puis un avis de redressement préliminaire en mars 2013, suivi d'un redressement définitif le 1^{er} juillet 2013 pour un montant de 280 000 euros. Un dossier en mémoire avait été déposé le 9 mai 2014 auprès du Conseil d'Etat de la Cour Suprême. La procédure est toujours en cours. Parallèlement, en juillet 2014, la société a accepté le paiement d'un montant total de 6 100 euros afin d'éviter l'émission d'un avis à tiers détenteur. La société attend dès lors la position du Conseil d'Etat.

Le maintien du redressement pourrait engendrer la fermeture de la filiale de développement. A cet égard, une provision pour risque a été enregistrée dans les comptes clos au 31 janvier 2014 pour un montant de 70 000 euros qui est maintenue dans les comptes clos au 31 juillet 2014. Compte tenu de la petite taille du site malgache et de l'organisation du développement d'IGE+XAO qui repose sur plusieurs sites dans différents pays, cette fermeture n'aurait pas d'impact significatif pour le Groupe.

Les sièges sociaux de la société IGE+XAO SA et des principales sociétés françaises du Groupe ont été transférés dans de nouveaux locaux le 2 juin 2014, tout en restant sur la même commune de Colomiers (31).

Evénements importants survenus depuis la date de clôture

L'activité opérationnelle de la filiale de distribution grecque nouvellement créée a été lancée au 1^{er} août 2014.

Note 4. — Principes comptables

Changement de méthode comptable

Néant.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de la Société ont été établis suivant les principes comptables généralement admis conformément à la réglementation en vigueur, résultant de l'application du règlement CRC 99-03.

L'établissement des comptes annuels nécessite de la part de la Direction de l'entreprise d'effectuer des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur la valorisation des actifs et des passifs, sur l'information financière relative aux actifs et aux passifs éventuels à la date d'établissement des comptes annuels, ainsi que sur les montants portés en produits et charges au cours de l'exercice. Ces estimations ont été effectuées sur la base des informations disponibles à la date d'établissement des états financiers.

Les principes comptables appliqués par la Société sont essentiellement les suivants :

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées au coût historique, frais financiers exclus et sont amorties, à l'exception des marques acquises, selon la méthode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilisation et qui n'excèdent pas 7 ans.

Pour les marques acquises, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan pour leur valeur brute à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire. Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- matériel de bureau : 4 ans
- mobilier de bureau : 10 ans
- agencements, aménagements, installations : 10 ans
- matériel de transport : 5 ans

Titres de participation des sociétés

Les titres de participation des sociétés sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. La valeur d'inventaire des titres correspond à leur valeur d'usage : elle est déterminée en tenant compte des perspectives de rentabilité et en particulier après analyse conjointe de l'évolution du chiffre d'affaires, des résultats dégagés et prévus et de la situation nette de la société concernée. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire ainsi définie est inférieure à la valeur d'acquisition.

Actions propres enregistrées en titres immobilisés

Les actions propres destinées à être remises en paiement ou en échange notamment dans le cadre d'opérations de croissance externe, à être conservées ou cédées, ou le cas échéant, à être annulées dans

les conditions légales, sont inscrites en titres immobilisés à leur valeur d'achat. Compte tenu de leur destination, leur valeur d'achat ne fait l'objet d'aucune dépréciation.

Créances clients

Les créances clients sont enregistrées à leur valeur nominale. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est constituée lorsque le recouvrement de la créance apparaît incertain sur la base d'une analyse détaillée du dossier client.

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur prix d'acquisition. Une provision est comptabilisée dès lors qu'une moins-value est constatée à la clôture de l'exercice.

Les actions propres affectées aux salariés dans le cadre d'un plan d'options de souscription d'actions ainsi que celles affectées à la régulation du cours boursier sont inscrites en valeurs mobilières de placement à leur valeur d'achat d'origine. Lors de chaque arrêté comptable, ces titres font l'objet d'une dépréciation en cas de moins-value latente.

Indemnités de départ à la retraite

Conformément aux dispositions de la loi française, les sociétés françaises du Groupe s'affranchissent de leurs obligations de financement des retraites du personnel en France par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

La loi française exige également, le cas échéant, le versement en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite. Cette indemnité est fixée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise au moment du départ en retraite.

Le mode de détermination retenu des engagements de retraite répond à la recommandation n°2003-R01 du CNC en date du 1^{er} avril 2003 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'à la clôture de l'exercice, il existe une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Si aucune évaluation fiable de son montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Un produit à recevoir au titre du CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes. L'assiette de calcul correspond aux rémunérations comprises entre 1 et 1,5 fois le SMIC. Le taux applicable s'élève à 6% (4% en 2013). Ce traitement conduit à prendre en compte les versements ainsi que les passifs comptabilisés au titre des rémunérations éligibles, c'est-à-dire des rémunérations soumises aux cotisations sociales : salaires, primes, avantages en nature, etc. En revanche, les sommes liées à l'intéressement ou à la participation en sont exclues.

Conformément à la recommandation du Collège de l'Autorité des Normes Comptables, le CICE est comptabilisé dans un sous compte de charges de personnel. Le même traitement a été retenu dans les comptes consolidés.

Note 5. — Immobilisations incorporelles

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES VALEURS BRUTES EN MILLIERS D'EUROS	31/07/13	AUGMENT° DE LA PERIODE	CESSIONS DE LA PERIODE	31/07/14
Frais d'établissement	--	--	--	174
Autres immobilisations incorporelles	174	--	--	174
Valeurs brutes	174	--	--	174

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS EN MILLIERS D'EUROS	31/07/13	AUGMENT° DE LA PERIODE	REPRISES DE LA PERIODE	31/07/14
Frais d'établissement	--	--	--	--
Autres immobilisations incorporelles	(134)	(2)	--	(136)
Amortissements	(134)	(2)		(136)
Valeurs nettes	40	--	--	38

Note 6. — Immobilisations corporelles

IMMOBILISATIONS CORPORELLES VALEURS BRUTES EN MILLIERS D'EUROS	31/07/13	AUGMENT° DE LA PERIODE	CESSIONS DE LA PERIODE	31/07/14
Installations techniques, matériel et outillage	13	--	(9)	4
Installations générales, aménagements divers	115	4	(36)	83
Matériel de transport	--	--	--	--
Matériel divers	104	--	(6)	98
Valeurs brutes	232	4	(51)	185

IMMOBILISATIONS CORPORELLES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS EN MILLIERS D'EUROS	31/07/13	AUGMENT° DE LA PERIODE	REPRISES DE LA PERIODE	31/07/14
Installations techniques, matériel et outillage	(13)	--	9	(4)
Installations générales, aménagements divers	(113)	(2)	35	(80)
Matériel de transport	--	--	--	--
Matériel divers	(89)	(5)	6	(88)
Amortissements	(215)	(7)	50	(172)
Valeurs nettes	17	--	--	13

Note 7. — Ventilation de la dotation aux amortissements de l'exercice

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES EN MILLIERS D'EUROS	DOTATIONS DE L'EXERCICE AUX AMORTISSEMENTS			PROVISIONS AMORT. DEROGATOIRE	
	LINEAIRE	DEGRESSIF	EXCEPTIONNEL	DOTATION	REPRISE
<i>Immobilisations incorporelles</i>					
Frais de recherche et de développement	--	--	--	--	--
Autres immobilisations incorporelles	2	--	--	--	--
Dotation aux amortissements	2	--	--	--	--
<i>Immobilisations corporelles</i>					
Installations techniques, matériel et outillage	--	--	--	--	--
Installations générales, et aménagement divers	2	--	--	--	--
Matériel de transport	--	--	--	--	--
Matériel divers	5	--	--	--	--
Dotation aux amortissements	7	--	--	--	--
Total dotation aux amortissements	9	--	--	--	--

Note 8. — Tableau de variation des immobilisations financières

IMMOBILISATIONS FINANCIERES VALEURS BRUTES EN MILLIERS D'EUROS	31/07/13	AUGMENT ^o DE LA PERIODE	CESSIONS DE LA PERIODE	31/07/14
Titres de filiales et participations	9 215	3 636	--	12 851
Actions propres	26	1	--	27
Prêts et autres	1	30	--	31
Valeurs brutes	9 242	3 667	--	12 909

DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES EN MILLIERS D'EUROS	31/07/13	AUGMENT ^o DE LA PERIODE	REPRISES DE LA PERIODE	31/07/14
Provision / titres Mayridis Voyages	(21)	--	--	(21)
Provision /titres IGE+XAO UK	(17)	--	--	(17)
Provision/ titres IGE+XAO Suisse	(15)	--	--	(15)
Provision/ titres IGE+XAO Chine	(17)	--	--	(17)
Provisions	(70)	--	--	(70)
Valeurs nettes	9 172			12 839

Note 9. — Etat des créances et des dettes

ECHEANCES DES CREANCES	MONTANT BRUT 31/07/13	MONTANT BRUT 31/07/14	CREANCES A MOINS D'UN AN	CREANCES A + D'UN AN
VALEURS BRUTES EN MILLIERS D'EUROS				
Créances rattachées à des participations	--			
Autres immobilisations financières	1	31	10	21
Créances de l'actif immobilisé	1	31	10	21
Stocks et en-cours	12	11	11	--
Avances et acomptes	27	18	18	--
Clients et comptes rattachés	355	449	449	--
Etats, impôts et taxes	790	952	952	--
Créances sociales	10	6	6	--
Groupe et associés	659	812	812	--
Débiteurs divers	--	2	2	--
Charges constatées d'avance	33	70	70	--
Actif circulant	1 886	2 320	2 320	21
Total	1 887	2 351	2 330	21

ECHEANCES DES DETTES	MONTANT BRUT 31/07/13	MONTANT BRUT 31/07/14	DETTES A MOINS D'UN AN	DETTES A + D'UN AN
VALEURS BRUTES EN MILLIERS D'EUROS				
Emprunts – établissement de crédit	350	295	159	136
Avances et acomptes	--	--	--	--
Fournisseurs et comptes rattachés	394	256	256	--
Groupe et associés	--	17	17	--
Dettes fiscales et sociales	441	481	481	--
Autres dettes	--	--	--	--
Produits constatés d'avance	--	--	--	--
Total	1 185	1 049	913	136

La Société n'a pas contracté d'emprunt sur l'exercice clos.

Note 10. — Eléments relevant de plusieurs postes du bilan / compte de résultat

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN	Les entreprises liées	Les entreprises avec lesquelles la Société a un lien de participation	Dettes et créances représentées par des effets de commerce
VALEURS BRUTES EN MILLIERS D'EUROS			
Capital souscrit non appelé	--	--	--
Immobilisations incorporelles	--	--	--
Avances et acomptes	--	--	--
Immobilisations corporelles	--	--	--
Avances et acomptes	--	--	--
Immobilisations financières	12 852	--	--
Participations			
Créances rattachées à des participations	--	--	--
Prêts	--	--	--
Autres titres immobilisés	--	--	--
Autres immobilisations financières	--	--	--
TOTAL IMMOBILISATIONS	12 852	--	--
Avances et acomptes versés sur commandes	--	--	--
Créances	--	--	--
Créances clients et comptes rattachés	440	--	--
Autres créances	812	--	--
Charges constatées d'avances	--	--	--
TOTAL CREANCES	1 252	--	--
Valeurs mobilières de placement	--	--	--
Disponibilités	--	--	--
TOTAL DISPONIBILITES	--	--	--
Emprunts obligataires convertibles	--	--	--
Autres emprunts convertibles	--	--	--
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	--	--	--
Emprunts et dettes financières divers	17	--	--
Avances et acomptes reçus	--	--	--
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17	--	--
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	--	--	--
Autres dettes	--	--	--
TOTAL DETTES	34	--	--

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU COMPTE DE RESULTAT EN MILLIERS D'EUROS	MONTANTS CONCERNANT les entreprises liées	MONTANTS CONCERNANT les entreprises avec lesquelles la Société a un lien de participation
Chiffre d'affaires	2 543	
Autres achats et charges externes	173	
Dividendes reçus	3 406	
Autres produits financiers	6	
Autres charges financières	2	

Note 11. — Valeurs mobilières de placement et actions propres

Les valeurs mobilières de placement se composent comme suit au 31 juillet 2014 :

<u>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET ACTIONS PROPRES</u>	31/07/14	31/07/13
<u>EN MILLIERS D'EUROS</u>		
Parts de SICAV	41	116
Compte à terme	7 500	9 000
Actions propres	240	135

Au 31 juillet 2014, la valeur de marché des parts de SICAV est égale à leur valeur comptable.

La trésorerie a été investie sur des comptes à terme d'une durée 60 mois pour 5 500 K€ et sur des bons à moyen terme négociables (BMTN) d'une durée de 60 mois pour 2 000 K€.

Les taux des comptes à terme sont garantis à la souscription. Les sommes versées ne sont pas bloquées. Les intérêts sont versés à l'échéance finale ou lors du remboursement anticipé.

Les taux des BMTN sont indexés soit à l'EURIBOR 6 mois majoré d'un pourcentage évoluant au cours des échéances. Les sommes versées sont bloquées de 2 ans. Les intérêts sont versés semestriellement.

Les actions propres sont affectées principalement à la régulation du cours de bourse (3 846 actions) et dans une moindre mesure à l'objectif de remise en échange d'actions (752 actions) pour un prix d'achat moyen respectif de 62,45 € et de 35,88 €.

Note 12. — Etat des provisions

PROVISIONS EN MILLIERS D'EUROS	31/07/13	AUGMENTATION DE LA PERIODE	REPRISES		31/07/14
			UTILISEES	NON UTILISEES	
Provision pour dépréciation de titres	70	--	--	--	70
Provision pour pertes de change	2	1	(2)	--	1
Provision pour pension de retraite	23	--	--	--	23
Autres provisions pour risques et charges	17	--	--	--	17
Provisions	112	--	--	--	111

Note 13. — Etat des produits à recevoir

PRODUITS A RECEVOIR EN MILLIERS D'EUROS	31/07/14	31/07/13
Créances clients et comptes rattachés :		
Clients factures à établir	165	23
TOTAL	165	23
Autres créances :	--	--
Créances à recevoir	19	--
TOTAL	19	--
Disponibilités :		
Intérêts compte à terme à recevoir	170	52
TOTAL	170	52
TOTAL	354	75

Note 14. — Etat des charges à payer

CHARGES A PAYER	31/07/14	31/07/13
EN MILLIERS D'EUROS		
Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit		
Intérêts courus sur emprunt	--	--
Intérêts courus à payer	--	--
TOTAL	--	--
Dettes fournisseurs et comptes rattachés :		
Fournisseurs factures non parvenues	187	297
TOTAL FOURNISSEURS	187	297
Dettes fiscales et sociales :		
Provision congés payés	78	72
Personnel autres charges	109	106
Organismes Sociaux à payer	104	99
Etat charges à payer	15	19
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	306	296
Autres dettes :		
Divers charges à payer	--	--
TOTAL AUTRES DETTES	--	--
TOTAL	493	593

Note 15. — Etat des charges et produits constatés d'avance

Aucun produit constaté d'avance n'est comptabilisé au 31 juillet 2014.

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	31/07/14	31/07/13
EN MILLIERS D'EUROS		
Charges constatées d'avance	70	33
TOTAL	70	33

Note 16. — Ventilation du chiffre d'affaires

CHIFFRE D'AFFAIRES	31/07/14	31/07/13
EN MILLIERS D'EUROS		
Activité opérationnelle	22	26
Prestations administratives	2 534	2 531
TOTAL	2 556	2 557

Note 17. — Autres produits d'exploitation

AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	31/07/14	31/07/13
EN MILLIERS D'EUROS		
Autres produits	1	--
Transferts de charges	47	34
TOTAL	48	34

Les transferts de charge se rapportent au traitement comptable des avantages en nature.

Note 18. — Charges et produits financiers

CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS EN MILLIERS D'EUROS	31/07/14	31/07/13
Dotations aux provisions		
- dépréciation des titres participation	--	--
- dépréciation des VMP	--	--
- Dépréciation des créances financières	(1)	(19)
Reprises de provisions		
- reprise sur titres participation	--	--
- risque de change	2	--
Produits financiers de participation	3 412	5 243
Produits financiers nets sur cession de VMP	37	42
Différences de change	--	--
Autres charges et produits financiers	160	162
TOTAL	3 610	5 429

Note 19. — Détail des charges et produits exceptionnels

CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS EN MILLIERS D'EUROS	31/07/14	31/07/13
Résultat sur cessions de titres de participation	2	--
Autres produits et charges exceptionnels	(1)	--
TOTAL	1	--

Note 20. — Participation des salariés

Dans le cadre de l'unité économique et sociale du Groupe IGE+XAO, il a été décidé de faire bénéficier les salariés de la participation. Cette dernière est ventilée entre les différentes sociétés françaises proportionnellement à la masse salariale. Pour la période comprise entre le 1^{er} août 2013 et le 31 juillet 2014, le montant de la provision pour participation s'élève à 46 K€.

Note 21. — Droit individuel à la formation

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis par les salariés au titre du droit individuel à formation s'est élevé à 1 571 heures. Il a donné lieu à demande à hauteur de 105 heures. Le volume d'heures restantes de formation est donc de 1 466 heures.

Note 22. — Composition du capital social

Le capital a évolué de la façon suivante en 2013/2014 :

CATEGORIES DE TITRES	NOMBRE DE TITRES					
	VALEUR NOMINALE EN €	AU DEBUT DE L'EXERCICE	CREES OU REMBOURSEES PENDANT L'EXERCICE	CONVERTIES PENDANT L'EXERCICE	ANNULEES PENDANT L'EXERCICE	EN FIN D'EXERCICE
Actions vote simple	3,85	893 464	--	106 297	--	999 761
Actions vote double	3,85	530 538	--	(107 097)	--	423 441
Sans droit de vote (actions propres)		3 798	--	800	--	4 598
TOTAL		1 427 800	--	--	--	1 427 800

Note 23. — Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan au 31 juillet 2014 sont les suivants :

ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNES EN MILLIERS D'EUROS	MONTANT	MOINS D'1 AN	DE 1 A 5 ANS
Effets escomptés non échus	--	--	--
Avals, cautions, garanties (Mayridis)	100	--	100
Engagements de crédit-bail mobilier	--	--	--
Engagements de crédit-bail immobilier	--	--	--
Engagements en matière de pensions, retraites et assimilés	218	--	218
TOTAL	318	--	318

Les engagements hors bilan ont été identifiés par tout moyen en possession d'IGE+XAO.

La présentation qui en est faite n'omet pas l'existence d'un engagement significatif selon les normes comptables en vigueur.

Note 24. — Rémunération des organes d'Administration

La rémunération des organes d'Administration de la Société IGE+XAO se présente de la façon suivante (en €) :

Pour l'exercice 2013/2014

REMUNERATIONS EN €	REMUNERATIONS BRUTES		AVANTAGES EN NATURE	JETONS DE PRESENCE	STOCK- OPTIONS	TOTAL	INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE
	PARTIE FIXE	PARTIE VARIABLE					
REMUNERATIONS	309 174	106 961	40 663	4 000	--	460 798	156 604

Pour l'exercice 2012/2013

REMUNERATIONS EN €	REMUNERATIONS BRUTES		AVANTAGES EN NATURE	JETONS DE PRESENCE	STOCK- OPTIONS	TOTAL	INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE
	PARTIE FIXE	PARTIE VARIABLE					
REMUNERATIONS	306 489	101 976	45 868	3 800	--	458 133	146 736

Monsieur Alain Di Crescenzo est Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de la Société IGE+XAO S.A.; il est rémunéré au titre de cette fonction (partie fixe) et perçoit une prime variable de bilan dont les modalités ne sont pas rendues publiques pour des raisons de confidentialité (Code MiddleNext). Il est par ailleurs titulaire d'un contrat de travail depuis le 1^{er} août 1988, actuellement suspendu du fait de l'exercice de son mandat social. Il ne reçoit pas de rémunération ou d'avantage en nature en provenance des autres filiales du Groupe.

Les conditions de détermination des indemnités de rupture du contrat de travail susceptibles d'être dues à Monsieur Alain Di Crescenzo, soumises à la procédure des conventions réglementées et approuvées par le Conseil d'administration en date du 29 juillet 2011 sont les suivantes : en cas de reprise de son contrat de travail et dans l'éventualité d'un licenciement sauf faute lourde ou grave, Monsieur Alain Di Crescenzo percevra une indemnité contractuelle de licenciement de 18 mois de salaires bruts si le licenciement est prononcé durant la première année de la reprise de son contrat de travail ou de 15 mois de salaires bruts si le licenciement est prononcé durant la deuxième année suivant la reprise de son contrat de travail ou au cours des années suivantes. Le versement de la part de cette indemnité correspondant à la fraction du montant excédant les indemnités légales et conventionnelles dues au titre de l'ancienneté de Monsieur Alain Di Crescenzo est soumis à la

condition que le résultat opérationnel du Groupe déterminé suivant les normes IFRS soit au moins égal à 5% de son chiffre d'affaires à la clôture du dernier exercice dont les comptes auront été examinés par le Conseil d'Administration à la date de rupture du contrat de travail.

Monsieur Charles Baudron est Administrateur de la Société IGE+XAO et est titulaire d'un contrat de travail en sa qualité de Directeur Technique de la société Winsoft Elec Diffusion. Il ne perçoit pas de rémunération ou d'avantage en nature en provenance des autres filiales du Groupe.

Monsieur Jean Baudron, Madame Anne Varon et Monsieur Pierre Revel-Mouroz sont Administrateurs non rémunérés de la société IGE+XAO SA et perçoivent à ce titre des jetons de présence.

Note 25. — Risques de change

Le risque de change est non significatif chez IGE+XAO.

Note 26. — Risques de taux

IGE+XAO n'est pas exposé à ce jour à des risques de taux.

Au 31 juillet 2014, IGE+XAO ne dispose pas d'emprunt bancaire. IGE+XAO n'utilise aucun instrument de taux.

Note 27. — Risques sur valeurs mobilières de placement

La politique d'IGE+XAO est à ce jour de rémunérer sa trésorerie avec une prise minimale de risques soit par des SICAV monétaires soit par des comptes à terme soit enfin par des Bons à Moyen Terme Négociables.

Les taux des comptes à terme sont garantis à la souscription. Les sommes versées ne sont pas bloquées. Les intérêts sont versés à l'échéance finale ou lors du remboursement anticipé total ou partiel.

Les taux des BMTN sont indexés à l'EURIBOR 6 mois majoré d'un pourcentage évoluant au cours des échéances. Les sommes versées sont bloquées les 24 premiers mois. Les intérêts sont versés semestriellement.

Note 28.— Tableau des filiales et participations en €

Filiales (+ 10%)	Capital En €	Capitaux propres autres que le capital en €	% de détention	Valeur comptable brute titres en €	Valeur comptable nettes titres en €	Prêts et avances en €	Avals et caution en €	CA en €	Résultat en €	Dividendes en €	Observations
IGE SA	4 619 327	4 635 439	99,13	4 800 732	4 800 732	379 540	--	19 914 802	3 252 570	3 003 840	Siège social : Colomiers SIREN : 399 737 006
WINSOFT ELEC DIFFUSION SNC	1 524	--	90,00	1 372	1 372	--	--	2 368 698	--	--	Siège social : Colomiers SIREN : 418 236 261
MAYRIDIS SARL	65 000	85 741	99,94	330 480	309 480	6 806	100 000	157 674	17 743	--	Siège social : Colomiers Caution donnée / APS
S2E CONSULTING	100 000	72 380	50%	46 990	46 990	62 474	--	629 195	19 251	--	Siège Social : Blagnac SIREN : 494 083 496
EHMS	430 000	(271 403)	50%	573 000	573 000	--	--	784 204	48 028	--	Siège Social : Colomiers SIREN : 492 213 384
PROSYST	1 006 490	359 585	80%	2 024 248	2 024 248	--	--	595 750	(9 330)	--	Siège social : Templemars SIREN : 433 683 216
IGE+XAO Z.O.O. POLOGNE	259 618	527 873	94.27	783 275	783 275	--	--	2 568 270	223 505	112 133	Siège social : Cracovie
IGE+XAO EURL BALKAN	438 174	185 455	100,00	420 665	420 665	--	--	396 504	35 551	--	Siège social : Sofia
CAE DEVPT APS DENMARK	16 768	701 812	100,00	351 129	351 129	--	--	934 567	254 408	--	Siège social : Birkerød
IGE XAO MADAGASCAR	17 179	1 125	100,00	20 945	20 945	16 976	--	151 022	1 356	--	Siège social : Antananarivo
IGE+XAO CHINE	91 409	(13 088)	100,00	70 445	53 445	--	--	358 007	7 345	--	Siège social : Nanjing
IGE+XAO TUNISIE	9 125	62 470	100,00	11 350	11 350	100	--	290 659	19 569	--	Siège social : Tunis
IGE+XAO MAROC	35 770	76 996	100,00	34 808	34 808	--	--	190 862	17 702	--	Siège social : Casablanca
IGE+XAO NORDIC A/S	67 073	1 729 784	100,00	2 178 132	2 178 132	--	--	1 130 796	255 891	--	Siège social : Birkerød
IGE+XAO GMBH ALLEMAGNE	25 000	317 356	100,00	25 000	25 000	--	--	1 306 034	132 938	88 000	Siège social : Rastatt
IGE+XAO IBERICA	3 005	244 778	99,00	3 049	3 049	177 154	--	585 990	72 841	177 154	Siège social : Madrid
IGE+XAO SRL ITALIE	36 400	802 372	100,00	88 345	88 345	--	--	1 908 058	133 848	--	Siège social : Bergame

Filiales (+ 10%)	Capital En €	Capitaux propres autres que le capital en €	% de détention	Valeur comptable brute titres en €	Valeur comptable nettes titres en €	Prêts et avances en €	Avals et caut° en €	CA €	Résultat €	Dividendes En €	Observations
IGE+XAO LTD (UK)	137 493	(130 500)	100,00	150 930	133 930	12 710	--	245 885	5 324	--	Siège social : Nuneaton
IGE+XAO NORTH AMERICA	73	16 392	99,90	56	56	138 408	--	431 270	16 688	--	Siège social : Montréal
IGE+XAO BV (PAYS-BAS)	18 151	593 529	100,00	691 475	691 475	--	--	1 045 265	214 085	--	Siège social : Hoensbroek
IGE+XAO USA	8	143 908	100,00	1	1	--	--	188 287	47 696	--	Siège social : Dover (Delaware)
IGE+XAO SWITZERLAND	16 238	96 263	100,00	225 000	210 000	--	--	170 300	28 560	24 602	Siège social : Biel/Bienne
IGE+XAO TURQUIE	23 416	(57 812)	75,00	20 188	20 188	18 223	--	76 453	(26 530)	--	Siège social : Istanbul
CESIAT	1 000	--	80,00	1 000	1 000	74 463	--	--	--	--	Siège social : Tanger
TOTAL EN EUROS	////////	////////	////////	12 852 615	12 782 615	886 854	100 000	////	////////	3 405 729	

Note 29. — Autres informations

Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Le montant du CICE se rapportant à l'exercice clos au 31 juillet 2014 et comptabilisé en produits de l'exercice s'élève à 15 855 euros.

Le montant du CICE au titre de l'année civile 2013 s'est élevé à 11 863 euros et a été utilisé au soutien de l'investissement et de la croissance en France.

Fiscalité

Le Groupe fiscal se compose des sociétés suivantes :

IGE+XAO, SA

IGE, SA

Mayridis Voyages, SARL

Chacune des sociétés intégrées fiscalement constate l'impôt qu'elle aurait dû payer si elle avait été imposée séparément.

Au titre de l'exercice clos le 31 juillet 2014, le résultat fiscal du Groupe s'élève à 4 237 K€. A cette date, le groupe fiscal ne dispose plus ni de déficit ordinaire reportable ni d'amortissement réputé différé restant à reporter.

La différence entre l'impôt comptabilisé et l'impôt dû en l'absence d'intégration fiscale s'élève à 51 711 euros et correspond principalement à la neutralisation de la réintégration de la quote-part de frais et charges dans le cadre du régime mère et filiales.

Consolidation

La Société IGE+XAO établit et publie des comptes consolidés en qualité de société mère du Groupe IGE+XAO. Au 31 juillet 2014, les comptes consolidés ont été établis selon les normes IFRS.

Effectif moyen

Effectif Equivalent Temps Plein	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
IGE+XAO	16	16	14
Total	16	16	14

IV. – Rapport de gestion

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte, conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires, dont l'ordre du jour est le suivant :

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et ses rapports annexés et présentation par le Conseil d'Administration des comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 juillet 2014 ;
- Lecture des rapports des Commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission et sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants de Code de Commerce ;
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 juillet 2014 ;
- Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 juillet 2014 ;
- Approbation des conventions visées à l'article L.225-38 et suivants du Code de Commerce ;
- Dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts ;
- Quitus aux Administrateurs ;
- Affectation des résultats ;
- Autorisation d'achat et de vente de ses propres actions par la Société conformément à l'article L.225-209 du Code de Commerce ;
- Fixation du montant des jetons de présence ;
- Ratification de la rectification de la douzième résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 janvier 2013;
- Ratification de la rectification de la neuvième résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 janvier 2014;
- Ratification de la décision du Conseil d'Administration autorisant le changement d'adresse du siège social de la Société.

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- Augmentation de capital réservée aux salariés dans les conditions prévues à l'article L 3332-18 du Code de Travail.

DE LA COMPETENCE DES DEUX ASSEMBLEES

- Pouvoirs en vue des formalités légales.

A. Situation financière et résultats du Groupe

Le Groupe IGE+XAO avec ses filiales de production et de commercialisation, situées principalement en Europe ainsi qu'en Amérique du Nord et en Chine, représente aujourd'hui environ 80 000 licences diffusées à travers le monde.

Au cours de l'exercice 2013/2014, IGE+XAO a poursuivi sa stratégie de développement.

Note 1. — Evénements significatifs de l'exercice et événements importants survenus depuis la date de clôture

Evénements significatifs de l'exercice

Opérations de regroupement

Le 30 septembre 2013, IGE+XAO SA a acquis 51% des parts de la société IGE+XAO Danmark A/S, dont elle détenait déjà 49% du capital social depuis 2001. Par conséquent, les comptes de la filiale de commercialisation danoise ont été consolidés par intégration globale au 31 janvier 2014, alors qu'ils avaient été mis en équivalence jusqu'au 30 septembre 2013.

Le 2 avril 2014, IGE+XAO SA a acquis 80% des titres de Prosyst SAS, société lilloise spécialisée dans le développement de progiciels et de services dédiés à la conception, la simulation, le diagnostic et la performance des processus industriels (machines, lignes et ateliers de production). Les comptes de la société Prosyst SAS ont été consolidés par intégration globale au 31 juillet 2014.

Le 24 juillet 2014, IGE+XAO SA a acquis 1% des parts de la société de distribution IGE+XAO Italie, dont elle détenait déjà 99% du capital social.

Le 31 juillet 2014, la société de distribution IGE+XAO Hellas (Grèce) a été officiellement constituée ; son capital social est détenu à 99% par IGE+XAO SA.

Autres événements

La filiale malgache a reçu un avis de vérification fiscale en juillet 2012, puis un avis de redressement préliminaire en mars 2013, suivi d'un redressement définitif le 1^{er} juillet 2013 pour un montant de 280 000 euros. Un dossier en mémoire avait été déposé le 9 mai 2014 auprès du Conseil d'Etat de la Cour Suprême. La procédure est toujours en cours. Parallèlement, en juillet 2014, la société a accepté le paiement un total de 6 100 euros afin d'éviter l'émission d'un avis à tiers détenteur. La société attend dès lors la position du Conseil d'Etat.

Le maintien du redressement pourrait engendrer la fermeture de la filiale de développement. A cet égard, une provision pour risque a été enregistrée dans les comptes clos au 31 janvier 2014 pour un montant de 70 000 euros qui est maintenue dans les comptes clos au 31 juillet 2014. Compte tenu de la petite taille du site malgache et de l'organisation du développement d'IGE+XAO qui repose sur plusieurs sites dans différents pays, cette fermeture n'aurait pas d'impact significatif pour le Groupe.

Les sièges sociaux de la société IGE+XAO SA et des principales sociétés françaises du Groupe ont été transférés dans de nouveaux locaux le 2 juin 2014, tout en restant sur la même commune de Colomiers (31).

Evénements importants survenus depuis la date de clôture

L'activité opérationnelle de la filiale de distribution grecque nouvellement créée a été lancée au 1^{er} août 2014.

Note 2. Evolution du Groupe et données opérationnelles

Le tableau ci-joint présente pour les exercices clos les 31 juillet 2014, 2013 et 2012 les principales données opérationnelles du Groupe retraitées aux normes IFRS :

En K€	2013/2014	2012/2013	2011/2012
Chiffre d'affaires	26 260	24 569	23 386
Autres produits d'exploitation y compris crédit impôt recherche	940	950	791
Charges d'exploitation	20 637	19 604	18 822
dont charges de personnel	13 650	13 092	12 349
Résultat opérationnel courant	6 563	5 915	5 355
Résultat opérationnel	6 603	5 915	5 355
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	6 962	6 224	5 705
Impôts exigibles et différés	(1 857)	(1 740)	(1 473)
Résultat de l'ensemble consolidé	5 117	4 625	4 331
Résultat net - part du Groupe	5 071	4 604	4 305

Situation au 31 juillet 2014

Sur l'exercice 2013/2014, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe IGE+XAO atteint 26 260 418 €, soit une progression de 6,9 %. L'activité commerciale a notamment bénéficié de la bonne dynamique de l'activité grands comptes tant en France qu'à l'étranger ainsi que de la contribution des deux opérations de croissance externe réalisées sur la période. IGE+XAO a ainsi acquis 51% des parts sociales de la société de diffusion de logiciels IGE+XAO Nordic A/S et 80 % de la société Prosyst SAS, spécialisée dans le développement de logiciels dédiés à la simulation, au diagnostic et à la performance des processus industriels, complémentaires à ceux proposés par IGE+XAO.

Sur la même période, le résultat opérationnel du Groupe, en hausse de 11,6%, s'établit à 6 602 722 € et la marge d'exploitation** franchit le seuil des 25 % contre 24 % un an plus tôt. Cette évolution favorable résulte à la fois de l'accroissement de l'activité et de la bonne maîtrise des charges d'exploitation, en période notamment de rapprochement d'entreprises. Le résultat net s'élève à 5 071 106 € pour 4 603 863 € un an plus tôt, soit une progression de 10,1 %, générant une marge nette*** de 19,3 % (18,7 % sur l'exercice précédent).

Sur le nouvel exercice et fort de ses solides fondamentaux, le Groupe prévoit d'étendre sa couverture internationale avec l'ouverture d'un bureau de représentation en Russie et d'une filiale au Brésil. Parallèlement, de nouvelles offres intégrant la gamme de logiciels Prosyst seront lancées sur le marché en début d'année 2015. Ce plan d'action volontariste sera conduit en préservant un niveau de rentabilité élevé.

* Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 22 octobre 2014 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Annuelle.

** Marge opérationnelle : résultat opérationnel / chiffre d'affaires

*** Marge nette : résultat net / chiffre d'affaires

Situation au 31 juillet 2013

Sur l'exercice 2012/2013, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe IGE+XAO atteint 24 568 160 €, soit une progression de 5,1%, supérieure à celle de l'exercice précédent (4,9%). Cet accroissement de l'activité s'inscrit dans la tendance observée au premier semestre de la période, soit une forte dynamique au niveau des Grands Comptes, couplée à la bonne tenue de l'activité à l'international, notamment en Europe du Nord.

Le résultat opérationnel, en hausse de 10,5%, s'établit à 5 914 864 €. Cette augmentation résulte à la fois de l'accroissement de l'activité et de la bonne maîtrise des charges d'exploitation. La rentabilité opérationnelle bénéficie de ces bons résultats et passe de 22,9% à 24,1%. Le résultat net s'élève quant

à lui à 4 603 863 € pour 4 304 874 € un an plus tôt soit une progression de 6,9%, générant une marge nette** de 18,7% (18,4% sur l'exercice précédent).

Fort de cette dynamique, le Groupe entend poursuivre son développement avec la création à court terme d'une filiale au Mexique et le maintien de ses efforts en matière de recherche et développement. Enfin, conformément à son «Business Plan», IGE+XAO prévoit de réaliser ces opérations tout en préservant un niveau élevé de rentabilité.

* Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 18 octobre 2013 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Annuelle.

** Marge nette : résultat net / chiffre d'affaires

Situation au 31 juillet 2012

Sur l'exercice 2011/2012, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe IGE+XAO atteint 23 385 942 €, soit une progression de 4,8% par rapport à l'exercice précédent.

Sur la même période, le résultat opérationnel courant, en hausse de 9%, franchit la barre des 5 millions d'euros pour s'établir à 5 355 127 €. Ces bons résultats, tant en termes d'activité que de maîtrise des charges, conduisent à un accroissement de la rentabilité opérationnelle qui passe de 22% à 23%. Le résultat net s'élève à 4 304 874 € contre 3 606 505 € un an plus tôt, soit une progression de 19,4%, aboutissant à une marge nette** de 18,4% contre 16,2% sur l'exercice précédent.

Fort de ses résultats et de ses solides fondamentaux, le Groupe entend poursuivre son plan de développement. Ainsi au niveau commercial, après la récente création d'une filiale de distribution en Turquie, IGE+XAO prévoit de renforcer sa présence sur les continents américain et asiatique. Sur le plan technique, le Groupe entend renforcer son offre de logiciels et de services afin de satisfaire les demandes notamment dans les domaines de l'automatisation, de l'aéronautique et des transports. Conformément à son «Business Plan», le Groupe prévoit de réaliser ces opérations en préservant un niveau élevé de rentabilité et tout en restant vigilant quant à l'évolution de la conjoncture économique.

* Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 18 octobre 2012 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Annuelle.

** Marge nette : résultat net / chiffre d'affaires

Note 3. — Principales données du bilan et fluctuations

Les tableaux ci-joints présentent pour les exercices clos les 31 juillet 2014, 2013 et 2012 les principales données du bilan ainsi que les flux de trésorerie afférents :

(en milliers d'euros)	ACTIF		
	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Actifs non courants	5 669	3 664	3 346
Actifs courants	36 834	33 130	29 468
dont Disponibilités	27 321	24 402	21 197
ACTIF	42 503	36 794	32 814

(en milliers d'euros)	PASSIF		
	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Capitaux propres	28 827	24 672	21 270
Passifs non courants	2 319	1 689	1 611
Passifs courants	11 357	10 433	9 933
PASSIF	42 503	36 794	32 814

Capitaux propres (en milliers d'euros)	Capitaux propres - part du Groupe -
Capitaux propres au 31 juillet 2011	21 672
Distribution de dividendes	(891)
Produits et charges enregistré(e)s au titre de la période	4 277
Impact retraitement sur actions propre	(3 838)
Impact annulation des PV sur cession d'actions propres	18
Rachat de titres sans contrôle	(33)
Capitaux propres au 31 juillet 2012	21 205
Distribution de dividendes	(1 116)
Produits et charges enregistré(e)s au titre de la période	4 530
Impact retraitement sur actions propre	(43)
Impact annulation des PV sur cession d'actions propres	27
Capitaux propres au 31 juillet 2013	24 603
Variation de périmètre	278
Distribution de dividendes	(1196)
Produits et charges enregistré(e)s au titre de la période	5 155
Impact retraitement sur actions propre	(106)
Impact annulation des PV sur cession d'actions propres	24
Capitaux propres au 31 juillet 2014	28 827

Les investissements

Les investissements du Groupe sont constitués pour l'essentiel des dépenses consacrées aux développements de nouveaux logiciels ou nouvelles fonctionnalités. Ces investissements réalisés majoritairement sur les fonds propres de la Société sont comptabilisés directement dans les charges de l'entreprise. Certains de ces investissements peuvent bénéficier d'aides sous la forme d'avances remboursables ou de subventions d'exploitation. Ils peuvent dans ce cas et lorsqu'ils répondent aux exigences tant de suivi technique que d'opportunités commerciales, être immobilisés le temps de leur mise effective sur le marché. Les dépenses ainsi activées sont amorties sur 4 ans. Au 31 juillet 2014, il n'y a pas de frais de recherche et développement immobilisés à l'actif du bilan.

Investissements en matériels

Les investissements courants du Groupe consistent essentiellement en du matériel informatique (ordinateurs, serveurs, périphériques,...). Ils s'analysent comme suit sur la période couverte par les informations financières historiques :

(en milliers d'euros)	31 juillet 2014	ACQUISITIONS 31 juillet 2013	31 juillet 2012
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(458)	(263)	(210)

L'équipement moyen nécessaire par personne se situe à environ 1 800 euros (matériel informatique) avec une obsolescence technologique rapide (environ 4 ans).

Investissements financiers

Les regroupements d'entreprises opérés au cours de l'exercice sont décrits dans les événements de l'exercice. Pour mémoire, ils portent sur la prise de contrôle de la filiale IGE+XAO Nordic A/S au Danemark et sur l'acquisition de 80% des titres de la société Prosyst SAS.

L'endettement financier

Il est non significatif sur les périodes analysées.

Flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	VARIATION DE TRESORERIE		
	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Flux sur l'exploitation	5 056	4 876	5 153
Flux sur investissements	(820)	(373)	(244)
Flux sur opérations de financement	(1 328)	(1 221)	(4 845)
Incidences des variations de taux de change	11	(77)	15
Variation de trésorerie nette	2 919	3 205	79
Trésorerie en début d'exercice	24 402	21 197	21 118
Trésorerie en fin d'exercice	27 321	24 402	21 197
Variation de trésorerie nette	2 919	3 205	79

La trésorerie est passée de 21,1 M€ en juillet 2012 à 27,3 M€ en juillet 2014. Cette situation résulte des flux de trésorerie générés par l'activité et en particulier du développement de l'activité traditionnelle couplée avec la réalisation de projets et contrats avec des grands comptes.

Sur l'exercice 2013/2014, l'activité a généré un flux positif d'exploitation d'un montant de 5 M€ dont l'impact a été atténué par les regroupements d'entreprise de la période (0,5 M€), les aménagements liés aux nouveaux bureaux et par la distribution de dividendes d'un montant de 1 196 K€ (0,82 € par action).

Sur l'exercice 2012/2013, l'activité a généré un flux positif d'exploitation d'un montant de 4,9 M€ ; Par ailleurs, la Société a procédé à une distribution de dividendes d'un montant de 1 116 K€ (0,76 € par action).

Sur l'exercice 2011/2012, l'activité a généré un flux positif d'exploitation d'un montant de 5,1 M€ qui a toutefois été absorbé par le rachat d'actions propres pour un montant de 3,8M€, la distribution de dividendes d'un montant de 0,9 M€ (0,60 par action) et les flux récurrents d'investissement et de financement (remboursement Coface) pour le solde.

Aucun frais de R&D n'a été porté en immobilisations sur les exercices 2013/2014, 2012/2013 et 2011/2012.

Situation et ressources de financement

L'endettement du Groupe à moyen et long terme est non significatif :

(en milliers d'euros)	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Emprunts bancaires – part à plus d'un an			
– part à plus d'un an	84	--	--
– part à moins d'un an	238	--	--
Avances remboursables			
– part à plus d'un an	295	350	387
– part à moins d'un an	--	--	52
Autres	40	--	--
Trésorerie	27 321	24 402	21 197

La situation du Groupe en matière d'endettement net (Endettement brut diminué de l'ensemble de la trésorerie) permet à IGE+XAO d'envisager des opportunités de croissance tant internes qu'externes.

Note 4. — Activités en matière de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement correspondent essentiellement aux frais relatifs au personnel, ingénieurs développeurs en majorité, participant au développement des produits du Groupe IGE+XAO.

Les frais de recherche et développement liés aux logiciels pour lesquels une licence doit être commercialisée ou qui doivent être commercialisés dans d'autres conditions sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés dès lors qu'ils ne remplissent pas les critères techniques, économiques et de suivi permettant de les immobiliser. L'application de ce principe comptable a conduit à l'enregistrement de ces coûts en charges de l'exercice au cours duquel ils ont été exposés à l'exception des coûts liés à des projets faisant l'objet d'un financement par l'octroi d'avances remboursables ou de subventions d'exploitation. La durée d'amortissement de ces frais de développement est alors de 4 ans.

Les frais de recherche et de développement, qui représentent environ 25% du chiffre d'affaires, s'élèvent à 6,7 M€ en 2013/2014, à 6,2 M€ en 2012/2013, et à 5,6 M€ en 2011/2012. Ces données traduisent l'important effort consacré à la recherche, au développement et à l'industrialisation des produits.

Sur les trois dernières années, les efforts de recherche et développement ont principalement porté sur:

- ✓ le PLM (Product Life-cycle Management) Electrique - après avoir répondu aux besoins des industriels en matière de CAO Electrique des biens d'équipement (machine de productions,...), le Groupe IGE+XAO s'est lancé dans le développement d'une suite logicielle dédiée à gestion du cycle de vie des installations électriques dans les domaines de l'aéronautique, du spatial, de l'automobile et du ferroviaire (SEE Electrical PLM) ;
- ✓ la création d'une nouvelle ligne de logiciels en vue de fabriquer les harnais électriques, ces produits étant élaborés dans le cadre d'un joint-venture créée avec la société Labinal du Groupe Safran ;
- ✓ le développement d'un environnement de conception collaboratif pour ses logiciels haut et moyen de gamme ;
- ✓ la configuration d'équipements à partir de catalogues aux multiples contraintes ;
- ✓ la conception d'installations électriques pour le bâtiment ;
- ✓ ainsi que le passage en technologie internet et web pour certains logiciels du Groupe.

De plus, à compter du mois d'avril 2014, le Groupe s'est doté d'une offre complémentaire de simulation fonctionnelle via l'acquisition de 80% des titres de la Société Prosyst SAS. Ainsi, dans l'avenir, cette offre sera conduite à fortement évoluer tant du fait de son intégration dans les produits du Groupe que par son évolution intrinsèque.

B. Situation financière et résultats de la Société IGE+XAO SA

La Société IGE+XAO SA exerce les activités suivantes :

- gestion des participations détenues,
- gestion de trésorerie du Groupe,
- prestations administratives et comptables pour les différentes sociétés du Groupe.

Note 1. — Evénements significatifs de l'exercice et événements importants survenus depuis la date de clôture

Evénements significatifs de l'exercice

cf. ci-dessus

Evénements importants survenus depuis la date de clôture :

cf. ci-dessus

Note 2. — Données opérationnelles et issues du bilan

(en milliers d'euros)	COMPTE DE RESULTAT		
	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Chiffre d'affaires	2 556	2 557	2 530
Charges d'exploitation	2 604	2 591	2 575
Résultat d'exploitation	0	0	0
Résultat financier	3 609	5 429	2 762
Résultat net	3 465	5 268	2 634

(en milliers d'euros)	ACTIF		
	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Actif immobilisé	12 890	9 230	9 154
Actif circulant	10 758	12 266	8 277
ACTIF	23 648	21 496	17 431

(en milliers d'euros)	PASSIF		
	31 juillet 2014	31 juillet 2013	31 juillet 2012
Capitaux propres	22 516	20 220	16 036
Autres dettes	1 132	1 276	1 395
PASSIF	23 648	21 496	17 431

Le résultat financier s'analyse comme suit :

EN MILLIERS D'EUROS	31 juillet 2014	31 juillet 2013
Dotations aux provisions		
- dépréciation des titres participation	--	--
- dépréciation des VMP	--	--
- risque de change	(1)	(19)
Reprises sur provisions		
- reprise sur titres participation	2	--
- risque de change	--	--
Produits financiers de participation	3 412	5 243
Produits financiers nets sur cession de VMP	37	42
Différences de change	--	--
Autres charges et produits financiers	160	163
TOTAL	3 610	5 429

C. Informations préparatoires à l'Assemblée Générale

Note 1. — Affectation du résultat de l'exercice

Le bénéfice net comptable de l'exercice clos le 31 juillet 2014 de la Société IGE+XAO s'établit à 3 465 371 €. La réserve légale est dotée en totalité.

Il est proposé la distribution d'une somme globale de 1 285 020 € qui sera prélevée sur le bénéfice de l'exercice. La somme distribuée permettra le paiement d'un dividende brut de 90 centimes d'euro par action contre 82 et 76 centimes d'euro respectivement en 2013/2012 et 2012/2011.

Le solde d'un montant de 2 180 351 € sera porté en « Autres réserves ».

Depuis le 1^{er} janvier 2013, les dividendes perçus par les personnes physiques domiciliées en France sont soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu après application d'une réfaction de 40% et aux prélèvements sociaux retenus à la source au taux en vigueur.

Par ailleurs, un prélèvement est susceptible d'être opéré sur le montant brut des dividendes à hauteur de 21% non libératoire sauf dispense prévue dans les conditions prévues à l'article 242 quater du CGI; il présente le caractère d'un acompte à valoir sur l'impôt sur le revenu dont l'actionnaire sera redevable au titre du revenu de l'année de l'encaissement des produits qui en sont frappés.

Les actions détenues par la Société IGE+XAO, au jour de la mise en paiement du dividende ne donnant pas droit au dividende, les sommes correspondant au dividende de ces actions seront affectées au poste "Report à nouveau". Dividendes distribués au titre des trois exercices précédents.

Conformément aux dispositions légales (article 243 bis du Code Général des Impôts), le dividende versé aux actionnaires de la Société au cours des trois derniers exercices clos a été le suivant :

(en milliers d'euros)	DIVIDENDE PAR ACTION	AVOIR FISCAL PAR ACTION
Exercice clos le 31 juillet 2011	0,60 €	---
Exercice clos le 31 juillet 2012	0,76 €	---
Exercice clos le 31 juillet 2013	0,82 €	---

Conformément à la loi de finance rectificative de la Sécurité Sociale du 28 juillet 2011 et plus précisément au dispositif relatif à la prime de partage de la valeur ajoutée, qui stipule que toute hausse des dividendes versés aux actionnaires doit être accompagnée, en contrepartie, du versement d'une prime à tous les salariés des filiales françaises, le Groupe a signé post-assemblée générale du 31 janvier 2012 un accord permettant le versement d'une prime de 100 euros à chaque salarié français.

Note 2. — Conventions visées à l'article L.225-38 du code de commerce

Conformément à l'article L.225-40 du Code de commerce, les conventions visées à l'article L.225-38 du Code de Commerce seront soumises à l'approbation de l'Assemblée.

Il est précisé qu'au cours de l'exercice écoulé, la Société IGE+XAO SA a conclu trois nouvelles conventions autorisées par le Conseil d'administration:

Les Commissaires aux Comptes ont été dûment avisés de cette information qu'ils ont décrite dans leur rapport spécial.

Note 3. — Dépenses et charges non déductibles

Le montant des charges non déductibles des bénéficiaires assujettis à l'impôt sur les sociétés au sens de l'article 39-4 du Code Général des Impôts s'élève à 7 955 € au 31 juillet 2014.

Note 4. — Etat de la participation des salariés au capital social

Actionnariat salarié

Depuis la loi sur l'épargne salariale du 20 février 2001, prise en sa dernière modification par la loi Breton du 26 juillet 2005, et conformément à l'article L225-129-6 alinéa 2, tous les trois ans, les sociétés anonymes ont l'obligation légale de demander aux actionnaires de leurs sociétés de se prononcer sur un projet d'augmentation de capital réservé aux salariés lorsque les actions détenues par les salariés de la société ou de celles qui lui sont liées, au sens de l'article L 225-180 du Code de commerce, représentent moins de 3% du capital social.

En conséquence, lors de l'Assemblée Générale du 30 janvier 2015 statuant en la forme extraordinaire il sera demandé à l'ensemble des actionnaires de notre Société de se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés de notre Société.

Note 5. — Renouveaulement du programme de rachat d'actions

Le Conseil d'Administration propose de renouveler le programme de rachat d'actions conformément aux dispositions de l'article L225-209 du Code de Commerce permettant à la Société d'acquérir un nombre d'actions représentant jusqu'à 10% du nombre des actions composant le capital de la Société.

Le descriptif du programme de rachat d'actions est mis à disposition. Une synthèse du programme en cours au 31 juillet 2014 est présentée en point E note 1.

Note 6. — Allocation de jetons de présence

Conformément à l'article L.225-45 du Code de Commerce, le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale d'allouer à chaque Administrateur indépendant et/ou qui ne reçoit pas de rémunération directe d'une des filiales du Groupe IGE+XAO des jetons de présence d'un montant maximum de 6 600 euros.

Note 7. — Ratification de la rectification de la douzième résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 janvier 2013

Le Conseil d'Administration demande à l'Assemblée Générale de bien vouloir ratifier la rectification d'une erreur de plume de la douzième résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 janvier 2013 à savoir « L'Assemblée Générale, constatation faite de la démission de Messieurs Bernard PARIS et Thierry DUBUT, respectivement co-Commissaire aux comptes titulaire et co-Commissaire aux comptes suppléant, décide de nommer d'une part Monsieur Marc LOPEZ, domicilié Espace Valentine B, 1 Montée de Saint-Menet, 13 011 MARSEILLE, en qualité de co-Commissaire aux comptes titulaire, et d'autre part la SARL DEREPA SASSO ORGANISATION, représentée par Monsieur Albert SASSO, domiciliée BP 3004, Porte de l'Arenas, 455 Promenade des Anglais, 06 201 NICE Cedex 03, en qualité de co-Commissaire aux comptes suppléant, et ce pour la période restant à courir, soit jusqu'à l'Assemblée statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 juillet 2016. »

Note 8. — Ratification de la rectification de la neuvième résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 janvier 2014

Le Conseil d'Administration demande à l'Assemblée Générale de bien vouloir ratifier la rectification d'une erreur de plume de la douzième résolution de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 janvier 2014 à savoir « L'Assemblée Générale après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration décide de renouveler en qualité de co-Commissaire aux Comptes titulaire le mandat de la société KPMG SA, sise 224 rue Carmin - 31670 Labège, et de nommer en qualité de co-Commissaire aux Comptes suppléant la société KPMG Sud Est, sise 480 avenue du Prado - 13260 Marseille, pour une durée de 6 exercices soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 juillet 2019, en remplacement de Monsieur Philippe SAINT-PIERRE en raison de l'expiration de son mandat. »

Note 9. — Ratification de la décision du Conseil d'Administration autorisant le changement d'adresse du siège social de la Société

Le Conseil d'Administration demande à l'Assemblée Générale de bien vouloir ratifier la décision du Conseil d'Administration en date du 10 juin 2014 autorisant le transfert du siège social de la Société du 25 boulevard Victor Hugo – Immeuble le Pythagore à Colomiers (31770) au 16 boulevard Déodat de Séverac à Colomiers (31770), et ce avec effet au 2 juin 2014.

D. Stratégie et tendances et politique de risque

Note 1. — Stratégie et tendances

L'objectif du Groupe IGE+XAO est de devenir le leader mondial de la conception assistée par ordinateur, du PLM et de la simulation dédiés à l'électricité. Pour ce faire, la stratégie du Groupe à moyen terme s'appuie sur quatre axes majeurs :

- l'innovation qui se manifeste notamment au niveau de la politique de R&D du Groupe ;
- l'ouverture de nouveaux marchés tant sur le plan international avec la création de nouvelles filiales que sur le plan de la diversification de son offre avec le lancement de nouvelles lignes de produits et de services;
- le renforcement des partenariats dans la continuité des actions développées jusqu'alors, avec notamment l'optimisation d'un réseau de distributeurs et d'apporteurs d'affaires en Asie;
- et la recherche d'opportunités de croissance externe visant à consolider la position du Groupe sur le marché de la CAO, du PLM et de la simulation électriques ou à apporter des offres complémentaires.

Note 2. — Politique de risque

La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière ou les résultats du Groupe.

Risque de liquidité

Au niveau du risque de liquidité, la Société considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir. En effet, le Groupe n'a aucun endettement bancaire. Au 31 juillet 2014, IGE +XAO dispose d'une solide situation de trésorerie.

Par ailleurs, les passifs financiers du Groupe ne sont assortis d'aucune clause particulière susceptible d'en modifier significativement les termes.

Risque de change

Chez IGE+XAO, le risque de change est lié essentiellement à des investissements dans des filiales étrangères et il se matérialise lors de la conversion des comptes de la filiale dans la devise de présentation de la société consolidante IGE+XAO (en Euro – impact en capitaux propres).

Le Groupe ne dispose pas de couverture de change pour l'instant mais pourra être conduit à contracter des couvertures si son exposition en devises venait à augmenter.

Les moyens mis en œuvre pour assurer la gestion du risque correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change ainsi qu'à une analyse régulière des risques avec la Direction.

La société d'exploitation française du Groupe IGE+XAO achète des prestations de production de logiciels et /ou des prestations de service aux sociétés polonaise, bulgare, danoise, chinoise, malgache, tunisienne et marocaine du Groupe et vend aux sociétés de commercialisation du Groupe des logiciels et des prestations de maintenance à des fins de distribution.

Risque de taux

Le Groupe IGE+XAO n'est pas exposé à ce jour à des risques de taux.

Au 31 juillet 2014, le solde d'emprunt du Groupe à plus d'un an est limité puisqu'il s'élève à 657K€. Les emprunts contractés dans le passé et en cours ont été faits en euros sur la base d'un taux fixe. IGE+XAO n'utilise aucun instrument dérivé de taux.

Compte tenu du développement de son activité internationale, IGE+XAO pourra être conduit à contracter des prêts dans les différents pays où le Groupe sera implanté.

Risque sur actions

La politique du Groupe à ce jour est de rémunérer sa trésorerie avec une prise minimale de risques soit essentiellement par des comptes à terme d'une durée de 60 mois et des bons à moyen terme négociables d'une durée variant de 60 mois (cf. Note 11 des comptes sociaux d'IGE+XAO SA).

Dans les années à venir, le Groupe pourrait être conduit à recourir à des produits de placement plus complexes.

Risque de crédit

Dans le cadre de son activité, le Groupe n'est pas susceptible d'octroyer un crédit. A la clôture, le Groupe n'a pas identifié de risque de crédit significatif sur ses actifs échus non provisionnés.

Par ailleurs, au niveau du risque clients, l'analyse suivante peut être faite :

- les grands comptes présentent peu de risques d'insolvabilité ;
- les clients de taille PME/PMI présentent un risque d'insolvabilité plus élevé, contrôlé par une cellule interne de recouvrement. Les risques éventuels relevés font l'objet de dépréciations.
- aucun compte client n'engendre un volume d'activité annuel supérieure à 6% du montant du chiffre d'affaires.

Au 31 juillet 2014, les pertes sur créances non dépréciées représentent moins de 1% du chiffre d'affaires de l'exercice.

Risques juridiques

A sa connaissance, IGE+XAO n'encourt pas de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir ou aurait eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Risques liés à l'image et à la réputation

La réputation et l'image de la Société peuvent être compromises à tout moment. Aucune entreprise ne saurait être à l'abri d'un événement indésirable, lié à l'utilisation d'un produit ou à un comportement individuel critiquable.

Le Conseil d'Administration réfléchit à la mise en place d'une charte de déontologie qui rappellera notamment les règles de conduite qui font l'intégrité et l'éthique d'IGE+XAO.

Note 3. — Assurances

Politique générale d'assurance du Groupe

L'objectif de la politique d'assurance est de protéger le patrimoine du Groupe de la survenance de risques significatifs identifiés qui pourraient l'affecter. Ce transfert de risque s'intègre dans le processus de gestion des risques du Groupe.

Responsabilité civile des mandataires sociaux

Le Groupe bénéficie d'un programme d'assurance responsabilité civile des dirigeants et mandataires sociaux.

E. Capital social et Gouvernement d'Entreprise

Note 1. — Informations concernant le capital social

Droits de vote et nombre de droits

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué :

- à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire ;
- aux actions nominatives attribuées à un actionnaire, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Ce droit de vote double cessera de plein droit pour toute action convertie au porteur ou transférée en propriété. Néanmoins, n'interrompt pas le délai de deux ans fixé ou conserve le droit acquis, tout transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs, au profit d'un conjoint ou d'un parent successible.

La fusion de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la société absorbante, si les statuts de celle-ci l'ont institué.

Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Il n'y a pas de clause statutaire ou d'accord entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote.

La Société n'a pas conclu d'accords qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société (sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts).

Il n'y a pas de pouvoir du Conseil d'administration autres que ceux mentionnés dans le présent rapport financier annuel.

Il n'y a pas d'accord au sein d'IGE+XAO SA prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'Administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique.

Détention d'actions et franchissement de seuil

Toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui viendrait à posséder, directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'une ou plusieurs personnes morales qu'elle contrôle au sens de l'article L.233.3 du Code de Commerce, un nombre d'actions ou de droits de vote représentant deux (2) pour cent du capital ou des droits de vote de la société ou tout multiple de ce pourcentage et ce même si ce multiple dépasse le seuil légal de 5 % devra, selon l'article 8 des statuts, notifier à la société le nombre total d'actions ou de droits de vote qu'elle possède par lettre recommandée avec accusé réception au siège social de la société dans un délai de 15 jours à compter du franchissement de l'un de ces seuils. Cette obligation d'information s'applique dans les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa précédent chaque fois que la fraction du capital détenue devient inférieure à l'un des seuils prévus à l'alinéa ci-dessus.

En cas de non-respect de ces dispositions, les participations en capital ou droit de vote excédant le seuil donnant droit à déclaration seront privés du droit de vote pour toute assemblée d'actionnaires qui se tiendra jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification, si cette privation est demandée par un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble ou séparément 2 % au moins du capital ou des droits de vote de la Société.

Identité des principaux actionnaires à la clôture de l'exercice social

L'information a été établie sur la base des notifications reçues par la Société en application de l'article L 233-7 du Code de commerce.

Au dernier jour de l'exercice social clos le 31 juillet 2014, la situation était la suivante :

	% DU CAPITAL	% DE DROITS DE VOTE
2 à 5 %	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Allianz Global Investors Luxembourg SA ▪ Ennismore Fund Management ▪ Siparex ▪ Proxinvest ▪ Robert Grèzes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ennismore Fund Management ▪ Siparex ▪ ALTO INVEST ▪ Robert Grèzes ▪ Equity Europe
5 à 10 %	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Amiral Gestion ▪ ALTO INVEST ▪ ODYSSEE VENTURE ▪ Charles Baudron ▪ IRDI Midi-Pyrénées 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Amiral Gestion ▪ ODYSSEE VENTURE
10 à 15 %	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Alain Di Crescenzo 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Charles Baudron ▪ IRDI Midi-Pyrénées
15 à 20 %	--	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Alain Di Crescenzo
20 à 25 %		
25 à 33 1/3 %	--	
33 1/3 à 50 %	--	--
50 à 66 2/3 %	--	--
66 2/3 % à 90%	--	--
90 à 95 %	--	--
Plus de 95 %	--	--

Le 3 juillet 2014, la société Alto Invest a déclaré avoir franchi en baisse le seuil de 5% des droits de vote de la société IGE+XAO SA, après avoir déclaré l'avoir franchi successivement en hausse le 30 avril 2014 et en baisse le 3 mars 2014.

Le 27 juin 2014, la société Allianz Global Investors Luxembourg SA a déclaré avoir franchi en hausse le seuil de 2% du capital social de la société IGE+XAO SA.

Le 16 juin 2014, la société Ennismore Fund Management a déclaré avoir franchi en hausse les seuils de 2% du capital social de la société IGE+XAO SA et de 2% de ses droits de vote le 4 juin 2014 et le seuil de 4% du capital social.

Le 2 juin 2014, la société IRDI a déclaré avoir franchi en baisse les seuils de 20% et 15% des droits de vote et 10% du capital social de la société IGE+XAO SA.

La société Amiral Gestion a déclaré avoir franchi en hausse le seuil de 5% des droits de vote de la société IGE+XAO le 3 avril 2014, après avoir déclaré l'avoir franchi à la baisse le 10 mars 2014.

Le 12 novembre 2014, la société Odyssee Venture a déclaré avoir franchi en baisse le seuil de 10% du capital social de la société IGE+XAO SA.

Aucun autre actionnaire ne possède, à la connaissance de la Société, plus de 2 % du capital social ou des droits de vote à la clôture de l'exercice.

A la connaissance de la Société, aucune autre modification significative dans la détention du capital social ou des droits de vote n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 31 juillet 2014.

Etat de la participation des salariés au capital social

- Actionnariat salarié

Depuis la loi sur l'épargne salariale du 20 février 2001, prise en sa dernière modification par la loi Breton du 26 juillet 2005, et conformément à l'article L225-129-6 alinéa 2 du Code de Commerce, tous les trois ans, les sociétés anonymes ont l'obligation légale de demander aux actionnaires de leurs sociétés de se prononcer sur un projet d'augmentation de capital réservé aux salariés lorsque les actions détenues par les salariés de la société ou de celles qui lui sont liées, au sens de l'article L 225-180 du Code de commerce, représentent moins de 3% du capital social.

Constatant que le pourcentage d'actions détenues par le personnel salarié au sein de notre capital social au sens de l'article L 225-180 du Code de commerce est inférieur à 3 %, l'Assemblée Générale, statuant en la forme extraordinaire, sera invitée à se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés de notre Société.

- Plan d'options d'achat d'actions : transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instrument de capitaux propres

Néant

Autorisation d'achat et de vente de ses propres actions par la Société

S'agissant du rachat d'actions, il est demandé aux actionnaires d'autoriser le Conseil d'Administration à acquérir des actions de la Société dans la limite de 10% du nombre d'actions composant le capital social de la Société conformément à l'article L225-209 du Code de Commerce, cette limite légale comprenant les actions auto-détenues par la Société dans le cadre des précédentes autorisations de rachat d'actions propres.

La loi 2005-842 du 26 juillet 2005 a supprimé la note d'information visée par l'AMF sur les programmes de rachat d'actions. L'information préalable du public se fait par un descriptif du programme qui doit être publié préalablement à la réalisation du programme. L'acquisition des actions doit respecter les dispositions édictées par le Règlement Européen 2273/2003 et par l'AMF, savoir :

- rachats d'actions réalisés en vue d'opérations de croissance externe notamment fusion, ou offre publique d'échange
- rachats d'actions effectués dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement et respectant les principes énoncés dans la charte de déontologie de l'AFEI

Dans sa séance du 26 juin 2012, le Conseil d'Administration, faisant usage des pouvoirs conférés par l'Assemblée Générale Mixte du 31 janvier 2012, a décidé de réduire, à compter du 26 juin 2012, le capital social de la Société IGE+XAO SA par annulation de 154 000 actions représentant 9,9% du capital social.

Par ailleurs, suite à cette opération et conformément aux dispositions de l'article L 225-211 du Code de commerce , il est précisé que, dans le cadre des autorisations données lors des différentes assemblées générales ordinaires (la dernière datant du 24 janvier 2014) d'intervenir sur le marché des actions de la Société en vue des objectifs décrits dans notre plan de rachat d'actions, 4 598 (0,32%) actions de la Société étaient détenues par la Société au 31 juillet 2014.

Les mouvements sur l'exercice 2013/2014 s'analysent comme suit :

INFORMATIONS	FLUX BRUTS CUMULES			POSITIONS OUVERTES						
	ACHATS	VENTES	ANNULAT ^o	AU JOUR DU DEPOT DE LA NOTE D'INFORMATION						
				POSITIONS OUVERTES A L'ACHAT			POSITIONS OUVERTES A LA VENTE			
				CALL ACHETES	PUT VENDUS	ACHATS A TERME	CALL VENDUS	PUT ACHETES	VENTES A TERME	
Nombres de titres	15 054	14 254	0	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	
dont titres destinés à la remise en paiement ou en échange ou à être cédés ou annulés	0	0	37	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	
dont titres affectés au contrat de liquidité	15 054	14 254	0	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	
dont titres affectés au bénéfice du personnel salarié				Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	
dont transferts	0	0	-37							
Cours moyen des transactions	58,76	56,57	0	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	
Montant	884 576	806 414	0	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	

Les mouvements sur l'exercice 2012/2013 s'analysent comme suit :

INFORMATIONS	FLUX BRUTS CUMULES			POSITIONS OUVERTES						
	ACHATS	VENTES	ANNULAT ^o	AU JOUR DU DEPOT DE LA NOTE D'INFORMATION						
				POSITIONS OUVERTES A L'ACHAT			POSITIONS OUVERTES A LA VENTE			
				CALL ACHETES	PUT VENDUS	ACHATS A TERME	CALL VENDUS	PUT ACHETES	VENTES A TERME	
Nombres de titres	15 726	15 425	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	
dont titres destinés à la remise en paiement ou en échange ou à être cédés ou annulés	576	--	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	
dont titres affectés au contrat de liquidité	15 150	15 425	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	
Cours moyen des transactions	39,36	39,38	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	
Montant	619 023	607 396	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	

Les mouvements sur l'exercice 2011/2012 s'analysent comme suit :

INFORMATIONS	FLUX BRUTS CUMULES			POSITIONS OUVERTES					
	ACHATS	VENTES	ANNULAT ^o	AU JOUR DU DEPOT DE LA NOTE D'INFORMATION					
				POSITIONS OUVERTES A L'ACHAT			POSITIONS OUVERTES A LA VENTE		
				CALL ACHETES	PUT VENDUS	ACHATS A TERME	CALL VENDUS	PUT ACHETES	VENTES A TERME
Nombres de titres	155 574	11 874	154 000	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
dont titres destinés à la remise en paiement ou en échange ou à être cédés ou annulés	143 863	--	154 000	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
dont titres affectés au contrat de liquidité	11 711	11 874	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Cours moyen des transactions	26,63	27,98	26,31	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Montant	4 143 528	332 203	4 051 537	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

Répartition par objectif des titres détenus au 31 juillet 2014

INFORMATIONS	MONTANTS
Pourcentage de capital auto-détenu:	0,32%
Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	--
Nombre de titres détenus en portefeuille	
dont titres destinés à la remise en paiement ou en échange	752
dont titres affectés au contrat de liquidité	3 846
dont titres affectés au bénéfice du personnel salarié	--
Valeur comptable du portefeuille au 31 juillet 2014 en €	239 549
Valeur de marché du portefeuille au 31 juillet 2014 en €	273 351

Détails des options de souscription ou d'achat d'actions consenties au cours de l'exercice 2013/2014 envers les Mandataires sociaux

Néant.

Options consenties aux salariés non Mandataires sociaux les mieux allotés au cours de l'exercice 2013/2014

Néant.

Evolution du cours du titre au cours de l'exercice écoulé

Au titre des exercices 2014/2013, 2013/2012 et 2012/2011, nous avons pu suivre l'évolution du cours de l'action de la Société IGE+XAO, de la manière suivante :

MOIS	NOMBRE DE TITRES	CAPITAUX	COURS	COURS LE PLUS	COURS MOYEN
	ECHANGES	EN K€	LE PLUS BAS EN €	HAUT EN €	EN €
08/10	2 310	50	21,0	22,5	21,7
09/10	10 232	234	22,1	23,1	22,9
10/10	13 510	313	22,1	24,3	23,2
11/10	18 321	478	23,3	27,7	26,1
12/10	39 619	978	24,0	25,0	24,7
01/11	8 866	220	24,1	25,8	24,8
02/11	36 698	986	25,3	27,0	26,9
03/11	4 952	125	24,0	26,5	25,2
04/11	41 539	1 085	25,0	26,6	26,1
05/11	28 126	704	24,9	26,0	25,0
06/11	11 702	301	23,9	26,2	25,7
07/11	34 831	873	25,0	27,2	25,1
08/11	8 781	212	23,5	25,0	24,1
09/11	7 475	185	23,2	25,5	24,8
10/11	30 738	716	21,2	24,0	23,3
11/11	23 623	569	23,0	24,6	24,1
12/11	65 038	1 621	24,0	25,0	24,9
01/12	36 664	935	24,0	26,9	25,5
02/12	28 095	739	25,0	28,2	26,3
03/12	77 393	2 097	25,5	27,4	27,1
04/12	20 933	576	26,2	28,7	27,5
05/12	5 197	149	27,7	29,1	28,7
06/12	61 259	1 784	28,0	31,0	29,1
07/12	27 908	958	31,0	36,5	34,3
08/12	17 206	589	31,9	35,0	34,2
09/12	53 410	1 799	32,3	37,0	33,7
10/12	26 150	942	33,4	36,9	36,0
11/12	10 010	364	35,7	38,0	36,3
12/12	10 635	419	36,7	42,0	39,4
01/13	12 625	550	40,0	45,5	43,5
02/13	51 960	2 028	37,5	44,5	39,0
03/13	10 284	416	39,0	41,0	40,5
04/13	14 530	618	40,2	45,2	42,5
05/13	15 862	708	42,3	45,8	44,6
06/13	46 836	2 065	43,0	46,2	44,1
07/13	30 285	1 353	44,0	46,0	44,7
08/13	10 182	478	45,3	49,2	47,0
09/13	30 190	1 529	47,0	51,1	50,6
10/13	14 517	751	49,7	53,2	51,8
11/13	52 383	2 786	52,8	56,3	53,2
12/13	26141	1 476	55,0	58,9	56,5
01/14	34 191	2 058	57,2	61,5	60,2
02/14	32 683	2 020	58,8	64,1	61,8
03/14	45 474	2 722	56,3	63,0	59,8
04/14	40 268	2 540	60,8	65,5	63,1
05/14	30 688	1 819	57,4	61,0	59,3
06/14	60 397	3 805	57,5	65,5	63,0
07/14	15 015	936	58,8	65,6	62,3

Note 2. — Gouvernement d'entreprise

Règles en matière de nomination et remplacement d'un Administrateur

La Société est administrée par un Conseil composé de personnes physiques ou morales dont le nombre est fixé par l'Assemblée Générale Ordinaire dans les limites de la loi.

Toute personne morale doit, lors de sa nomination, désigner une personne physique en qualité de représentant permanent au Conseil d'Administration. La durée du mandat du représentant permanent est la même que celle de l'Administrateur personne morale qu'il représente. Lorsque la personne

morale révoque son représentant permanent, elle doit aussitôt pourvoir à son remplacement. Les mêmes dispositions s'appliquent en cas de décès ou démission du représentant permanent.

Pendant la durée de son mandat chaque Administrateur doit être propriétaire d'au moins une action de la Société.

Si, au jour de sa nomination, un Administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est d'office réputé démissionnaire s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois mois.

La durée des fonctions des Administrateurs est de six années, l'année étant la période qui sépare deux Assemblées Générales Ordinaires Annuelles consécutives. Le mandat d'un Administrateur prend fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit Administrateur.

A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

Lorsque le nombre des Administrateurs est devenu inférieur au minimum légal, les Administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'Assemblée Générale Ordinaire, en vue de compléter l'effectif du Conseil.

L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre Administrateur dont le mandat n'est pas expiré, ne demeure en fonction que pendant la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir.

Un salarié de la société peut être nommé Administrateur. Son contrat de travail doit toutefois correspondre à un emploi effectif. Il ne perd pas, dans ce cas, le bénéfice de son contrat de travail.

Le nombre des Administrateurs qui sont liés à la Société par un contrat de travail ne peut excéder le tiers des Administrateurs en fonction.

Le nombre des Administrateurs qui sont âgés de plus de 75 ans ne peut excéder le tiers des Administrateurs en fonction. Lorsque cette limite vient à être dépassée en cours de mandat, l'Administrateur le plus âgé est d'office réputé démissionnaire à l'issue de l'Assemblée Générale des actionnaires la plus proche.

Les Administrateurs sont toujours rééligibles ; ils peuvent être révoqués à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'Administrateurs, le Conseil d'Administration peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Les nominations effectuées par le Conseil, en vertu de l'alinéa ci-dessus, sont soumises à la ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Comités du Conseil d'Administration

Afin de préparer ses travaux, le Conseil d'Administration peut créer des comités.

Le Conseil d'Administration fixe par le présent Règlement le domaine de compétence de chaque Comité, ses attributions et sa composition ; il désigne le Président et les membres de chaque Comité. Les membres des Comités participent personnellement à leurs réunions, le cas échéant par des moyens d'audio communication ou de visioconférences.

A côté du Comité de rémunération créé depuis 2006, un Comité d'audit a été mis en place ; il a tenu sa première réunion opérationnelle sur la clôture des comptes consolidés clos au 31 juillet 2012.

Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous présentons la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux au 31 juillet 2014.

Alain Di Crescenzo :

Dénomination	Siège	Forme	Nature	Début	Fin
<u>Groupe IGE+XAO</u>					
IGE+XAO	France	SA	Président Directeur Général Président du Conseil d'Administration	29/01/98 30/01/04* 15/12/09*	
IGE	France	SA	Administrateur	30/01/04* 15/12/09*	
CAE Development	Danemark	ApS	Bestyrelse	23/05/08	
IGE+XAO Nordic	Danemark	A/S	Bestyrelse	06/01	
IGE+XAO North America	Canada	Inc	Administrateur	7/05/97*	
IGE+XAO UK	Angleterre	Ltd.	Director	1/02/99	
IGE+XAO Softwaren Vertriebs	Allemagne	GmbH	Geschäftsführer	6/12/00	
IGE+XAO Pologne	Pologne	z.o.o.	Vice Président	14/10/05	
IGE+XAO USA	USA	Inc	Chairman & CEO	07/12/07	
IGE+XAO Pays-Bas	Pays-Bas	B.V.	Bestuurder	01/08/07	
EHMS	France	SAS	Président	05/08/06	
S2E CONSULTING	France	SAS	Administrateur	04/09/06 01/12/08*	
COMPODATA	France	SA	Administrateur	25/01/07	30/07/10
IGE+XAO Chine ¹	Chine	Ltd	Administrateur	4/01/08	
IGE-XAO Tunisie	Tunis	SARL	Gérant	24/06/08	
IGE XAO Maroc	Casablanca	SARLAU	Gérant	24/06/08	
IGE+XAO Turquie ²	Istanbul	Ltd	Director	20/07/12	
IGE+XAO Madagascar	Antananarivo	SARL	Gérant	23/09/08	
IGE+XAO Italie	Bergamo	SRL	Administrateur unique	20/07/13	
<u>Hors Groupe</u>					
Banque Courtois	France	S.A.	Membre du Conseil de surveillance	02/12/05 12/05/06* 15/05/09*	
RSO	France	SA	Membre du Conseil de Surveillance	24/06/09	
Aéroport de Toulouse - Blagnac	France	SA	Vice Président du Conseil de Surveillance	21/06/2013	
SEM OPPIDEA	France		Administrateur	15/04/11	

¹ Nanjing IGE+XAO Electric Design Software Co. Ltd.

² IGE+XAO YAZILIM DAĞITIM LİMİTED ŞİRKETİ

³ IGE+XAO Hellas IKE

Charles Baudron :

Dénomination	Siège	Forme	Nature	Début	Fin
IGE	France	SA	Président Directeur Général Président du Conseil d'Administration	30/01/04* 15/12/09*	
IGE+XAO	France	SA	Administrateur	18/01/13*	
CAE Development	Danemark	ApS	Bestyrelse	23/05/08	
IGE+XAO Polska	Pologne	Z.O.O.	Président	14/10/05	
IGE+XAO Iberica	Espagne	S.L.	Président du Conseil d'administration	25/07/95	
IGE+XAO Balkan	Bulgarie	O.O.D.	Administrateur	16/12/94	
IGE+XAO UK	UK	Ltd.	Director	1/02/99	
COMPODATA	France	SA	Administrateur	25/01/07	30/07/10
EHMS	France	SAS	Administrateur	5/08/06	

Jean Baudron :

Dénomination	Siège	Forme	Nature	Début	Fin
IGE+XAO	France	SA	Administrateur	18/01/13*	
COMPODATA	France	SA	Administrateur	25/01/07	30/07/10
BEHI	France	SA	Administrateur	01/04/96	

Robert Grèzes :

Dénomination	Siège	Forme	Nature	Début	Fin
Winsoft Diffusion	France	SNC	Gérant		
IGE	France	SA	Administrateur	15/12/09*	
Mayridis Voyages	France	SARL	Gérant		

Pierre Revel –Mouroz :

Dénomination	Siège	Forme	Nature	Début	Fin
IGE+XAO	France	SA	Administrateur	15/12/09*	
IGE FINANCIERE SENIOR	France	SA	Administrateur	31/01/11	
MENDEL SAS FINANCIERE SENIOR	France	SAS	Administrateur	07/07/14	
MENDEL SAS CEVA-PHYLAXIA VETERINARY BIOLOGICALS CO. LTD	France	SAS	Directeur Général Délégué	07/07/14	
CEVA ANIMAL HEALTH LTD	Hongrie	Inc	Director	08/03/09	
CEVA ANIMAL HEALTH BULGARIA	Royaume-Uni	Ltd.	Director	03/06/08	
CEVA SALUTE ANIMALE S.P.A.	Bulgarie	Ltd.	Managing Director	28/03/05	
CEVA SANTE ANIMALE	Italie	S.P.A	Director	16/04/13	
PT CEVA ANIMAL HEALTH INDONESIA	Algérie	Ltd.	Director	20/06/12	
CEVA SALUD ANIMAL SA DE CV	Indonésie	Ltd.	President Commissioner	02/01/07	
CEVA HAYVAN SAGLIGI A.S.	Mexique	Ltd	Director	18/08/09	
CEVA U.S. HOLDINGS, INC.	Turquie	A.S	Director	30/04/10	
BIOMUNE COMPANY CEVA SANTE	USA	Inc.	Director	26/08/10	
ANIMALE EGYPT LTD	USA	Inc	Director	26/08/10	
CEVA ANIMAL HEALTH, LLC	Egypte	Ltd.	Director	18/10/06	
7969961 CANADA INC.	USA	Llc.	Director	25/03/13	
SOGIVAL LABORATORIES	Canada	Inc.	Director	14/09/11	
	USA	Inc.	Director	03/06/08	

Anne Varon :

Dénomination	Siège	Forme	Nature	Début	Fin
IGE+XAO	France	SA	Administrateur	18/01/13	

* *date de renouvellement*

Rémunérations et avantages reçus par les mandataires sociaux et les dirigeants

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte de la rémunération totale et des avantages de toute nature reçus, durant l'exercice, par chaque mandataire social. La rémunération des organes d'administration de la Société IGE+XAO pour l'exercice 2013/2014 se présente de la façon suivante (en €) :

REMUNERATIONS EN €	REMUNERATIONS BRUTES		AVANTAGES EN NATURE	JETONS DE PRESENCE	STOCK- OPTIONS	TOTAL	INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE
	PARTIE FIXE	PARTIE					
		VARIABLE*					
Alain Di Crescenzo	172 860	62 722	23 924	--	--	259 506	87 148
Charles Baudron	136 314	44 239	16 739	--	--	197 292	69 456
Autres Administrateurs	--	--	--	4 000	--	4 000	--
Total	309 174	106 961	40 663	4 000	--	460 798	156 604

La rémunération des organes d'administration de la Société IGE+XAO pour l'exercice 2012/2013 se présente de la façon suivante (en €) :

REMUNERATIONS EN €	REMUNERATIONS BRUTES		AVANTAGES EN NATURE	JETONS DE PRESENCE	STOCK- OPTIONS	TOTAL	INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE
	PARTIE FIXE	PARTIE					
		VARIABLE*					
Alain Di Crescenzo	169 476	60 897	24 532	--	--	254 905	80 824
Charles Baudron	137 013	41 079	21 336	--	--	199 428	65 912
Autres Administrateurs	--	--	--	3 800	--	3 800	--
Total	306 489	98 976	45 868	5 700	--	457 033	146 736

La rémunération des organes d'administration de la Société IGE+XAO pour l'exercice 2011/2012 se présente de la façon suivante (en €) :

REMUNERATIONS EN €	REMUNERATIONS BRUTES		AVANTAGES EN NATURE	JETONS DE PRESENCE	STOCK- OPTIONS	TOTAL	INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE
	PARTIE FIXE	PARTIE					
		VARIABLE*					
Alain Di Crescenzo	159 384	66 686	24 045	--	--	250 115	64 779
Charles Baudron	135 921	38 478	16 153	--	--	190 552	56 366
Autres Administrateurs	--	--	--	3 760	--	3 760	--
Total	295 305	105 164	40 198	3 760	--	444 427	121 145

* comprenant toute prime (de bilan, objectifs,...)

Monsieur Alain Di Crescenzo est Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de la Société IGE+XAO S.A.; il est rémunéré au titre de cette fonction (partie fixe) et perçoit une prime variable de bilan dont les modalités ne sont pas rendues publiques pour des raisons de confidentialité (Code MiddleNext). Il est par ailleurs titulaire d'un contrat de travail depuis le 1^{er} août 1988, actuellement suspendu du fait de l'exercice de son mandat social. Il ne reçoit pas de rémunération ou d'avantage en nature en provenance des autres filiales du Groupe.

Les conditions de détermination des indemnités de rupture du contrat de travail susceptibles d'être dues à Monsieur Alain Di Crescenzo, soumises à la procédure des conventions réglementées et approuvées par le Conseil d'administration en date du 29 juillet 2011 sont les suivantes : en cas de reprise de son contrat de travail et dans l'éventualité d'un licenciement sauf faute lourde ou grave, Monsieur Alain Di Crescenzo percevra une indemnité contractuelle de licenciement de 18 mois de salaires bruts si le licenciement est prononcé durant la première année de la reprise de son contrat de travail ou de 15 mois de salaires bruts si le licenciement est prononcé durant la deuxième année suivant la reprise de son contrat de travail ou au cours des années suivantes. Le versement de la part de cette indemnité correspondant à la fraction du montant excédant les indemnités légales et conventionnelles dues au titre de l'ancienneté de Monsieur Alain Di Crescenzo est soumis à la condition que le résultat opérationnel du Groupe déterminé suivant les normes IFRS soit au moins égal à 5% de son chiffre d'affaires à la clôture du dernier exercice dont les comptes auront été examinés par le Conseil d'Administration à la date de rupture du contrat de travail.

Monsieur Charles Baudron est Administrateur de la Société IGE+XAO et est titulaire d'un contrat de travail en sa qualité de Directeur Technique de la société Winsoft Elec Diffusion. Il n'a pas reçu de rémunération ou d'avantage en nature en provenance des autres filiales du Groupe.

Monsieur Jean Baudron, Madame Anne Varon et Monsieur Pierre Revel-Mouroz sont administrateurs non rémunérés de la société IGE+XAO SA et perçoivent à ce titre des jetons de présence.

Opérations réalisées par les dirigeants sur les titres IGE+XAO

En application de l'article L621-18-2 du Code Monétaire et Financier, sont déclarées ci-après les opérations suivantes réalisées par les dirigeants ou les personnes auxquelles ils sont étroitement liés sur l'exercice 2013/2014:

Dénomination sociale de la société	IGE+XAO SA		
Nom et prénom	Charles BAUDRON		
Qualité du déclarant	Administrateur - Directeur R&D		
Description de l'instrument financier	Actions		
Nature de l'opération	Cession		
Lieu de l'opération	Paris		
Dates des opérations	Quantité	Prix unitaire moyen	Montant brut en €
12/03/2014	1 123	58,9954	66 251,94
23/03/2014	4 008	60,7520	243 494,00
	5 131	60,3676	309 745,94

F. Informations environnementales et sociales

En 2013, IGE+XAO a souhaité mettre en place une démarche dite de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) et de Développement Durable. Pour mener à bien ce projet, un groupe de travail réunissant le personnel d'encadrement du Groupe a été constitué, conduit par les responsables Qualité et Finance, et un chef de projet, sous contrat en alternance (niveau Master), a été recruté. La première décision du Groupe de travail ainsi formé a porté sur le choix du référentiel ISO 26 000 et la consultation ponctuelle du référentiel GRI. Parallèlement, un diagnostic de lancement a été demandé à la société consultante Socotec. De ces premières mesures prises et moyens mis en place a découlé un plan d'actions qui a été lancé début 2014 et qui a permis l'élaboration du présent rapport, tant dans ses données qualitatives que quantitatives et sur l'ensemble des thématiques sociales, environnementales et sociétales requises par le décret d'application de l'article 225 de la loi Grenelle 2. Les données du rapport portent en priorité sur l'ensemble du Groupe IGE+XAO. Toutefois, lorsque l'information Groupe n'est pas disponible, le périmètre d'analyse est précisé. Par ailleurs, parce que l'activité d'IGE+XAO fait appel essentiellement à des prestations intellectuelles et ne nécessite peu ou pas de

matières premières, de consommables et / ou de transformation, certains critères sont non significatifs ou non applicables.

La collecte des informations s'est déroulée sur l'année fiscale d'IGE+XAO, c'est-à-dire du 1^{er} aout 2013 au 31 juillet 2014. Les définitions des principaux critères utilisés sont précisées au sein de l'annexe jointe en fin du présent rapport.

Note 1. — Les informations d'ordre social

Emploi

Caractéristique de l'effectif

Evolution de l'effectif

L'effectif a augmenté en 2013/2014 sous l'effet d'opérations de croissance externe, avec l'acquisition de 80% du capital social de la société Prosyst et la prise de contrôle de la société de diffusion de logiciels IGE+XAO Nordic A/S (de 49% à 100%).

Le Groupe compte 387 personnes inscrites au 31 juillet 2014 réparties dans 23 sociétés et implantés dans 17 pays.

○ Effectif par zone géographique total :

France	Europe hors France	Amériques	Afrique	Asie	Total
131	193	5	44	14	387
34%	50%	1%	11%	4%	100%

L'effectif correspond essentiellement à des ingénieurs en informatique et des commerciaux, population traditionnellement masculine (279 hommes soit 72% de l'effectif total).

○ Effectif par zone géographique à périmètre constant :

France	Europe hors France	Amériques	Afrique	Asie	Total
113	186	5	43	14	361
31%	51,5%	1,5%	12%	4%	100%

A périmètre constant, l'effectif du groupe a baissé passant de 373 sur l'année 2012/2013 à 361.

○ Embauches et départs

	31 juillet 2013	Entrée du à une variation de périmètre	Transferts	Entrées	Sorties	31 juillet 2014
Dans le Groupe	374	26	0	42	(55)	387
Europe hors France	192	7	(1)	25	(30)	193
En France	118	18	1	6	(12)	131
Autres Zones	64*	1	0	11	(13)	63

Le nombre de licenciements sur l'exercice 2013/2014 est de 4 sur le Groupe. Le délai de préavis minimum est déterminé en fonction de la convention collective locale ou à défaut est fonction de la législation locale.

*Le salarié technicien de surface de la filiale malgache n'avait pas été compris dans l'effectif 2012/2013.

Effectif, âge et ancienneté

○ Effectif par âge au 31 juillet 2014 (calculé à partir de la date de naissance des salariés):

Tranches	En France	Dans le Groupe
20-30 ans inclus	23	118
31-50 ans inclus	93	237
51 ans et plus	15	32
Total	131	387

L'âge moyen de l'effectif dans le Groupe s'élève à 37 ans. L'effectif comprend à la fois du personnel stable et du personnel jeune qui a rejoint les sociétés du Groupe au fil de sa croissance.

○ Ancienneté par zone géographique :

Tranches	En France	Dans le Groupe
Moins de 5 ans	40	168
De 5 à 15 ans inclus	53	152
Plus de 15 ans	38	67
Total	131	387

Rémunérations

Masse salariale ^{Def 2}



Figure 1 : Masse salariale (en Million d'euros)

La masse salariale du Groupe a augmenté de 4% entre 2012/2013 et 2013/2014, passant de 13,1 million d'euros à 13,6 million d'euros.

La masse salariale en France (hors sociétés en joint-venture et à périmètre constant) est stable sur les 3 dernières années et s'établit à 6,8 million d'euros.

Les salaires sont fixés par chaque société du Groupe en fonction des niveaux de rémunération locaux pour un poste équivalent. Parallèlement, une revue annuelle et individuelle des rémunérations est effectuée au niveau du Groupe sur la base d'une évaluation objective des rémunérations et pouvant aboutir à des propositions de correction en cas de déséquilibres constatés.

Egalité des rémunérations

IGE+XAO s'emploie à respecter le principe d'égalité des rémunérations - tel que défini par l'Organisation International du Travail : « le salaire ou traitement ordinaire, de base ou minimum, et tous autres avantages, payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier » et qui s'entend de « l'égalité de rémunération entre la main-d'œuvre masculine et la main-d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale » - et étend ce principe à toute autre origine de discrimination.

Participation ^{Def 3}

En France, un accord de participation a été mis en place en 2001.

Treizième mois

Un accord portant sur l'instauration d'un 13^{ième} dans les sociétés françaises du Groupe (appartenant à l'Union Economique et Sociale) est effectif depuis le 31 juillet 2014 après une mise en place progressive sur 3 ans.

Les salariés des filiales espagnole et italienne bénéficient d'un 13^{ième} et d'un 14^{ième} mois, les salariés de la filiale tunisienne bénéficient d'un 13^{ième}.

Autres données

Le Groupe IGE-XAO participe, selon les lois et les usages de chaque pays, à des régimes de retraite et d'aménagement de fin de carrière, ainsi qu'à des régimes de prévoyance offrant différentes garanties complémentaires à ses collaborateurs.

Les salariés en France bénéficient, au-delà de la couverture légale, de deux systèmes obligatoires complémentaires de protection sociale. Le premier système est une mutuelle souscrite par la société dans le cadre d'un contrat collectif. Cette mutuelle est obligatoire au premier jour d'entrée dans le Groupe. Les salariés ont la possibilité d'y faire adhérer les membres de leur famille. La cotisation du salarié fait l'objet d'un financement partiel par la Société. Le second système est un régime de prévoyance obligatoire pour tous les salariés.

Par ailleurs, en France comme dans certaines filiales des congés exceptionnels sont octroyés aux salariés, pour événements familiaux notamment.

L'organisation du travail

L'organisation du travail du Groupe est empreinte de celle appliquée au sein des sociétés françaises dans le respect des réglementations locales ; la communication interne du Groupe vise à transmettre les valeurs et principes du vivre et travailler-ensemble qui sont ceux prônés en France et que l'on retrouve édictée dans les 8 conventions fondamentales de l'Organisation International du Travail (cf. ci-après).

Organisation du temps de travail

IGE-XAO respecte les obligations légales et contractuelles en matière d'horaires de travail dans chacune de ses filiales. Le temps de travail est fonction du contexte local et de l'activité.

Les durées hebdomadaires de travail ^{Def 4} au sein des sociétés du Groupe répondent aux législations locales et varient entre 37 heures et 44 heures.

Les sociétés françaises du Groupe appliquent la Loi sur la Réduction du Temps de Travail (35 heures) depuis décembre 1999, par le biais de jours de Réduction du Temps de Travail (RTT).

Les collaborateurs qui ont fait le choix de travailler à temps partiel appartiennent aussi bien à la catégorie des cadres qu'à celle des salariés non cadres.

Le nombre de collaborateurs à temps partiel est de 9 en France et de 22 pour l'ensemble du Groupe au 31 juillet 2014.

Absentéisme

Taux d'absentéisme (^{Def 5}) pour les sociétés du Groupe en 2013/2014:

Tranches	En France		En Europe hors France		Dans le Groupe	
Effectif total	131		193		387	
% testés	100%		100%		100%	
Taux par sexe	H	F	H	F	H	F
	0,9%	3,7%	2,5%	6%	1,6%	4,8%
Taux Abs	1,6%		3,5%		2,5%	

L'élargissement du périmètre des sociétés consolidées n'a pas eu d'impact significatif sur la détermination du taux d'absentéisme du Groupe.

Le taux d'absentéisme est plus élevé chez les femmes (4.8% au niveau du Groupe et 3.7% en France) que chez les hommes (1.6% au niveau du Groupe et 0.9% en France) en raison principalement des absences non remplacées liées à la maternité et aux enfants.

Relations sociales

Organisation du dialogue social

Organisation du dialogue dans le Groupe

Le Groupe est convaincu qu'un environnement favorable à l'épanouissement des travailleurs constitue un facteur de réussite reconnu pour la performance de l'entreprise.

La qualité du climat social au sein du Groupe est le fruit d'un dialogue régulier entre la Direction, les salariés et leurs représentants. Ainsi, en général, le Groupe reconnaît l'importance des institutions permettant le dialogue social en France comme à l'international. Le Groupe respecte le droit des travailleurs à constituer leurs propres organisations pour faire valoir leurs intérêts et mener des négociations collectives. Lorsqu'il existe des organisations type délégué du personnel, l'entreprise assure l'accès aux locaux, aux outils nécessaires et aux informations pour leur permettre de jouer leurs rôles. De plus, IGE+XAO incite à la tenue des réunions de consultation.

Des réunions générales d'information annuelles et semestrielles sont organisées au cours desquelles les résultats du Groupe tant quantitatifs que qualitatifs mais aussi les valeurs du Groupe sont présentés à l'ensemble du personnel d'encadrement du Groupe. Le but est de fédérer le personnel autour de valeurs communes et de favoriser la relève collective des défis du Groupe.

L'entreprise planifie ainsi :

- Informations opérationnelles au niveau du Groupe
NB : sur l'organisation de la Société et du Groupe, cf. Rapport du Président sur la Gouvernance d'entreprise
- Une réunion plénière annuelle à destination des managers au siège social d'IGE+XAO (réunion Kick-off) au cours de laquelle sont exposés la stratégie et les objectifs du Groupe; les responsables des sites rapportent ensuite à l'ensemble de leur personnel le contenu de cette réunion.
- Une information semestrielle sur la situation économique du Groupe donnée oralement et retransmise par Web conférence aux sites français au cours de laquelle sont présentées entre autres les valeurs du Groupe (ouverture, audace, dynamisme, professionnalisme et discrétion).
- Des réunions mensuelles téléphoniques réunissant le personnel encadrant de chaque site.

Gestion des ressources humaines au niveau Groupe

- Un tableau d'affichage, illustré de tous les événements sociaux intervenus au cours du trimestre sur les sites.
- Une généralisation de la politique d'entretien individuel et de gestion des carrières (une fois par an) permettant une meilleure approche de l'adéquation des postes et conditions de travail aux attentes du personnel ainsi que l'appréciation du bien-être au travail.
- Un recours à des experts extérieurs pour se conformer aux obligations légales et contractuelles en matière de rémunération dans toutes les filiales du Groupe.
- La base « staff management » qui permet un recensement des effectifs et un suivi des fiches de poste dans le Groupe.

En France :

- Organisation de petits déjeuners mensuels sur chaque site en France, espace-temps favorisant l'échange informel pour le personnel. Cette mesure tend à se généraliser dans le Groupe.
- Un système de parrainage pour chaque nouveau salarié afin de faciliter son intégration au sein du Groupe. Le parrain a pour rôle de répondre aux interrogations concernant la société et son fonctionnement dans la vie quotidienne.

- La base « Staff » permet à tout le personnel d'avoir accès aux accords, aux informations pratiques,...

Liberté syndicale et exercice du droit syndical

IGE+XAO s'efforce de faire respecter le principe de la liberté d'association et du droit de négociation collective au sein du Groupe, dans le respect des droits locaux applicables, des bases juridiques et des cadres institutionnels en place.

En France, une Union Economique et Sociale, regroupant l'effectif de 4 sociétés (118 personnes), a été signée en 2005, afin de favoriser l'unité et l'efficacité de la représentation du personnel. Ainsi, une délégation unique est apparue, composé du Comité d'Entreprise et des représentants du personnel. Le Comité d'Entreprise est rattachée à un syndicat (Force Ouvrière). Des représentants du personnel sont présents sur les quatre principaux sites français. Ils sont au nombre de 3 représentants Cadre et 2 représentants ETAM ainsi que leurs suppléants. La réunion mensuelle de DUP (Délégation Unique du Personnel) fait l'objet d'une diffusion générale. Par ailleurs, des permanences sont effectuées une fois par mois : une heure sur Colomiers et une heure sur un autre site français.

En Pologne, des réunions sont organisées avec la Direction et les représentants du syndicat. Les sujets sont multiples : règlement intérieur, règlement du fonds social, licenciement du personnel, l'ouverture de nouveaux postes,...

Dans la plupart des autres pays, du fait du faible effectif le dialogue se fait directement avec les salariés.

Bilan des accords collectifs

Au sein d'IGE-XAO France, il existe six accords :

- | | |
|---|------|
| ○ Parité homme /femme: recrutement formation et promotion | 2013 |
| ○ Prime dividende | 2012 |
| ○ 13 ^{ième} mois | 2011 |
| ○ Participation | 2000 |
| ○ Unité Economique et Sociale | 2000 |
| ○ 35 heures | 1999 |

Œuvres sociales

La Direction alloue en France chaque année en marge du budget de fonctionnement du Comité d'Entreprise un budget Œuvres sociales qui est utilisé aux principales fins suivantes :

- Les cadeaux de Noël pour les enfants des salariés et des bons d'achats pour les salariés sans enfant,
- L'assistance juridique,
- Les activités (une à deux par an) : sorties bowling, football...
- La communication sur la participation au plan culturel avec la mairie de Colomiers,
- La solidarité envers un salarié en cas de problème grave et envers des associations (secours populaire, course « courbe du 31 » au profit de la lutte contre le cancer),
- La vente à prix coutant pour des spectacles, événements,
- La proposition de prestation de services pour la location de résidences de vacances à prix CE,...

En Pologne, il existe un fonds social obligatoire régi à la fois par la loi qui précise la nature des prestations et par un règlement intérieur signé par la Direction et l'organisation syndicale représentée dans la société. Un plan d'allocation annuel est arrêté qui porte principalement sur les sujets suivants : participation aux vacances, aux activités culturelles et sportives, prêt au personnel avec intérêt préférentiel, budget pour événements graves touchant le personnel.

Santé et sécurité

Conditions d'hygiène et sécurité

Le métier et les activités du Groupe essentiellement intellectuelles n'exposent pas le personnel d'IGE+XAO à de nombreux risques professionnels et n'appellent pas de conditions d'hygiène et de sécurité particulières. Les trois principaux risques professionnels sont les risques psycho-sociaux, les risques routiers pour les commerciaux et les risques de troubles musculo-squelettiques liés à l'ergonomie du plan de travail. A cet égard, en France, le Groupe s'est engagé dans une meilleure gestion des risques psycho-sociaux depuis 2013 avec pour objectif de maintenir à un niveau faible les principaux indicateurs de santé et sécurité, notamment le taux d'absentéisme et le nombre d'accidents du travail. Un des premiers axes d'analyse consiste à mieux appréhender chaque poste de travail et par suite les facteurs générateurs de stress. Dans cette optique et à l'initiative du CHSCT (cf. ci-après), il est prévu de procéder à des interviews filmées de salariés et de diffuser ces dernières auprès des autres départements. Un premier film est en cours de réalisation auprès des commerciaux.

En France, un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) est en place pour représenter l'ensemble des salariés France. Celui-ci se réunit tous les trimestres. Parallèlement, un tableau des risques professionnels est actualisé une fois par an par le CHSCT. Il référence pour chaque site tous les risques et les actions réalisés dans l'année pour pallier ces risques.

Par ailleurs, IGE-XAO France a généralisé le programme de formation de Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) afin de disposer, sur chacun de ses sites en France, de collaborateurs capables d'intervenir immédiatement après tout accident. Ainsi en 2014, 4 des 11 collaborateurs qui ont bénéficié d'une formation initiale de SST ont eu une formation de recyclage. De plus, des formations extincteurs et guide-files et serre-files sont effectuées sur chaque site en France.

Dans la majorité des pays européens dans lesquels IGE+XAO est implanté, la prévention des risques est prise en compte :

- En Allemagne et aux Pays-Bas, la filiale a l'obligation de disposer d'un salarié sauveteur formé et soumis à une validation annuelle.
- La filiale espagnole dispose d'une assurance accident pour les premiers secours (FREMAP) et fait appel, de par la loi, à une entreprise en prévention des risques au travail, équivalent de la médecine du travail en France ; celle-ci, GRUPO MGO, forme le personnel aux risques mais également permet une visite médicale annuelle et des tests sanguins.
- En Italie, tous les salariés du site suivent une formation de sécurité au travail recyclée tous les 5 ans.
- En Pologne, une personne est responsable de la santé et la sécurité au travail mais la formation de secouriste n'est pas obligatoire.

En termes de Médecine du travail, en France, les salariés sont soumis à des visites de contrôle obligatoires lors de :

- l'embauche,
- la reprise du travail d'un salarié en congé parental,
- la reprise du travail d'un salarié après un arrêt maladie de plus de 30 jours ou après un accident du travail suivi d'un arrêt de travail

Une surveillance médicale peut être instaurée pour un employé : surveillance classique (visite tous les 2 ans) ou surveillance renforcée (visite tous les ans). Par ailleurs, le médecin du travail peut procéder des visites ponctuelles de l'entreprise, afin de vérifier que les locaux sont sains ou que les positions des salariés au travail sont bonnes. Une telle visite a eu lieu lors de l'emménagement dans les nouveaux bureaux du siège en juin 2014. Par ailleurs, le médecin du travail participe aux réunions du CHSCT.

En Pologne, les visites de contrôle médical sont obligatoires lors de l'embauche, après un arrêt maladie de plus de 30 jours et pendant la durée du contrat périodiquement.

Accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité au travail

Néant

Accidents du travail

En 2013/2014, il y a eu un accident du travail (^{Def 6}) enregistré et déclaré par les sociétés du Groupe. L'accident a eu lieu en janvier 2014 en France ; la salariée s'est tordue la cheville en se relevant de sa chaise. Suite à l'accident, 3 jours d'arrêt de travail ont été préconisés.

L'impact des accidents du travail est analysé en fonction de taux dits de fréquence (TF) ^{Def 7} et de gravité (TG) ^{Def 7} :

Les chiffres de 2012 de l'INRS dans le secteur du service I montrent un TF de 7.2 et un TG de 0.3.

Au sein du Groupe IGE+XAO, le TF est de 1,6 et le TG de 0,005, ces taux sont donc très faibles.

$$\mathbf{TF1= TF2 = (1/640351)*1000000= 1.56}$$

$$\mathbf{TG = (3 / 640351)*1000 = 0.0047}$$

Le respect des dispositions des conventions fondamentales de l'OIT

Les 8 conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail ont toutes été ratifiées par la France et par 12 pays dans lesquels IGE+XAO est implanté.

	Conventions ratifiées (8)	Liberté syndicale (2)	Travail forcé (2)	Discrimination (2)	Travail des enfants (2)
Pays-Bas					
Allemagne	8	2	2	2	2
Bulgarie	8	2	2	2	2
Canada	6	1	2	2	1
Chine	4	0	0	2	2
Danemark	8	2	2	2	2
Espagne	8	2	2	2	2
France	8	2	2	2	2
Italie	8	2	2	2	2
Madagascar	8	2	2	2	2
Maroc	7	1	2	2	2
Pays-Bas	8	2	2	2	2
Pologne	8	2	2	2	2
Suisse	8	2	2	2	2
Tunisie	8	2	2	2	2
UK	8	2	2	2	2
USA	2	1	0	0	1

Source : OIT Données comparatives sur les ratifications

Formation

Deux types de formation sont pris en compte au niveau du Groupe: formation interne et formation externe.

Nombre total d'heures de formation

Sur l'année 2013/2014, le nombre d'heures de formation a été de 6 297,5 heures dans le Groupe.

Nombre d'heures de formation	En France	Dans le Groupe hors France
Interne	1238,5	2819,5
Externe	782,5	1457,0
Hommes	1709,5	3143,0
Femmes	311,5	1133,5
Total	2021,0	4276,5

Programmes spécifiques de formation professionnelle destinés aux salariés

L'intégration du personnel dans le Groupe et sa formation font l'objet d'un programme au sein des ressources humaines d'IGE+XAO :

En France, un livret d'accueil est remis aux nouveaux salariés dans lequel est décrit l'organisation du Groupe et certains aspects pratiques de fonctionnement. Un livret d'accueil international est en projet. Les formations internes concernent essentiellement l'adaptation au poste de travail et du déploiement de compétences internes :

- « Parcours nouveaux arrivants » : 70h de prise en main du poste et de découverte de l'environnement de travail (en France),
- Nouvelle version / produit du Groupe (dispensée également à l'international),
- Réadaptation au poste de travail après un arrêt maladie longue durée (en France).

Les formations externes permettent d'acquérir des compétences liées à l'emploi ou au développement personnel. Cette catégorie est à la « disposition » des salariés qui choisiront d'utiliser ou non leur droit à la formation dans le cadre de leur développement personnel. Le Groupe IGE+XAO s'est toujours efforcé d'encourager les salariés à consommer leur crédit d'heures pour éviter de rester sur le plafond des 120 heures.

Diversité et égalité des chances

De façon générale, IGE+XAO proscrit toute discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion politique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale, qui a pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de chances ou de traitement en matière d'emploi ou de profession au sens défini par l'Organisation Internationale du Travail et s'efforce de promouvoir l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession.

A cette fin, plusieurs mesures ont été prises ou sont en cours d'élaboration :

- Un accord de parité a été signé en 2013.
- Un plan senior a été mis en place en 2008 avec pour principaux objectifs :
 - Le maintien dans l'emploi des salariés de 55 ans et plus avec un objectif de 3% en France ;
 - L'anticipation de l'évolution des carrières professionnelles ;
 - Le développement des compétences, des qualifications et accès à la formation ;
 - La transmission des savoir-faire et des compétences ;
 - Le développement du tutorat.

Actuellement, 3,8% des salariés de France ont plus de 55 ans.

- La procédure de l'entretien individuel annuel a été généralisée au sein de chaque société du Groupe ; elle permet de recenser et de tracer les échanges entre le salarié et son supérieur hiérarchique en termes, d'évolution professionnelle, de formation et de prétentions salariales entre autres. Ainsi, 100% des salariés ont un entretien individuel annuel.
- Les offres de poste au sein du Groupe sont préalablement annoncées en interne puis présentées soit par l'intermédiaire de cabinets de recrutement ou d'annonces sur des sites électroniques spécialisés. La sélection des candidats aux entretiens d'embauche est organisée sur la base des diplômes et parcours professionnels annoncés. Chaque société du Groupe veille à proscrire toute discrimination à l'embauche d'ordre national, racial, social, religieux ou autre.
- Une charte éthique est en cours d'élaboration

Cette année, il n'y a pas eu d'incident de discrimination.

Par ailleurs, en France, en Tunisie et en Italie, les salariés sont couverts par une convention collective. En Italie, la convention collective est la convention collective du commerce la CCNL. En France, la convention SYNTEC ^{Def 8} à laquelle adhèrent les sociétés françaises du Groupe contient un avenant concernant l'égalité homme/femme qui prône :

- ✓ l'égalité de traitement lors de l'embauche ou pour la rémunération,
- ✓ l'augmentation du pourcentage de femmes à des postes de management et à responsabilités,
- ✓ l'octroi du congé de maternité sans répercussion sur les congés payés, la répartition de l'intéressement ou la détermination des droits liés à l'ancienneté,
- ✓ la possibilité d'aménagement des horaires pour les salariés ayant un enfant de moins de 3 ans,
- ✓ la possibilité d'octroi du congé de paternité

Ainsi, 42% des salariés du Groupe sont couverts par une convention collective.

Les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées

Peu de candidats sont en situation d'handicap. Le Groupe a déjà accompagné par le passé des personnes handicapées en adaptant les bureaux aux besoins de la personne. Actuellement, aucun salarié du Groupe n'est déclaré handicapé.

Main d'œuvre forcée - travail des enfants

L'activité du Groupe IGE+XAO et les métiers qui en découlent appellent des connaissances techniques et professionnelles qui exigent du personnel formé et qualifié. Le recours à de la main d'œuvre forcée ou au travail des enfants est de facto exclu ; les âges minimums d'admission à l'emploi ou au travail de chaque pays sont respectés et dépassés, du fait entre autres, de l'exigence de formation et d'éducation exigée. Chaque société du Groupe tient un registre du personnel détaillant le nom, la fonction, la date de naissance et la date d'embauche de chaque salarié. Par ailleurs, la formation et la qualification de chaque employé sont justifiées dans les dossiers du personnel tenus par les ressources humaines.

Note 2. — Politique générale en matière environnementale

Les activités de services et de prestations intellectuelles développées par le Groupe IGE+XAO ont un impact environnemental limité comparé à des activités industrielles lourdes. Toutefois, l'exercice des activités du Groupe génère de nombreux déplacements, nécessite beaucoup de matériels informatiques et produit de nombreux documents. Le Groupe n'a reçu aucune amende ou sanction liés au non-respect de l'environnement.

Politique générale en matière environnementale

L'organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales, les démarches d'évaluation ou de certification en matière d'environnement

Début 2013, le choix s'est porté sur la norme ISO 26000 comme référentiel pour la mise en place de la politique de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) incluant les questions d'environnementales. Le Groupe a ainsi fait appel à un consultant en juillet 2013 pour conduire un diagnostic RSE sur la base de l'ISO 26000 (note initiale de 414/1000) et en définir les objectifs. Une chef de projet a été engagée courant octobre 2013 pour s'occuper du déploiement de la démarche RSE au niveau du Groupe.

La formation et l'information des salariés en matière de protection de l'environnement

Pour informer et sensibiliser les salariés du Groupe à la démarche RSE, une lettre d'information interne (newsletter) a été mise en place, une première diffusion à l'ensemble du personnel du Groupe a été faite en mai 2013 en français et en anglais.

Des interventions sur le sujet ont été faites lors des réunions semestrielles et des réunions commerciales afin de rendre compte des actions en place et à venir. La communication sur ce sujet s'est également déroulée sous forme de sondage et par le biais d'une adresse de messagerie exclusivement réservé à cet effet.

Par ailleurs, afin de mieux communiquer, des relais RSE ont été mis en place au sein de chaque site en France et dans les filiales à l'international. Leur rôle est de diffuser aux salariés de la filiale les informations et actions Groupe et d'animer sur place les actions locales tout en reportant le contenu et la portée au siège du Groupe.

Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions

Non significatif

Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement, sauf si cette information est de nature à causer un préjudice sérieux à la société dans un litige en cours

Aucune provision pour risques environnementaux n'est à déclarer.

Pollution et gestion des déchets

La prévention, la réduction ou la réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement

L'activité purement intellectuelle n'appelle pas de prévention particulière en matière de réduction ou de réparation de rejets dans l'eau et le sol affectant gravement l'environnement. En ce qui concerne les rejets dans l'air, l'entreprise possède un parc auto et de nombreux déplacements en avion sont effectués durant l'année. Une estimation des émissions de GES a été faite dans le chapitre II.4.1

La prévention de la production, le recyclage et l'élimination des déchets

Gestion des moyens informatiques

Les moyens informatiques sont gérés de manière centralisée par l'IT. Cela assure une standardisation et une mutualisation du matériel utilisé, sources d'économies d'énergies. De plus, IGE+XAO a opté pour la virtualisation de ses serveurs pour son principal Datacenter situé en France, processus qui permet de remplacer les serveurs physiques par des serveurs virtuels fonctionnant sur une seule machine physique. Ainsi, le nombre de machines par personne a diminué entre 2001 et 2013 passant de 2.5 à 2.16 machines par personnes grâce à la mise en place des serveurs virtuels (la consommation n'est pas forcément plus faible car l'alimentation est différente). Les ordinateurs sont choisis en fonction des besoins. Enfin, plus de la moitié du parc est constituée de portables qui sont éteint tous les soirs car ramener chez le salarié.

Concernant le parc des photocopieurs et imprimantes, IGE+XAO a développé une démarche de rationalisation du nombre de matériels informatiques et de l'usage raisonné des consommables. La

gestion de compte est personnalisée par département avec des quotas de crédits d'impression couleur avec un objectif de moins de 10% de photocopie en couleur (actuellement nous sommes à 7%).

Par ailleurs, un des principes majeurs, mis en œuvre depuis plusieurs années, a été d'allonger la durée de vie du matériel et de ne pas succomber à la pression des constructeurs qui incitent à des renouvellements fréquents. L'allongement de la durée de vie du matériel informatique permet en effet de limiter de manière conséquente l'impact environnemental du Groupe.

Seul le matériel obsolète ou n'ayant plus un fonctionnement optimal est remplacé. Pour une meilleure gestion, le matériel ne servant plus est donné au personnel, aux écoles ou à des associations. Actuellement, la durée de vie du matériel informatique est de 4 ans mais les serveurs ont une durée de vie de 5 ans et les photocopieurs de 7 ans (durée d'utilisation constatée). Concernant les téléphones portables, ceux-ci sont changés tous les 2 ans. Les téléphones obsolètes sont donnés à l'association Envoi, ceux qui fonctionnent encore sont conservés.

Dématérialisation des documents

La mise en place d'actions concrètes de dématérialisation des documents et la sensibilisation des collaborateurs ont de multiples impacts positifs sur l'environnement. Cela permet de diminuer l'usage du papier et la consommation d'énergie liée à l'impression. La dématérialisation permet également de diminuer le transport physique des documents et enfin, moins de papier imprimé, c'est moins de déchets à traiter.

La dématérialisation des documents au sein du Groupe concerne les newsletters, les rapports d'activités produits mensuellement par les collaborateurs, la gestion des congés et absences, les demandes informatiques liées à la gestion du parc informatique, les documents de travail nécessaires aux réunions internes et externes qui sont de plus en plus diffusés. Le Groupe n'a pas mesuré avec précision l'impact de ses réductions de consommation de papier mais a constaté, à ce jour et notamment lors du changement de siège social en France, l'impact (gain de place, suppression d'imprimantes, diminution des achats et des stocks de papier d'impression).

De même, pour accompagner les clients vers le développement durable, des actions sont conduites :

- ✓ Avantage aux programmes compilés plus efficaces,
- ✓ Formation à distance (téléconférence et formation Web),
- ✓ Création des manuels de formation plus court avec la généralisation de la fonction « help » dans les logiciels,
- ✓ Mise en place de logiciels dématérialisés dont la livraison se fait par téléchargement des programmes et remises de clés de protection logicielle. La diminution de l'utilisation des clés contribue ainsi à la réduction de l'empreinte Carbone (élimination du transport d'origine Chine / Israël).

Optimisation des ressources

- Ecrans LED remplaçant les écrans cathodiques et LCD consommateurs d'électricité.
- Recours à des imprimeurs dotés du label Imprim'VertR,
- Suppression des sacs en plastique au profit de sacs recyclables par le Marketing.
- Les cartouches d'imprimante en France sont recyclées : le fournisseur se charge de les récupérer.
- Des mousseurs d'eau sont présents sur chaque robinet afin de réduire la consommation en eau dans les nouveaux locaux de Colomiers. Cependant, nous n'avons pas encore pu estimer les économies d'eau réalisées.

Optimisation des déplacements :

IGE+XAO travaille sur trois axes en matière de communication à distance :

- diminution des déplacements (aériens notamment) par le recours à des systèmes de vidéoconférence et aussi de partage d'applications. Ces systèmes sont utilisés principalement dans les relations internes au Groupe.
- extension du recours à l'Internet mobile (équipement des nomades avec des « Blackberry ») comme moyen de communication mais aussi comme moyen de réduction de la consommation d'énergie (diminution du recours à l'ordinateur portable plus consommateur d'énergie).
- remplacement sur les sites français de la téléphonie traditionnelle (PABX) par de la téléphonie sous protocole SIP.

Gestion des déchets :

Concernant le tri des déchets, plusieurs filiales à l'international sont déjà équipées, et notamment les filiales espagnole, italienne, polonaise, allemande, bulgare et canadienne. En France, les sites de Nantes et Lezennes pratiquent également le tri des déchets. Le siège social d'IGE+XAO à Colomiers procède au tri des capsules de café et à partir d'octobre 2014 à celui du papier.

Par ailleurs, des tasses seront distribuées à chaque salarié France en octobre 2014 puis à des tiers lors d'événements, et ce afin de supprimer l'utilisation des gobelets plastiques.

Prise en compte des nuisances sonores et le cas échéant de toute autre forme de pollution spécifique à une activité

L'activité du Groupe ne présente pas de caractère particulièrement bruyant.

Utilisation durable des ressources

La consommation d'eau et l'approvisionnement en fonction des contraintes locales

IGE+XAO est peu concerné par les questions de consommation d'eau et de son approvisionnement au regard de ses activités non consommatrices. Les bureaux sont loués dans la majorité des pays et l'évaluation précise des consommations d'eau et d'électricité est une donnée difficilement accessible car dépendante des systèmes de gestion des charges communiqués par les différents bailleurs.

Cependant, IGE+XAO s'engage à obtenir progressivement l'information auprès de ces derniers.

Plus généralement, concernant l'utilisation raisonnée des ressources, des actions de sensibilisation sont faites auprès des employés (newsletter).

La consommation de matières premières et, le cas échéant, les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation

Ce point a déjà été évoqué dans les paragraphes II.2.2.

L'enjeu sur la sécurité des consommateurs.

Ce point n'est pas significatif.

La consommation d'énergie et, le cas échéant, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables

Le Groupe n'a pas encore collecté l'information en termes de consommation électrique des bâtiments occupés et en particulier des salles serveurs.

L'utilisation des sols

IGE+XAO occupe uniquement des bureaux et la superficie occupée est stable sur les dernières années. Le Groupe n'exploite pas les sols occupés de par son activité d'éditeur de logiciels.

Contribution à l'adaptation et à la lutte contre le réchauffement climatique

Les rejets de gaz à effet de serre (GES)

Voitures de location

Le Groupe possède un parc de véhicules en location longue durée de 62 voitures dans le Groupe dont 2 hybrides. Trois autres voitures sont achetées et des voitures personnelles peuvent être ponctuellement utilisées lors de déplacements. En France, sur 30 voitures en location longue durée, 28 ont des émissions de CO2 comprises entre 100 et 140 g/km et une est hybride.

Pour le calcul des émissions de gaz à effet de serre par voiture, le Groupe s'est basé sur le kilométrage maximum indiqué dans les contrats de location et sur les émissions de GES/km inscrites sur la fiche technique du véhicule.

Avions

La présence de filiales à l'étranger génère de nombreux déplacements en avion.

Pour le calcul des émissions de GES des déplacements en avion, le Groupe a utilisé l'application émissions de GES de la compagnie aérienne Lufthansa. Le résultat obtenu peut-être ainsi considéré comme révélateur.

GES

Un premier calcul des émissions de GES pour l'année civile 2013 a été fait sur la base des déplacements avion et voiture du personnel français.

	Trajet en voiture	Trajet en avion	Total
Total des émissions de GES (Teg CO2)	117	156	273
En pourcentage (%)	43	57	100

Le résultat montre que les trajets en avion du personnel français génèrent des émissions de GES supérieures à celles générées sur la même période par les déplacements professionnels en voiture.

Par ailleurs, le Groupe a entrepris en France une démarche pour encourager et optimiser les déplacements doux et collectifs de ses collaborateurs sur les trajets domicile – travail. Un sondage concernant les habitudes de déplacement domicile- travail a été fait, un rail à vélo a été mis en place sur le nouveau site du siège social.

Prise en compte des impacts du changement climatique

Le Groupe n'anticipe pas d'impact significatif sur son organisation et ses activités lié au changement climatique et ce, eu égard à ses implantations situées sur des zones à risque non élevé en la matière.

Protection de la biodiversité

Non significatif

Note 3. — Informations relatives aux engagements sociétaux en faveur du développement durable

Le dialogue avec les parties prenantes est primordial pour le Groupe IGE-XAO car il permet d'affiner la stratégie du groupe en matière Responsabilité sociétale et environnementale. La société doit encore réfléchir aux outils d'analyse à mettre en place en la matière.

Impact territorial, économique et social de l'activité de la société

IGE+XAO accueille des stagiaires et des personnes en contrat de professionnalisation. Ce type de contrat comporte une période de formation et une période en entreprise qui permettent d'acquérir une expérience professionnelle valorisante sur le marché du travail. En Pologne, un accord avec l'université est en place pour accueillir des stagiaires.

Concernant le développement régional, IGE+XAO fait partie du club des Dirigeants Durable de la CCI Midi-Pyrénées. Les objectifs de ce club sont de créer une dynamique de dirigeants qui s'engagent dans le développement durable ou encore de mettre à disposition des entreprises un centre de

ressources et un support d'accompagnement collectif. Ce club a permis à IGE+XAO d'engager sa stratégie de RSE et Développement Durable au travers de réunions de formation, information ou partage d'expériences et d'un accompagnement.

IGE+XAO fait également partie du club d'entreprises de l'ouest toulousain (CEC) au sein duquel sont échangées des informations économiques pour l'essentiel lors notamment de visites d'entreprises, de petits déjeuners thématiques ou de journées de recrutement.

Parallèlement, le Président du Groupe, Monsieur Alain Di Crescenzo, est également le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Toulouse. Son statut fait donc de lui une personne engagée dans l'économie locale et le développement territorial au sein de la circonscription de Toulouse.

Au niveau des associations professionnelles, IGE+XAO fait partie du SYNTEC^{Def 8} dont la convention collective s'applique au Groupe en France. L'entreprise s'implique au sein du MEDEF en proposant les services de conseiller prud'homme de la responsable des ressources humaines. Enfin, en France, la société fait également partie de la Confédération Générale des PME (CGPME) et du club des Directeurs Financiers et Contrôleurs de Gestion (DFCG).

Ces diverses adhésions et participations permettent à IGE+XAO de mieux appréhender l'économie régionale et d'être acteur dans son environnement local.

Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société, notamment les associations d'insertion, les établissements d'enseignement, les associations de défense de l'environnement, les associations de consommateurs et les populations riveraines

Un budget est attribué chaque année en France aux actions de partenariat ou de mécénat. Cette année, le montant du mécénat a été de 26 107 € et le montant du sponsoring de 24 610€. La politique des ressources humaines vise à aider les associations ou les clubs de proximité afin de participer à la vie locale.

Chaque année, IGE-XAO sponsorise des clubs sportifs (Colomiers football, club de rugby de Colomiers, le Stade Toulousain, club de taekwondo de Marseille, l'Académie Christophe Tiozzo Toulouse) et soutient la reconversion des sportifs du club de rugby Colomiers. Des dons sont également versés à l'association Jazz de Saint-Gaudens au Secours Populaire de Colomiers au sein duquel IGE+XAO parraine des jeunes et sponsorise des actions (prise en charge du goûter et des paniers garnis de Noël,...). Enfin, l'entreprise participe au plan culture de la ville de Colomiers.

En plus, cette année en France, IGE+XAO a fait des dons à l'association AD3E, le club de Judo de Colomiers, l'AFFMF (Association Française de la Fièvre Méditerranéenne Familiale), Mondialito (tournoi de football inter-entreprises auquel IGE-XAO participe) et l'école Cachan.

Sous-traitants et fournisseurs

Prise en compte dans la politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux

La politique du Groupe est de développer des relations équilibrées et pérennes avec ses fournisseurs dans le respect des enjeux sociaux et environnementaux. IGE+XAO ne recourt que très rarement à de la sous-traitance, à l'exception des prestations et travaux réalisés par les filiales du Groupe.

En France, IGE+XAO favorise les entreprises d'insertions ou entreprises adaptées comme l'association Envoi qui recycle le matériel informatique. De plus, la dimension fournisseurs locaux est importante pour IGE+XAO (location des véhicules à proximité (Pibrac), restauration d'appoint localement,...). Enfin les salariés ont la possibilité de faire des commandes groupées pour le café ou les chocolats par exemple.

Le Groupe prévoit dans le futur d'inclure des critères sociaux et environnementaux dans les appels d'offre les plus significatifs.

Loyauté des pratiques

Actions engagées pour prévenir la corruption

Pour IGE+XAO, une conduite éthique et transparente et une concurrence loyale sont des conditions essentielles à toute bonne relation entre le groupe et les parties prenantes.

- ✓ Les sites font l'objet d'une évaluation des risques de corruption.
- ✓ La participation des filiales au « Kick Off » permet de les sensibiliser au risque. Les filiales ont été informées du projet RSE.
- ✓ Une charte éthique est en cours de rédaction au sein du Groupe.
- ✓ La politique de transfert de prix qui régit les conditions commerciales et tarifaires entre les sociétés du Groupe est régulièrement revue entre les Parties.
- ✓ Certains logiciels peuvent être essayés gratuitement pendant 30 jours avec le SAV et la documentation à disposition. Cette offre permet au client de connaître le produit avant de l'acheter pour plus de transparence.
- ✓ Les contrats de travail comportent des conditions de confidentialité et d'exclusivité envers le Groupe.
- ✓ Pour le personnel ayant accès à des informations privilégiées pouvant avoir des répercussions sur le cours de l'action, un engagement est signé par écrit de non divulgation des informations et de connaissance des obligations de marché et pénalités associées à leur non-respect.

En 2014/2015, le Groupe prévoit de conforter les actions lancées précédemment (animation du Groupe de travail, reporting mensuel RH, newsletters, charte éthique, traitement des déchets notamment) et de poursuivre l'analyse commencée sur les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie.

La mission du chef de projet en charge de l'implantation de la mission RSE / DD au sein du Groupe IGE+XAO prendra fin en octobre 2014. Dès lors, le suivi du projet sera repris par le responsable Qualité avec le soutien du groupe de travail et des relais mis en place dans les filiales du Groupe. Le Groupe entend poursuivre sa démarche en suivant le référentiel ISO 26 000 et vers une possible labellisation.

DEFINITIONS DES PRINCIPAUX CRITERES

Def 1 Effectif : correspond à l'effectif inscrit à la date de clôture comprenant les salariés sous contrat de travail à durée indéterminée, à durée déterminée, en alternance. Les effectifs des sociétés en joint-venture ainsi que les stagiaires ne sont pas inclus dans les effectifs des sociétés du Groupe.

Par ailleurs, les salariés à la fois entrés et sortis du Groupe au cours de l'exercice ne sont pas pris en compte dans les données relatives aux mouvements communiqués

Def 2 Masse salariale : correspond aux rémunérations brutes chargées et comptabilisées hors Participation en ce qui concerne les montants français issus des comptes sociaux et aux rémunérations brutes chargées et comptabilisées incluant la Participation en ce qui concerne les montants Groupe issus des comptes consolidés.

Def 3 Participation : régime légal de partage des bénéfices obligatoire sous certaines conditions pour les sociétés françaises.

Def 4 Durée hebdomadaire de travail : temps de travail en heures défini par la loi du pays sur une base hebdomadaire.

Def 5 Taux d'absentéisme : rapport entre le nombre de jours d'absence (en jours ouvrés) hors jours fériés et jours de congés et le nombre de jours travaillés. Un salarié remplacé et son remplaçant sont comptés comme un équivalent temps plein (FTE) ; ainsi, les jours d'absence du salarié remplacé ne sont pas compter comme tels et les jours de présence du remplaçant n'entrent pas dans la détermination du nombre de jours travaillés.

Def 51 Nombre de jours annuels travaillés : nombre de jours de travail annuels potentiels après déduction du nombre de jours de congés payés contractuels et du nombre de jours fériés octroyés par la loi du pays.

Def 52 Motifs d'absence pris en compte dans l'absentéisme : toute absence non compensée par un remplacement et notamment les jours d'absence pour maladie (y compris la longue maladie et maladie professionnelle), arrêts de travail pour accident du travail et absences non justifiées... Les jours de congés payés et les jours fériés sont exclus de cette définition.

Def 6 Accident du travail : IGE+XAO a retenu la définition de l'accident du travail retenue dans l'article L. 411-1 du code de la sécurité sociale français « Est considéré comme accident du travail, quelle qu'en soit la cause, l'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail à toute personne salariée ou travaillant, à quelque titre ou en quelque lieu que ce soit, pour un ou plusieurs employeurs ou chefs d'entreprise. » Sont exclus de cette définition les accidents de trajet entre le domicile et le lieu de travail. Cette définition se rapportent par ailleurs aux accidents de travail enregistrés par la société qu'ils aient donné lieu ou non à des jours d'arrêt de travail.

Def 7 Taux de fréquence :

TF1 Groupe = (nombre d'accidents avec arrêts de travail / nombre d'heures travaillées) x 1 million

TF2 = (nombre d'accidents avec ou sans arrêt / nombre d'heures travaillées) x 1 Million

TG = (nombre de jours d'arrêt d'accidents du travail / nombre d'heures travaillées) x 1000

Def 8 SYNTEC : fédération qui représente les sociétés françaises spécialisées dans les professions de l'ingénierie, des services informatiques, des Études et du Conseil, de l'édition.

G. Autres informations

Note 1. — Tableau des filiales et participations en €

FILIALES (+ 10%)	Capital En €	Capitaux propres autres que le capital en €	% de détenion	Valeur comptable brute titres en €	Valeur comptable nettes titres en €	Prêts et avances en €	Avals et caution en €	CA en €	Résultat en €	Dividendes en €	Observations
IGE SA	4 619 327	4 635 439	99,13	4 800 732	4 800 732	379 540	--	19 914 802	3 252 570	3 003 840	Siège social : Colomiers SIREN : 399 737 006
WINSOFT ELEC DIFFUSION SNC	1 524	--	90,00	1 372	1 372	--	--	2 368 698	--	--	Siège social : Colomiers SIREN : 418 236 261
MAYRIDIS SARL	65 000	85 741	99,94	330 480	309 480	6 806	100 000	157 674	17 743	--	Siège social : Colomiers Caution donnée / APS
S2E CONSULTING	100 000	72 380	50%	46 990	46 990	62 474	--	629 195	19 251	--	Siège Social : Blagnac SIREN : 494 083 496
EHMS	430 000	(271 403)	50%	573 000	573 000	--	--	784 204	48 028	--	Siège Social : Colomiers SIREN : 492 213 384
PROSYST	1 006 490	359 585	80%	2 024 248	2 024 248	--	--	595 750	(9 330)	--	Siège social : Templemars SIREN : 433 683 216
IGE+XAO Z.O.O. POLOGNE	259 618	527 873	94,27	783 275	783 275	--	--	2 568 270	223 505	112 133	Siège social : Cracovie
IGE+XAO EURL BALKAN	438 174	185 455	100,00	420 665	420 665	--	--	396 504	35 551	--	Siège social : Sofia
CAE DEVPT APS DENMARK	16 768	701 812	100,00	351 129	351 129	--	--	934 567	254 408	--	Siège social : Birkerod
IGE XAO MADAGASCAR	17 179	1 125	100,00	20 945	20 945	16 976	--	151 022	1 356	--	Siège social : Antananarivo
IGE+XAO CHINE	91 409	(13 088)	100,00	70 445	53 445	--	--	358 007	7 345	--	Siège social : Nanjing
IGE+XAO TUNISIE	9 125	62 470	100,00	11 350	11 350	100	--	290 659	19 569	--	Siège social : Tunis
IGE+XAO MAROC	35 770	76 996	100,00	34 808	34 808	--	--	190 862	17 702	--	Siège social : Casablanca
IGE+XAO NORDIC A/S	67 073	1 729 784	100,00	2 178 132	2 178 132	--	--	1 130 796	255 891	--	Siège social : Birkerod
IGE+XAO GMBH ALLEMAGNE	25 000	317 356	100,00	25 000	25 000	--	--	1 306 034	132 938	88 000	Siège social : Rastatt
IGE+XAO IBERICA	3 005	244 778	99,00	3 049	3 049	177 154	--	585 990	72 841	177 154	Siège social : Madrid

FILIALES (+ 10%)	Capital En €	Capitaux propres autres que le capital en €	% de détenion	Valeur comptable brute titres en €	Valeur comptable nettes titres en €	Prêts et avances en €	Avals et caution en €	CA en €	Résultat en €	Dividendes en €	Observations
IGE+XAO SRL ITALIE	36 400	802 372	100,00	88 345	88 345	--	--	1 908 058	133 848	--	Siège social : Bergame
IGE+XAO LTD (UK)	137 493	(130 500)	100,00	150 930	133 930	12 710	--	245 885	5 324	--	Siège social : Nuneaton
IGE+XAO NORTH AMERICA	73	16 392	99,90	56	56	138 408	--			--	Siège social : Montréal
IGE+XAO BV (PAYS-BAS)	18 151	593 529	100,00	691 475	691 475	--	--	431 270	16 688	--	Siège social : Hoensbroek
IGE+XAO USA	8	143 908	100,00	1	1	--	--	1 045 265	214 085	--	Siège social : Dover (Delaware)
IGE+XAO SWITZERLAND	16 238	96 263	100,00	225 000	210 000	--	--	188 287	47 696	24 602	Siège social : Biel/Bienne
IGE+XAO TURQUIE	23 416	(57 812)	75,00	20 188	20 188	18 223	--	170 300	28 560	--	Siège social : Istanbul
CESIAT	1 000	--	80,00	1 000	1 000	74 463	--	76 453	(26 530)	--	Siège social : Tanger
TOTAL EN EUROS	//////	//////	//////	12 852 615	12 782 615	886 854	100 000	////	////	3 405 729	

Note 2. — Délai de paiement des fournisseurs

Conformément à l'article D441-4 du Code de commerce, la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance au sein de la Société IGE+XAO SA est présentée ci-après:

EXERCICES	Echéances non échues	< 30 j	30 j < X < 60 j	> 60 j
31/07/2013	388 970 €	516 €	--	4 583 €
31/07/2014	251 373 €	--	--	4 283 €

Note 3. — Autorisation de cautions, avals et autres garanties

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-35 du Code de commerce, le Conseil d'Administration a consenti, lors de sa réunion du 30 juillet 2013 et dans le cadre de ses participations dans la société Mayridis Voyages, le renouvellement de la caution de 100 000 € au profit de l'Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme.

Note 4. — Observation du Comité d'Entreprise

En application des dispositions de l'article L. 2323-7 du Code du travail, le Comité d'Entreprise n'a formulé aucune observation sur la situation économique et sociale de la Société.

Colomiers, le 22 octobre 2014

Le Conseil d'Administration

TABLEAU DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Indications en euros	31/07/2010	31/07/2011	31/07/2012	31/07/2013	31/07/2014
Capital en fin d'exercice					
Capital social	6 089 930	6 089 930	5 497 030	5 497 030	5 497 030
Nombre d'actions émises	1 581 800	1 581 800	1 427 800	1 427 800	1 427 800
Nombre d'obligations convertibles en actions	--	--	--	--	--
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	2 398 992	2 403 411	2 529 910	2 556 842	2 555 955
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et aux provisions	2 000 500	3 025 328	2 660 582	5 455 162	3 619 833
Impôts sur les bénéfices	(44 462)	59 960	78 316	122 391	99 158
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et aux provisions	2 032 432	2 906 473	2 633 955	5 267 629	3 465 371
Résultat distribué	759 264	949 080	1 085 128	1 170 796	*1 285 020
Résultats par action					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et aux provisions	1,27	1,85	1,77	3,71	2,43
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et aux provisions	1,28	1,84	1,84	3,69	2,43
Dividendes distribués par action	0,48	0,60	0,76	0,82	*0,90
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés au cours de l'exercice	16	14	14	15	16
Montant de la masse salariale de l'exercice	803 830	794 248	805 540	854 161	872 964
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité Sociale, œuvres sociales, ...)	418 016	416 938	420 041	443 286	459 521

* Soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale

V. – Rapport du Commissaire aux Comptes désigné organisme tiers indépendant, sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 juillet 2014

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société IGE-XAO désigné organisme tiers indépendant, accrédité par le COFRAC sous le numéro 3-1049¹, nous vous présentons notre rapport sur les informations sociales, environnementales et sociétales consolidées relatives à l'exercice clos le 31 juillet 2014, présentées dans le rapport de gestion (ci-après les « Informations RSE »), en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du code de commerce.

Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport de gestion comprenant les Informations RSE prévues à l'article R.225-105-1 du code de commerce, préparées conformément à la procédure utilisée par la société (ci-après le « Référentiel »), dont un résumé figure dans le rapport de gestion et disponible sur demande au siège de la société.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires, le code de déontologie de la profession ainsi que les dispositions prévues à l'article L.822-11 du code de commerce. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes d'exercice professionnel et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité du commissaire aux comptes

Il nous appartient, sur la base de nos travaux :

- d'attester que les Informations RSE requises sont présentes dans le rapport de gestion ou font l'objet, en cas d'omission, d'une explication en application du troisième alinéa de l'article R.225-105 du code de commerce (Attestation de présence des Informations RSE) ;
- d'exprimer une conclusion d'assurance modérée sur le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, dans tous leurs aspects significatifs, de manière sincère conformément au Référentiel (Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE).

Nos travaux ont été effectués par une équipe de six personnes entre octobre 2014 et novembre 2014 pour une durée d'environ une semaine. Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos experts en matière de RSE.

Nous avons conduit les travaux décrits ci-après conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France et à l'arrêté du 13 mai 2013 déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et, concernant l'avis motivé de sincérité, à la norme internationale ISAE 3000².

¹ Dont la portée est disponible sur le site www.cofrac.fr

² ISAE 3000 – Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information

1. Attestation de présence des Informations RSE

Nous avons pris connaissance, sur la base d'entretiens avec les responsables des directions concernées, de l'exposé des orientations en matière de développement durable, en fonction des conséquences sociales et environnementales liées à l'activité de la société et de ses engagements sociétaux et, le cas échéant, des actions ou programmes qui en découlent.

Nous avons comparé les Informations RSE présentées dans le rapport de gestion avec la liste prévue par l'article R.225-105-1 du code de commerce.

En cas d'absence de certaines informations consolidées, nous avons vérifié que des explications étaient fournies conformément aux dispositions de l'article R.225-105 alinéa 3 du code de commerce.

Nous avons vérifié que les Informations RSE couvraient le périmètre consolidé, à savoir la société ainsi que ses filiales au sens de l'article L.233-1 et les sociétés qu'elle contrôle au sens de l'article L.233-3 du code de commerce avec les limites précisées dans la partie « responsabilité sociale, environnementale et sociétale » du rapport de gestion³.

Sur la base de ces travaux et compte tenu des limites mentionnées ci-dessus, nous attestons de la présence dans le rapport de gestion des Informations RSE requises.

2. Avis motivé sur la sincérité des Informations RSE

Nature et étendue des travaux

Nous avons mené trois entretiens avec les personnes responsables de la préparation des Informations RSE auprès des directions en charge des processus de collecte des informations et, le cas échéant, responsables des procédures de contrôle interne et de gestion des risques, afin :

- d'apprécier le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité, son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- de vérifier la mise en place d'un processus de collecte, de compilation, de traitement et de contrôle visant à l'exhaustivité et à la cohérence des Informations RSE et prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration des Informations RSE.

Nous avons déterminé la nature et l'étendue de nos tests et contrôles en fonction de la nature et de l'importance des Informations RSE au regard des caractéristiques de la société, des enjeux sociaux et environnementaux de ses activités, de ses orientations en matière de développement durable et des bonnes pratiques sectorielles.

Pour les informations RSE que nous avons considérées les plus importantes⁴ :

- au niveau de l'entité consolidante, nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (organisation, politiques, actions), nous avons mis en œuvre des procédures analytiques sur les informations quantitatives et vérifié, sur la base de sondages, les calculs ainsi que la consolidation des données et nous avons vérifié leur cohérence et leur concordance avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion ;

³ Au chapitre « Les informations d'ordre social » paragraphe « Bilan des accords collectifs » et au chapitre « Politique générale en matière environnementale » paragraphe « Les rejets de gaz à effet de serre ».

⁴ Thématiques sociales :

- Informations quantitatives : Effectif inscrit fin de période et répartition par sexe / âge / zone géographique, Nombre d'embauches, Nombre de licenciements, Nombre d'heures de formation, Taux d'absentéisme, Taux de fréquence, Taux de gravité, Montant de la masse salariale.
- Informations qualitatives : Egalité de traitement, Le bilan des accords collectifs, Les rémunérations et leurs évolutions.

Thématiques environnementales :

- Informations quantitatives : Emissions de CO₂ des déplacements professionnels en voiture et avion.

- au niveau d'un échantillon représentatif d'entités que nous avons sélectionnées⁵ en fonction de leur activité, de leur contribution aux indicateurs consolidés, de leur implantation et d'une analyse de risque, nous avons mené des entretiens pour vérifier la correcte application des procédures et pour identifier d'éventuelles omissions et mis en œuvre des tests de détail sur la base d'échantillonnages, consistant à vérifier les calculs effectués et à rapprocher les données des pièces justificatives. L'échantillon ainsi sélectionné représente en moyenne 34% des effectifs et 100% des informations quantitatives environnementales.

Pour les autres informations RSE consolidées, nous avons apprécié leur cohérence par rapport à notre connaissance de la société.

Enfin, nous avons apprécié la pertinence des explications relatives, le cas échéant, à l'absence totale ou partielle de certaines informations.

Nous estimons que les méthodes d'échantillonnage et tailles d'échantillons que nous avons retenues en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus. Du fait du recours à l'utilisation de techniques d'échantillonnages ainsi que des autres limites inhérentes au fonctionnement de tout système d'information et de contrôle interne, le risque de non-détection d'une anomalie significative dans les Informations RSE ne peut être totalement éliminé.

Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que les Informations RSE, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Observations

Sans remettre en cause la conclusion ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que les consommations d'énergie, de papier, ainsi que la thématique relative à « la production et au traitement des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques » ne sont pas renseignées de manière chiffrée.

Paris La Défense, le 28 novembre 2014

KPMG S.A.

Philippe Arnaud

Associé

*Département Changement Climatique &
Développement Durable*

Philippe Saint-Pierre

Associé

⁵ IGE+XAO S.A. à Colomiers

VI. Rapports annexes au Rapport de gestion

A. Rapport sur les délégations

Rapport Spécial du Conseil d'Administration sur les délégations de pouvoirs données par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration au cours de l'exercice 2013/2014

AUTORISATION DE DELEGATION	DATE D'AUTORISATION ET DUREE	DATE D'EXPIRATION
Autorisation en vue de faire acheter par la société ses propres actions et de les annuler	AG du 24 janvier 2014	23 juillet 2015
Autorisation de procéder à une augmentation de capital au profit des salariés	AG du 18 janvier 2013 (rejetée)	

Colomiers, le 22 octobre 2014

Le Conseil d'Administration

B. Rapport sur les honoraires des Commissaires aux comptes

Note 1. — Honoraires des Commissaires aux comptes Groupe

Conformément à l'article 221-1-2 du règlement général de l'AMF, les honoraires des contrôleurs légaux chargés de contrôler les comptes de l'émetteur et des autres sociétés françaises du Groupe ainsi que les honoraires des experts indépendants intervenant dans les filiales étrangères du Groupe sont présentés dans les tableaux suivants :

Exercice 2013/2014	KPMG		Marc LOPEZ		MAZARS		Experts indépendants			
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	dans autres filiales françaises		dans filiales étrangères	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit										
<input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes, individuels et consolidés										
<ul style="list-style-type: none"> • Emetteur • Filiales intégrées globalement 	19 200	51%	16 300		4 200	100%	4 730	100%	19 169	100%
<ul style="list-style-type: none"> • Filiales intégrées globalement 	18 200	49%	--	100%	4 200	100%	4 730	100%	19 169	100%
<i>Sous-total</i>	37 400	100%	16 300	100%	4 200	100%	4 730	100%	19 169	100%
Autres prestations, le cas échéant										
Juridique, fiscal, social Autres (à préciser si > 10 % des honoraires d'audit)										
<ul style="list-style-type: none"> • Emetteur • Filiales intégrées globalement 										
<i>Sous-total</i>										
TOTAL	37 400	100%	16 300	100%	4 200	100%	4 730	100%	19 169	100%

Exercice 2012/2013	KPMG		Marc LOPEZ		MAZARS		Experts indépendants			
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	dans autres filiales françaises		dans filiales étrangères	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit										
<input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes, individuels et consolidés										
<ul style="list-style-type: none"> • Emetteur • Filiales intégrées globalement 	19 200	51%	16 300		4 100	100%	4 730	100%	17 351	100%
<ul style="list-style-type: none"> • Filiales intégrées globalement 	18 200	49%	--	100%	4 100	100%	4 730	100%	17 351	100%
<i>Sous-total</i>	37 400	100%	16 300	100%	4 100	100%	4 730	100%	17 351	100%
Autres prestations, le cas échéant										
Juridique, fiscal, social Autres (à préciser si > 10 % des honoraires d'audit)										
<ul style="list-style-type: none"> • Emetteur • Filiales intégrées globalement 										
<i>Sous-total</i>										
TOTAL	37 400	100%	16 300	100%	4 100	100%	4 730	100%	17 351	100%

Exercice 2011/2012	KPMG		Bernard PARIS		MAZARS		Experts indépendants			
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	dans autres filiales françaises		dans filiales étrangères	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit										
<input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes, individuels et consolidés										
<ul style="list-style-type: none"> • Emetteur • Filiales intégrées globalement 	19 200	51%	16 300	51%	4 050	100%	4 730	100%	12 974	100%
<ul style="list-style-type: none"> • Filiales intégrées globalement 	18 200	49%	--	49%	4 050	100%	4 730	100%	12 974	100%
<i>Sous-total</i>	37 400	100%	16 300	100%	4 050	100%	4 730	100%	12 974	100%
Autres prestations, le cas échéant										
Juridique, fiscal, social Autres (à préciser si > 10 % des honoraires d'audit)										
<ul style="list-style-type: none"> • Emetteur • Filiales intégrées globalement 										
<i>Sous-total</i>										
TOTAL	37 400	100%	16 300	100%	4 050	100%	4 730	100%	12 974	100%

Colomiers, le 22 octobre 2014

Le Conseil d'Administration

Note 2. — Honoraires des Commissaires aux comptes – IGE+XAO SA

Ils se présentent de la façon suivante :

Exercice 2013/2014	KPMG		Marc LOPEZ	
	Montant	%	Montant	%
Audit				
<input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	19 200	100 %	16 300	100 %
<input type="checkbox"/> Diligences relatives à la transition aux IFRS	--	--	--	--
<i>Sous-total</i>	19 200	100 %	16 300	100 %
Autres prestations, le cas échéant				
Juridique, fiscal, social	--	--	--	--
Technologies de l'information	--	--	--	--
Audit interne	--	--	--	--
Autres (à préciser si > 10 % des honoraires d'audit)	--	--	--	--
<i>Sous-total</i>	--	--	--	--
TOTAL	19 200	100 %	16 300	100 %

Exercice 2012/2013	KPMG		Marc LOPEZ	
	Montant	%	Montant	%
Audit				
<input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	19 200	100 %	16 300	100 %
<input type="checkbox"/> Diligences relatives à la transition aux IFRS	--	--	--	--
<i>Sous-total</i>	19 200	100 %	16 300	100 %
Autres prestations, le cas échéant				
Juridique, fiscal, social	--	--	--	--
Technologies de l'information	--	--	--	--
Audit interne	--	--	--	--
Autres (à préciser si > 10 % des honoraires d'audit)	--	--	--	--
<i>Sous-total</i>	--	--	--	--
TOTAL	19 200	100 %	16 300	100 %

Exercice 2011/2012	KPMG		Bernard PARIS	
	Montant	%	Montant	%
Audit				
<input type="checkbox"/> Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	19 200	100 %	16 300	100 %
<input type="checkbox"/> Diligences relatives à la transition aux IFRS	--	--	--	--
<i>Sous-total</i>	19 200	100 %	16 300	100 %
Autres prestations, le cas échéant				
Juridique, fiscal, social	--	--	--	--
Technologies de l'information	--	--	--	--
Audit interne	--	--	--	--
Autres (à préciser si > 10 % des honoraires d'audit)	--	--	--	--
<i>Sous-total</i>	--	--	--	--
TOTAL	19 200	100 %	16 300	100 %

Colomiers, le 22 octobre 2014

Le Conseil d'Administration

VII. Rapport du Président du Conseil d'Administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration

Dans le présent rapport, le Président du Conseil d'Administration vous rend compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par IGE+XAO et ses filiales au cours de l'exercice 2013/2014. Ce document vous est présenté en complément du rapport de gestion contenu dans le Rapport Financier Annuel.

Ce rapport est établi conformément à l'article LM. 225-37 alinéa 6 du Code de Commerce et aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers contenues notamment dans son rapport sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne du 8 décembre 2009.

Le Président du Conseil d'Administration a chargé le responsable financier des diligences préparatoires au présent rapport qui a ensuite été approuvé par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 22 octobre 2014.

A. Informations générales sur les séances du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est une instance collégiale qui représente collectivement l'ensemble des actionnaires et qui s'impose d'agir en tout moment dans l'intérêt social de la société. Il s'appuie sur un mode de fonctionnement qui tout en respectant rigoureusement la loi assure les conditions d'un bon gouvernement d'entreprise.

Note 1. — Généralités

Organisation de la Société et du Conseil d'Administration

IGE+XAO est une société anonyme de type classique gérée par un Conseil d'Administration et dont les actions sont inscrites aux négociations sur Euronext Paris (Compartiment C) depuis 1997.

La Direction Générale de la Société est exercée par le Président du Conseil d'Administration, qui cumule les fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général.

Eu égard à sa taille, la Société se réfère au Code MiddleNext depuis décembre 2010.

Composition du Conseil d'Administration

Il est composé des 5 membres suivants nommés par l'Assemblée Générale pour une durée de 6 ans :

✓	M. Alain Di Crescenzo	Président du Conseil d'Administration et Directeur Général
✓	M. Charles Baudron	Administrateur
✓	M. Jean Baudron	Administrateur
✓	M. Pierre Revel-Mouroz	Administrateur indépendant
✓	Mme Anne Varon	Administrateur indépendant

Concernant la notion d'Administrateur indépendant, la Société a retenu les critères d'indépendance précisés par le code AFEP-MEDEF.

Le tableau de synthèse sur les nominations ainsi qu'une présentation plus détaillée des mandataires sociaux et des dirigeants figurent dans le rapport de gestion.

La liste des fonctions exercées par les membres du Conseil d'Administration dans d'autres sociétés figure dans le rapport de gestion.

Règles applicables et Conseil d'administration

En 2013/2014, le Conseil d'administration a pris connaissance de l'avancement du projet conduit en matière de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) – Développement durable.

En parallèle, il a été décidé de reconduire les mises à jour du Règlement intérieur et de la procédure concernant la déontologie boursière qui n'ont pu être traitées sur l'exercice passé.

Evolution du Conseil d'Administration

Le chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé fait l'objet d'une présentation en Comité d'audit et en Conseil ainsi que d'un arrêté par ses membres sur une base trimestrielle et en amont de la communication au Marché.

Cette séance est généralement précédée de réunions téléphoniques entre la Direction générale et les Directions des filiales afin de valider les réalisations en termes de chiffre d'affaires par rapport aux objectifs et prévisions.

L'arrêté des comptes

Après examen par le Comité d'audit, le Conseil d'Administration arrête les comptes individuels d'IGE+XAO et les comptes consolidés du Groupe IGE+XAO sur une base semestrielle au 31 janvier et au 31 juillet de chaque année. Ses membres ont la possibilité d'entendre les Commissaires aux comptes. Ils examinent également les risques liés à l'activité de la Société, ses engagements hors bilan et autres informations financières que le Conseil soumet ensuite à l'Assemblée Générale des actionnaires.

Communiqués de presse et autres supports de communication

Les projets de communiqués de presse ou de tout autre support de communication à dominante financière sont généralement soumis à la relecture préalable des membres du Comité d'Audit et du Conseil d'Administration. Ces derniers peuvent émettre des remarques sur le fond ou la forme qui, après discussions, peuvent être incorporées au sein de la version définitive.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a poursuivi en 2013/2014 ses travaux d'analyse de la stratégie et du suivi d'activité, en présence de ses dirigeants.

Des Administrateurs assidus

En 2013/2014, le Conseil d'Administration s'est réuni 7 fois, avec un taux d'assiduité de 100% en moyenne.

La répartition des jetons de présence établie en partie selon l'assiduité aux réunions du Conseil est détaillée dans le Rapport de gestion.

En 2013/2014, une somme de 6 000 euros a été attribuée aux trois Administrateurs non rémunérés de la Société.

Des Comités du Conseil motivés

Le Conseil d'Administration a finalisé la mise en place du Comité d'audit et a sollicité le Comité de rémunération en particulier sur l'analyse de la rémunération du dirigeant.

Les missions et le mode de fonctionnement des Comités sont présentés dans le Règlement intérieur. Le Comité de rémunération et le Comité d'audit sont opérationnels respectivement depuis 2004 et 2011.

Note 2. — Evaluation du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration envisage les voies de progrès toujours possibles et prend les mesures d'amélioration qu'il juge utiles. Cette évaluation s'effectue dans le cadre du Code MiddleNext auquel le Conseil se réfère.

Le Conseil d'Administration a estimé que la qualité des réunions continue de s'améliorer. Il mesure avec régularité les différents enjeux stratégiques du Groupe et il prend les décisions correspondantes.

Le Conseil d'Administration a mis en place et communique aux Administrateurs en début d'exercice, un calendrier des séances et des ordres du jour associés prévisionnels sur les 12 mois à venir.

Note 3. — Règlement intérieur du Conseil d'Administration

Les travaux du Conseil d'Administration s'organisent autour d'un Règlement intérieur qui a pour objet de compléter les règles légales, réglementaires et statutaires auxquelles le Conseil d'Administration et les Administrateurs s'astreignent.

Le Règlement intérieur précise les modalités de fonctionnement du Conseil d'Administration dans l'intérêt de la Société et de tous les actionnaires.

Le Règlement intérieur est susceptible d'être modifié par le Conseil d'Administration compte tenu de l'évolution des lois et des règlements ainsi que de son propre fonctionnement. Il est consultable sur le site Internet de la Société.

Note 4. — Comité d'audit et Comités de rémunération

Les débats et décisions des Conseils d'Administration s'appuient entre autres sur les travaux préparatoires du Comité d'audit et du Comité de rémunération. Ces Comités agissent dans le cadre des missions qui leur sont confiées par le Conseil d'Administration, ils sont force de propositions mais n'ont pas de pouvoir de décision.

Le Comité d'audit est animé par son Président Pierre Revel-Mouroz, Directeur général de CEVA et anciennement associé chez Ernst & Young Audit et Anne VARON, ex-Directeur Général chez Moeller Electric.

Le Comité de rémunération est animé par Pierre Revel-Mouroz et Jean Baudron.

Note 5. — Rémunérations des mandataires sociaux

Les principes et les règles arrêtés par le Conseil d'Administration pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux sont traités dans le Rapport de gestion du Conseil d'Administration.

La rémunération des dirigeants mandataires sociaux concerne uniquement la rémunération du Président.

Tous les cadres dirigeants sont salariés et ne reçoivent de rémunérations ou d'avantages en nature que de leur société de rattachement. Ils bénéficient au même titre que les autres salariés des sociétés françaises (formant une Union Economique et Sociale), de la participation résultant de l'accord d'entreprise.

B. Rapport du Président sur le contrôle interne et la gestion des risques

A la demande du Président du Conseil d'Administration, la Direction financière a réuni les éléments constitutifs du présent Rapport sur la base des différents travaux réalisés dans le domaine du Contrôle interne dans le Groupe.

Note 1. — Définition et objectifs du Contrôle interne

IGE+XAO a défini et mis en œuvre un cadre de contrôle interne qui s'appuie principalement sur le cadre de référence de l'AMF en la matière.

Ainsi, le contrôle interne vise à fournir une assurance raisonnable quant à l'atteinte des objectifs suivants : la réalisation et l'optimisation des opérations, la fiabilité de l'information financière et comptable, la conformité aux lois et aux règlements en vigueur.

Le système et les procédures de contrôle interne en vigueur au sein d'IGE+XAO ont pour objet de :

- ✓ veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations et les comportements des personnes respectent les lois et règlements applicables ainsi que les orientations données par les organes sociaux et les valeurs, normes et règles internes au Groupe.

- ✓ vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la Société reflètent avec sincérité l'activité et la situation du Groupe.
- ✓ prévenir et maîtriser les risques d'erreur ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptables et financiers.

Note 2. — Organisation générale et principaux acteurs

Toutes les structures impliquées dans la gouvernance d'entreprise participent à la mise en œuvre du contrôle interne. Eu égard à la taille d'IGE+XAO, l'organisation du contrôle interne repose principalement sur l'organisation du Groupe et sur la responsabilisation de chacun des départements et filiales de la Société et dans leurs domaines de compétences respectifs.

Direction et encadrement

Le Comité de direction est composé du Président du Groupe (pour les aspects Trade et les organisations Corporate : divisions Communication, Administration, Finance et Qualité) et des Directeurs R&D. Il se réunit régulièrement au siège ou en tout autre lieu, en présence, si besoin est et selon les sujets, de responsables Groupe pour :

- ✓ mettre en œuvre la stratégie approuvée par le Conseil d'Administration,
- ✓ définir les actions et prendre les décisions permettant d'atteindre les objectifs,
- ✓ s'assurer de l'application et du respect des lois et règles internes.

Ces réunions sont organisées une fois par mois.

Le Comité de direction organise également une fois par an en début d'exercice une réunion plénière au cours de laquelle :

- ✓ la stratégie du Groupe, approuvée par le Conseil d'Administration, est présentée ;
- ✓ les objectifs et missions sont déclinés de façon opérationnelle au sein de chaque division ;
- ✓ les organigrammes fonctionnels et hiérarchiques sont arrêtés ;
- ✓ les objectifs individuels des responsables du Groupe sont définis.

Le Président anime une réunion mensuelle d'information (Réunion Info meeting) selon un calendrier arrêté pour l'exercice - soumis toutefois aux aléas de l'activité - qui rassemble physiquement ou par téléphone, les acteurs clés du Groupe et dont l'objectif est d'informer ces derniers sur les principales évolutions d'IGE+XAO. Le Comité de direction a décidé qu'il n'y aurait pas de compte-rendu formalisé à l'issue de ces réunions d'information pour des raisons de confidentialité des sujets abordés.

Deux à trois fois par an, la Direction Générale organise une réunion (Quarterly meeting) selon un ordre du jour préalablement arrêté. Elle rassemble le Président du Groupe, les dirigeants des sociétés filiales, en cas de besoin leurs responsables des ventes et les responsables supports d'activités du Groupe (corporates) ; elle a pour objectif de faire le point sur les objectifs définis lors de la réunion plénière ainsi que de traiter de sujets particuliers (projets importants, évolutions des marchés, ressources humaines, finances,...) présentés par la Direction ou les membres participants. Ces réunions font l'objet de comptes rendus écrits et de plans d'actions.

De plus, tous les 45 jours environ, la Direction Trade accompagnée des organisations « Corporate » anime une réunion (Corporate meeting) en présence de tous les responsables « Corporate » au cours de laquelle chaque dirigeant de filiale est joint par téléphone. L'objectif de cette réunion est de faire le point sur le suivi opérationnel de chacune des sociétés du Groupe. Ces réunions ne font pas l'objet de comptes rendus écrits en dehors de plans d'actions.

Enfin, des réunions de suivi sont mises en place régulièrement au sein de chaque pays.

Note 3. — Organisation financière et de gestion

IGE+XAO dispose d'un responsable financier corporate qui rend compte directement au Président Directeur Général. A ce titre, il :

- ✓ fixe les calendriers des arrêtés de comptes semestriels et annuels et de chiffre d'affaires mensuels et établit les reportings Groupe correspondants ;
- ✓ supervise au sein du Groupe les services comptables et les comptables extérieurs au Groupe en charge du suivi des comptabilités dans nombre de filiales étrangères ;
- ✓ est en charge de l'établissement de la consolidation des comptes du Groupe ;
- ✓ assure la liaison avec les Commissaires aux comptes du Groupe, des filiales et les autres experts indépendants ;
- ✓ prépare les communications financières à destination du Marché ;
- ✓ veille à l'application des lois, des règles et des procédures internes en vigueur et propose toute amélioration souhaitable ;
- ✓ participe à la mise en place des règles et procédures du Groupe, des modes de gestion de trésorerie, des financements, emprunts, garanties ou cautions ;
- ✓ supervise les aspects juridiques au sein des filiales,
- ✓ participe aux études concernant l'évolution des principes et règles comptables, l'évolution du périmètre juridique du Groupe et son organisation,
- ✓ supervise l'établissement des budgets des Sociétés du Groupe.

Information de gestion et budget – Gestion des Achats

Le service du Contrôle de gestion du Groupe est en charge, sous la supervision du responsable financier corporate, du pilotage des objectifs financiers dans le cadre des processus de suivi budgétaire des entités du Groupe et également de suivi transversal des projets en support aux activités Grands Comptes et aux filiales du Groupe.

Les budgets ainsi définis sont validés par la Direction. Ils permettent d'une part une analyse permanente comparant les chiffres réalisés et les dépenses opérationnelles mensuels et cumulés par rapport au budget et à l'année précédente et d'autre part la mise en place d'actions correctives pour coller au mieux aux objectifs et à l'évolution de l'activité. Des tableaux de bord mensuels sont élaborés à destination de la Direction.

L'équipe de Contrôle de gestion s'occupe également de la gestion des achats et de son application dans le Groupe.

Note 4. — Systèmes d'information comptable et financier

Les systèmes d'information et de reporting dont dispose le Groupe permettent un suivi régulier et précis des performances du Groupe.

Les outils informatiques évoluent en fonction des exigences de la direction du Groupe.

Le système comptable et financier s'appuie principalement sur le logiciel Sage et sur un outil informatique de gestion SIE (Système d'Information de l'Entreprise), développé en interne.

Des règles ont été établies en matière d'accès aux systèmes, de sauvegarde et de conservation des données, et de vérification des enregistrements.

Les données sont sauvegardées de façon régulière et les sauvegardes sont clairement identifiées. Les supports des sauvegardes sont conservés dans un endroit différent du bâtiment source.

Les procédures informatisées, notamment les interfaces, sont conçues pour émettre des alertes en cas de dysfonctionnement.

Note 5. — Contrôle interne et gestion des risques

Les principaux moyens de contrôle visant à limiter les risques les plus spécifiques à l'activité d'IGE+XAO sont les suivants :

- ✓ Risque commercial

IGE+XAO conduit une politique de veille afin d'adapter son organisation au mieux aux évolutions de son métier et de son marché et reste en permanence à l'écoute de ses clients et prospects et de leurs

attentes. La Direction Trade fait à cet égard un suivi régulier des activités commerciales du Groupe ainsi que des objectifs définis en réunion plénière.

Une partie de la croissance d'IGE+XAO est fondée sur des technologies sophistiquées, délicates à mettre au point et qui peuvent ne pas fonctionner conformément aux spécifications définies. De même, les retards imprévus de développement de produits nouveaux pourraient avoir un impact négatif sur la capacité de la Société à lancer des produits sur le marché en temps voulu. Les revenus et le résultat d'exploitation futurs de la Société pourraient se trouver affectés par ces événements. Pour limiter ces risques, IGE+XAO effectue régulièrement des revues tant au niveau de l'avancement des développements et des projets qu'au niveau du caractère innovants de ces derniers.

IGE+XAO a signé des contrats de distribution avec des partenaires intervenant sur son secteur de façon à accroître son chiffre d'affaires. L'interruption d'un ou de plusieurs de ces partenariats pourrait entraîner un effet négatif sur les revenus de la Société. Pour s'en prémunir, IGE+XAO a inclus, dans son organisation, la gestion des distributeurs et dédie une attention particulière à leur suivi.

✓ Dépendance à l'égard du personnel clé

Il n'existe aucune garantie que la Société parviendra à fidéliser sur le long terme ses principaux dirigeants ou collaborateurs importants pour la poursuite de son exploitation. Toutefois, un certain nombre de mesures ont été mises en œuvre (politique salariale ciblée) afin de conserver au sein du Groupe les personnels clés et à haut niveau. La politique de gestion de carrière est en cours de généralisation au sein du Groupe.

✓ Risques liés au traitement de l'information

Afin de limiter le risque lié aux obligations des dirigeants et des personnes qui leur sont proches eu égard à l'information dont elles ont connaissance et aux titres de la Société, IGE+XAO a mis en place et diffusé aux personnes concernées, et en priorité aux dirigeants, une procédure d'information.

Parallèlement, conformément à la loi du 20 juillet 2005, la société a mis en place de façon permanente une liste de personnes dites initiées qui est soumise annuellement à l'approbation du Conseil d'Administration. Une procédure d'information est systématiquement remise en main propre à chaque personne concernée.

✓ Risques juridiques

IGE+XAO se protège des principaux risques de nature juridique en souscrivant des polices d'assurance couvrant ces risques. Les primes relatives aux contrats d'assurance ne représentent pas des montants significatifs sur l'exercice. Ces contrats sont recensés dans le document de référence (ou rapport financier annuel).

Par ailleurs, IGE+XAO s'entoure, le cas échéant, des conseils d'avocats afin de sécuriser les transactions ou tout autre acte de la vie du Groupe.

A sa connaissance, IGE+XAO n'a pas encouru de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir ou aurait eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

✓ Risques liés à la reconnaissance des revenus

La facturation d'une prestation ou d'un droit d'utilisation de licence ne permet pas forcément la reconnaissance en produit d'exploitation de cette facturation, notamment si la Société est liée par une obligation de résultat non encore atteinte ou des contraintes techniques de quelque nature que ce soit.

Le responsable comptable pour la France ainsi que les contrôleurs de gestion pour toutes les entités du Groupe s'assurent de la correcte reconnaissance du revenu en fonction de la nature des contrats clients. Un outil informatique de gestion de la facturation et d'enregistrement comptable a été développé en interne. Le correct fonctionnement de ce système est testé régulièrement, au moins une fois par an.

Le recouvrement est assuré en France par le service Comptabilité assisté d'une cellule de support situé au Maroc et dans les filiales par la personne en charge du suivi administratif ; ces personnes appliquent la procédure de relance mise en place au sein du Groupe.

Des outils de suivi du recouvrement ont été déployés et les rapports qui en découlent sont communiqués à la Direction mensuellement pour la France et trimestriellement pour le Groupe.

✓ Risques relatifs à l'information financière

Les opérations quotidiennes de contrôle interne sont assurées par le responsable financier corporate avec l'assistance du contrôleur de gestion tant dans le domaine du traitement de l'information comptable et financière que du contrôle de celui-ci :

- Contrôles des états financiers : des instructions de reporting financier comprenant un rappel des principes comptables, le calendrier de transmission des informations et la matrice du reporting financier (comprenant le bilan, le compte de résultat, des tableaux de flux et des données qualitatives) sont communiquées tous les ans aux filiales.
- Chaque trimestre, les responsables des filiales ou leurs comptables externes adressent au responsable financier corporate par voie électronique et par courrier leurs reportings financiers selon le calendrier prédéfini ci-avant. Ces informations financières, la bonne application des procédures d'arrêté, les retraitements et la réconciliation des comptes intra-groupes sont contrôlés de façon exhaustive puis sont utilisés pour les besoins de la consolidation et pour valider les données de gestion (suivi du chiffre d'affaires, suivi des budgets notamment – cf. ci-après).
- Les cabinets comptables des filiales de très petite taille transmettent directement et mensuellement au responsable financier corporate, après validation par les Responsables de filiale, les documents comptables extraits de leur système.
- Contrôle des reportings mensuels: le contrôleur de gestion effectue des contrôles de cohérence par rapport aux données budgétaires et à celles de l'exercice passé. Les écarts et évolutions sont analysés. Il contrôle également la base de chiffre d'affaires complétée au fil de l'eau par toutes les sociétés du Groupe.

La fiabilité des procédures de production des comptes consolidés d'IGE+XAO est assurée par :

- ✓ le processus de consolidation géré par le responsable financier corporate (cf procédures ci-avant) ;
- ✓ les comptabilités des filiales sont gérés par des professionnels de la comptabilité indépendants ;
- ✓ la consolidation est réalisée en interne grâce à un logiciel dédié.

Les états financiers et la consolidation des comptes font l'objet d'un audit complet au 31 juillet et d'une revue limitée au 31 janvier.

Du fait de sa cotation en bourse dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe IGE+XAO sont établis depuis le 1^{er} août 2005 suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (« IFRS ») applicables à compter des exercices ouverts après le premier janvier 2005, telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Les principes comptables sont régulièrement actualisés.

Note 6. — Diligences spécifiques

Diligences spécifiques conduites sur l'exercice

Au cours de l'exercice 2013/2014, les diligences conduites tant en termes d'organisation, de contrôle que d'audit interne ont porté principalement sur :

- ✓ L'intégration des sociétés nouvellement acquises, leur apprentissages aux procédures et contrôle interne du Groupe.

Objectifs à court et moyen terme

En 2014/2015, le Groupe poursuivra sa démarche d'adaptation continue de ses procédures de contrôle interne. Il portera notamment ses efforts sur :

- ✓ la poursuite de la mission ouverte sur le système d'information et l'organisation du Groupe;
- ✓ la poursuite de la formalisation des procédures internes.

Note 7. — Limites du contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne ne peut fournir une garantie absolue que les objectifs de la Société en la matière seront atteints. Il existe des limites inhérentes à tout système de contrôle interne relevant notamment des incertitudes du monde extérieur, de l'exercice de la faculté de jugement ou des perturbations pouvant survenir en raison d'une défaillance ou d'une simple erreur.

Colomiers, le 22 octobre 2014

Le Président du Conseil d'Administration

VIII. Descriptif du programme de rachat d'actions propres soumis à l'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 31 janvier 2015

En application des articles 241-1 à 241-6 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers et du Règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003 entré en vigueur le 13 octobre 2004 et portant sur les modalités d'application de la Directive européenne n° 2003/6/CE du 29 janvier 2003, le présent document a pour objet de décrire les objectifs et les modalités de renouvellement du programme de rachat des titres soumis par la Société IGE+XAO à l'approbation de l'Assemblée Générale Mixte qui se tiendra le 30 janvier 2015.

L'avis préalable de réunion sera publié au Bulletin des Annonces Légales et Obligatoires au plus tard le 26 décembre 2014.

SYNTHÈSE DES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE L'OPÉRATION

Emetteur : IGE+XAO (NYSE Euronext - Euronext)

Programme :	rachat d'actions
Pourcentage de rachat maximum autorisé :	10 %
Pourcentage de rachat maximum autorisé compte tenu du nombre d'actions déjà acquis (au 31 octobre 2014) :	9,69 %
Prix d'achat unitaire maximum (hors frais):	100 euros
Prix de vente unitaire minimum (hors frais):	10 euros
Durée du Programme : dix-huit mois au plus à compter de l'Assemblée Générale Mixte du 30 janvier 2015.	

A. Bilan du précédent programme

L'avant-dernier programme a été autorisé par l'Assemblée Générale du 18 janvier 2013 et renouvelé lors de l'Assemblée Générale du 24 janvier 2014 pour une nouvelle période de 18 mois. Le bilan de cet avant dernier programme avait alors été établi de son jour d'ouverture jusqu'au 30 septembre 2013. Entre le 1er octobre 2013 et le 24 janvier 2014, les opérations suivantes ont été réalisées :

Nombre de titres détenus au 1 ^{er} octobre 2013 :	2 714 à un prix moyen de 44,64 €
Nombre de titres achetés dans le cadre du contrat de liquidité :	379
Nombre de titres achetés dans le cadre du programme de rachat d'actions :	--
Nombre de titres vendus dans le cadre du contrat de liquidité :	(1 923)
Nombre de titres cédés dans le cadre du plan d'options de rachat d'actions :	0
Nombre de titres détenus au 24 janvier 2014:	1 163 à un prix moyen de 41,89 €

Le programme de rachat autorisé par l'Assemblée Générale du 24 janvier 2014 a donné lieu aux opérations ci-après:

Bilan du précédent programme

Déclaration de l'émetteur des opérations réalisées au titre du précédent programme soit du 25 janvier 2014 au 31 octobre 2014:

INFORMATIONS	FLUX BRUTS CUMULES			POSITIONS OUVERTES					
	ACHATS	VENTES	ANNULAT°	AU JOUR DU DEPOT DE LA NOTE D'INFORMATION					
				POSITIONS OUVERTES A L'ACHAT			POSITIONS OUVERTES A LA VENTE		
				CALL ACHETES	PUT VENDUS	ACHATS A TERME	CALL VENDUS	PUT ACHETES	VENTE A TERME
Nombres de titres	18 308	15 086	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
dont titres destinés à la remise en paiement ou en échange ou à être cédés ou annulés	1 599	--	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
dont titres affectés au contrat de liquidité	16 808	15 086	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Cours moyen des transactions	61,19 €	58,81 €	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Montant*	1 120 181 €	887 141 €	--	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant

* sans arrondi

Les opérations d'achats et de vente ont été affectées en totalité à l'objectif d'animation du cours de bourse.

Le nombre de titres ainsi détenus au 31 octobre 2014 s'élève à 4 385 titres.

La Société n'a pas recours à des produits dérivés.

Pour rappel, dans sa séance du 26 juin 2012, le Conseil d'Administration, faisant usage des pouvoirs conférés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 31 janvier 2012, a décidé de réduire, à compter du 6 juillet 2012, le capital social de la Société IGE+XAO SA par annulation de 154 000 actions représentant 9,9% du capital social.

Répartition par objectif des titres détenus au 31 octobre 2014

INFORMATIONS	MONTANTS
Pourcentage de capital auto-détenu:	0,31 %
Nombre d'actions annulées au cours des 24 derniers mois	0
Nombre de titres détenus en portefeuille	4 385
dont titres destinés à la remise en paiement ou en échange	2 252
dont titres affectés au contrat de liquidité	2 133
dont titres affectés au bénéfice du personnel salarié	--
Valeur comptable du portefeuille au 31 octobre 2014 en €	232 329
Valeur de marché du portefeuille au 31 octobre 2014 en €	259 504

B. Objectif du programme de rachat d'actions et utilisation des actions rachetées

- La conservation et la remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe,
- l'annulation dans les conditions légales,
- l'animation du cours du titre et sa liquidité par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement et au moyen d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI telle que reconnue par l'AMF,
- la remise des titres lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à l'attribution d'actions de la Société,
- l'attribution ou la cession d'actions aux salariés et/ou mandataires de la Société et du Groupe dont elle est la société mère.

Cet ordre pourra être modifié en fonction des opportunités qui se présenteront à la Société.

C. Cadre juridique

Ce programme s'inscrit dans le cadre des dispositions prévues par les articles L.225-209 et suivants du Code de commerce et conformément au Règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, pris en application de la Directive 2003/6/CE du 28 janvier 2003, entrée en vigueur le 13 octobre 2004. Il est soumis au vote de l'Assemblée Générale Ordinaire du 24 janvier 2014, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises en matière ordinaire:

Septième résolution

(autorisation donnée au Conseil d'Administration en vue de faire acheter par la Société ses propres actions)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et avoir pris connaissance des éléments figurant dans le descriptif du programme autorise le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L225-209 du Code de Commerce, à acquérir un nombre d'actions représentant jusqu'à 10% du nombre des actions composant le capital de la Société.

L'Assemblée Générale décide que ces achats effectués dans le cadre de la présente autorisation devront être réalisés en vue de :

- conserver et remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe,
- l'annulation dans les conditions légales,
- d'assurer la liquidité ou animer le marché du titre de la Société IGE+XAO, par un prestataire de services d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AFEI,
- de remettre les titres lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à l'attribution d'actions de la Société,
- d'attribution ou de céder des actions aux salariés et/ou mandataires de la Sociétés et du Groupe dont elle est la société mère.

Cet ordre pourra être modifié en fonction des opportunités qui se présenteront à la Société.

Les caractéristiques du programme sont les suivantes :

Pourcentage de rachat maximum autorisé : 10 %

Prix d'achat unitaire maximum (hors frais): 100 euros

Prix de vente unitaire minimum (hors frais): 10 euros

Durée du Programme : 18 mois au plus à compter de la présente assemblée

Ces prix seront ajustés en cas d'opérations conduisant au regroupement ou à la division des actions.

Compte tenu des actions déjà auto-détenues par la Société, le montant que cette dernière est susceptible de payer dans l'hypothèse d'achats au prix maximum fixé par l'Assemblée Générale s'élèvera à 13 839 500 euros.

Le Conseil d'Administration pourra procéder à l'acquisition, à la cession et au transfert des actions de la Société par tous moyens, par intervention sur le marché, de gré à gré, notamment par achat de blocs de titres pouvant éventuellement porter sur l'intégralité du programme.

La présente autorisation met fin avec effet immédiat à celle précédemment donnée par l'Assemblée Générale du 24 janvier 2014.

Les actions propres acquises et / ou annulées par la Société dans le cadre des précédentes autorisations consenties par l'Assemblée Générale depuis le 29 janvier 1998 seront prises en compte pour la détermination du nombre d'actions détenues par la Société dans la limite précitée de 10 %.

Le Conseil d'Administration donnera aux actionnaires dans son rapport à l'Assemblée Générale annuelle les informations relatives aux achats d'actions et cessions ainsi réalisés.

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation à son Président, pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers ou de tout autre organisme, remplir toutes formalités et de manière générale faire tout ce que nécessaire.

D. Modalités

Part maximale du capital à acquérir et montant maximal des fonds destinés à l'opération

- La Société s'engage, en application de la loi, à rester en permanence dans la limite de détention directe ou indirecte de 10 % du capital de la société. Elle s'engage en outre à conserver un flottant suffisant sur l'Euronext qui respecte les seuils tels que définis par NYSE Euronext.
- Le nombre d'actions susceptible d'être acquis ne pourra excéder 10 % du nombre total d'actions composant le capital social, soit 1 427 800 actions, à la date de l'Assemblée Générale Ordinaire, soit 142 780 actions. En prenant en compte les 4 385 actions propres appartenant à IGE+XAO au 31 octobre 2014 (0,31% du capital), le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées s'élèverait à 138 395, soit 9,69 % des 1 427 800 actions composant le capital à la date de ce jour.
- Sur la base du cours maximum unitaire d'achat de 100 euros, l'investissement théorique maximum s'élèverait à 13 839 500 euros euros, étant précisé que le prix minimum de cession est de 10 euros par action.
- A titre indicatif, le montant des réserves disponibles, c'est à dire toutes les réserves hors réserves statutaires et légales, incluant diverses primes d'émission et de fusion, le report à nouveau ainsi que le résultat net, ressort des derniers comptes sociaux annuels certifiés au 31 juillet 2014 à la somme de 16 409 865 €. En application de la loi, le montant du présent programme de rachat ne pourra pas être supérieur à ce montant.

Modalités des rachats

Les actions pourront être rachetées, cédées ou transférées dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement et respectant les principes énoncés de déontologie de l'AFEI. Il n'est pas prévu de réaliser une part du programme par l'utilisation de produits dérivés.

Durée et calendrier du programme de rachat

Le programme de rachat d'actions pourra être mis en œuvre sur une période de 18 mois, à compter de l'Assemblée Générale du 30 janvier 2015, soit au plus tard jusqu'au 29 juillet 2016.

E. Répartition du capital

Le capital social de la Société IGE+XAO est divisé en 1 427 800 actions de 3,85 euros de valeur nominale, dont la répartition, au 31 juillet 2014 est, à la connaissance de la société, la suivante :

Actionnariat	Nombre d'actions		Nombre D'actions	Nombre De droits de vote	% Capital	% de droits de vote
	Droits de vote simple	Droits de vote double				
IRDI	0	101 594	101 594	203 188	7,12%	11,00%
Di Crescenzo Alain	0	168 575	168 575	337 150	11,81%	18,26%
Baudron Charles	0	102 764	102 764	205 528	7,20%	11,13%
Grèzes Robert	0	43 437	43 437	86 874	3,04%	4,70%
ICSO1	6300	0	6 300	6300	0,44%	0,34%
Sanchez	0	2715	2 715	5 430	0,19%	0,29%
P. Peroux	0	628	628	1 256	0,04%	0,07%
D. Sabot	0	628	628	1 256	0,04%	0,07%
RY. Portel	0	628	628	1 256	0,04%	0,07%
D. Krustev	0	400	400	800	0,03%	0,04%
Autres personnes au nominatif	247	2 072	2 319	4 391	0,16%	0,24%
	6 547	423 441	429 988	853 429	30,12%	46,22%
IGE+XAO (actions propres) au nominatif	752	0	752		0,05%	0,00%
Nominatifs	7 299	423 441	430 740	853 429	30,17%	46,22%
Au porteur IGE+XAO (actions propres) au porteur	993 214	--	993 214	993 214	69,56%	53,78%
	3 846	--	3 846	--	0,27%	0,00%
Au porteur	997 060	0	997 060	993 214	69,83%	53,78%
Total	1 004 359	423 441	1 427 800	1 846 643	100,00%	100,00%

Le 3 juillet 2014, la société Alto Invest a déclaré avoir franchi en baisse le seuil de 5% des droits de vote de la société IGE+XAO SA, après avoir déclaré l'avoir franchi successivement en hausse le 30 avril 2014 et en baisse le 3 mars 2014.

Le 27 juin 2014, la société Allianz Global Investors Luxembourg SA a déclaré avoir franchi en hausse le seuil de 2% du capital social de la société IGE+XAO SA.

Le 16 juin 2014, la société Ennismore Fund Management a déclaré avoir franchi en hausse les seuils de 2% du capital social de la société IGE+XAO SA et de 2% de ses droits de vote le 4 juin 2014 et le seuil de 4% du capital social.

Le 2 juin 2014, la société IRDI a déclaré avoir franchi en baisse les seuils de 20% et 15% des droits de vote et 10% du capital social de la société IGE+XAO SA.

La société Amiral Gestion a déclaré avoir franchi en hausse le seuil de 5% des droits de vote de la société IGE+XAO le 3 avril 2014, après avoir déclaré l'avoir franchi à la baisse le 10 mars 2014.

Le 12 novembre 2014, la société Odyssee Venture a déclaré avoir franchi en baisse le seuil de 10% du capital social de la société IGE+XAO SA.

Aucun autre actionnaire ne possède, à la connaissance de la Société, plus de 2 % du capital social ou des droits de vote à la clôture de l'exercice.

A la connaissance de la Société, aucune autre modification significative dans la détention du capital social ou des droits de vote n'est intervenue au cours de l'exercice clos le 31 juillet 2014.

F. Evènements récents

Les publications financières de la Société sont disponibles sur son site ige-xao.com, sur celui d'Euronext ainsi que sur le site de l'AMF.

G. Personne assumant la responsabilité de la note d'information

A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité : elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le programme de rachat par IGE+XAO de ses propres actions ; elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Colomiers, le 22 octobre 2014

Alain Di Crescenzo
Président du Conseil d'Administration

IX. – Rapports généraux des Commissaires aux comptes

A. Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

IGE + XAO S.A.

Siège social : 16, Boulevard Déodat de Séverac - 31770 Colomiers

Capital social : €. 5.497.030

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 juillet 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 juillet 2014 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société IGE+XAO S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

La note 3 « Principes comptables et base de préparation des états financiers – Constatation du chiffre d'affaires » de l'annexe des comptes consolidés expose notamment les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du revenu.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations

fournies dans l'annexe des comptes consolidés, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Votre société constitue des provisions pour dépréciation des créances clients, tel que décrit en note 3 « Principes comptables et base de préparation aux états financiers – Provisions pour dépréciation des comptes clients » de l'annexe des comptes consolidés.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des créances clients, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations et provisions, et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes,

Labège, le 28 novembre 2014

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Marseille, le 28 novembre 2014

Philippe Saint-Pierre
Associé

Marc Lopez

B. Rapport général des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

IGE + XAO S.A.

Siège social : 16, Boulevard Déodat de Séverac - 31770 Colomiers

Capital social : €. 5.497.030

Exercice clos le 31 juillet 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos 31 juillet 2014, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société IGE+XAO S.A. tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Le paragraphe « Titres de participation des sociétés » de la note 4 « Principes comptables » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la détermination de la valeur d'inventaire des titres de participation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs de capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Labège, le 28 novembre 2014

Marseille, le 28 novembre 2014

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Philippe Saint-Pierre
Associé

Marc Lopez

X. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 juillet 2014

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application des dispositions de l'article L. 225-40 du code de commerce nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

1.1 Refacturation de loyers

Compte tenu de l'occupation par les sociétés françaises du Groupe du même bâtiment à office de bureaux situé à Colomiers (ZAC des Ramassiers depuis le 2 juin 2014), le conseil d'administration dans sa séance du 29 juillet 2014 a autorisé la société IGE SA, preneur du bail, à facturer à votre société au cours de l'exercice une somme de 12 958 euros au titre du loyer au prorata des surfaces occupées et une somme de 2 309 euros au titre des charges locatives y afférentes.

Mandataires sociaux concernés :

M. Alain Di Crescenzo, également administrateur d'IGE SA,

M. Charles Baudron, également administrateur d'IGE SA

2. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

En application de l'article R.225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

2.1 Avances financières aux filiales

Le conseil d'administration du 29 juillet 2014 a autorisé la prorogation jusqu'au 31 juillet 2015 de l'avance sans intérêt consentie à la filiale IGE-XAO Madagascar, pour un montant maximal de 50.000 euros.

Le montant de l'avance à la clôture de l'exercice s'élève à 16.976 euros

Mandataires sociaux concernés :

M. Alain Di Crescenzo, Gérant de IGE-XAO Madagascar.

2.2 Engagement de caution

Le conseil d'administration du 18 octobre 2013 a autorisé le renouvellement de l'engagement de caution d'un montant de 100.000 euros donnée par votre société à l'Association Professionnelle de Solidarité du Tourisme (APS) au profit de la filiale Mayridis Voyages SARL.

Mandataires sociaux concernés :

M. Alain Di Crescenzo, représentant d'IGE+XAO SA.

2.3 Refacturation de loyers

Facturation par la société IGE SA des loyers au prorata des surfaces occupées (ZAC du Perget jusqu'au 31 mai 2014) pour un montant de 39 657 euros et des charges locatives y afférent d'un montant de 19 209 euros.

Mandataires sociaux concernés :

M. Alain Di Crescenzo, également administrateur d'IGE SA

M. Charles Baudron, également administrateur d'IGE SA

2.4 Prestation d'assistance

Facturation à la société IGE S.A. des redevances administratives, de communication et de management, pour un montant de 2 013 423 euros.

2.5 Pilotage des projets de recherche

Dans le cadre des missions de pilotage des projets de recherche et développement, votre société a facturé à la société IGE S.A., la somme de 236 547 euros.

2.6 Intégration fiscale

Votre société forme avec les sociétés IGE SA et Mayridis Voyages un groupe fiscal intégré, régi par la convention d'intégration signée le 23 juillet 2010.

2.7 Gestion de trésorerie

Votre société participe avec les sociétés Winsoft Diffusion et Mayridis à une convention de gestion centralisée de trésorerie.

2.8 Prise en charge de frais d'audit et de reporting de certaines filiales

2.8.1 Filiale britannique

Dans le cadre de la convention en vigueur, le montant pris en charge par votre société au titre de l'exercice clos le 31 juillet 2014 s'élève à 1 450 euros.

2.8.2 Filiale polonaise

Dans le cadre de la convention en vigueur, le montant pris en charge par votre société au titre de l'exercice clos le 31 juillet 2014 s'élève à 3 813 euros.

2.8.3 Filiale italienne

Dans le cadre de la convention en vigueur, le montant pris en charge par votre société au titre de l'exercice clos le 31 juillet 2014 s'élève à 6 702 euros.

2.8.4 Filiale danoise (Nordic)

Dans le cadre de la convention en vigueur, le montant pris en charge par votre société au titre de l'exercice clos le 31 juillet 2014 s'élève à 1 507 euros.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

2.9 Indemnités de cessation des fonctions du Président du Conseil d'Administration

Le conseil d'administration du 29 juillet 2011 a décidé sur proposition du comité des rémunérations, de fixer les indemnités de cessation des fonctions du Président du conseil d'administration dans les conditions suivantes :

En cas de rupture du contrat de travail actuellement suspendu, pour toute autre raison que démission ou départ à la retraite, les dispositions suivantes s'appliqueront:

Préavis en cas de licenciement hors faute grave ou lourde

Sa durée sera déterminée de la façon suivante :

- ✓ Un an si le licenciement intervient durant la 1^{ère} année de la reprise de contrat,
- ✓ 6 mois si licenciement intervient par la suite.

Indemnité contractuelle de licenciement :

Elle sera déterminée de la façon suivante :

- ✓ 18 mois de salaire si le licenciement intervient durant la 1^{ère} année de la reprise de contrat,
- ✓ 15 mois de salaire si le licenciement intervient par la suite.

Cette indemnité sera calculée sur la base de la moyenne des 12 derniers mois de salaire brut, primes incluses, perçus antérieurement à la notification du licenciement, étant attendu que cette indemnité contractuelle de licenciement ne pourra jamais être inférieure au montant de l'indemnité conventionnelle de licenciement, mais ne pourra se cumuler ni avec cette dernière ni avec l'indemnité légale de licenciement.

Condition de performance

Le versement de cette indemnité est soumis à la condition que le résultat opérationnel du Groupe déterminé suivant les normes IFRS soit au moins égal à 5% de son chiffre d'affaires à la clôture du dernier exercice dont les comptes auront été examinés par le Conseil d'Administration à la date de rupture du contrat.

Il est précisé que cette condition de performance ne sera applicable que pour la fraction du montant de l'indemnité excédant les indemnités légales et conventionnelles dues au titre de l'ancienneté de Monsieur Alain Di Crescenzo.

Marseille et Toulouse Labège, le 28 novembre 2014

Les commissaires aux comptes

Marc LOPEZ

KPMG Audit
Philippe SAINT-PIERRE

XI. – Rapport des Commissaires aux comptes, établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la Société IGE+XAO S.A.

IGE+XAO S.A.

Siège social : 16. Boulevard Déodat de Séverac - 31770 Colomiers

Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société IGE+XAO S.A.

Exercice clos le 31 juillet 2014

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société IGE + XAO S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 juillet 2014.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code du commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Labège, le 28 novembre 2014

Marseille, le 28 novembre 2014

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Philippe Saint-Pierre
Associé

Marc Lopez

XII. – Mise à disposition du rapport financier annuel

Le rapport financier annuel IGE+XAO est mis à disposition des personnes intéressées sur demande, adressée directement au siège de la Société IGE+XAO – 16, Boulevard Déodat de Séverac – CS 90312 – 31773 Colomiers Cedex ou par voie électronique à l'adresse suivante : solie@ige-xao.com / Tél. : 05 62 74 36 36 / Fax : 05 62 74 36 37. Il peut également être consulté ou téléchargé sur le site www.ige-xao.com rubrique Investisseurs. Il a également fait l'objet d'un dépôt effectif et intégral sous format électronique dans le cadre de l'Information réglementée auprès de l'AMF.